

Assurance de Responsabilité Top Familiale

Conditions générales

Nachstehend finden Sie die deutsche Übersetzung der Allgemeinen Bedingungen.

Diese Übersetzung in die deutsche Sprache wird nur zu Informationszwecken übermittelt. Die Rechte und Pflichten der Parteien sind in den Allgemeinen Bedingungen in französischer Sprache verankert, auf die verwiesen wird.

Supporter de votre vie



PRÉAMBULE

Les présentes conditions générales régissent les relations entre les parties. Elles font l'objet d'une traduction libre en langue allemande, laquelle est transmise à titre informatif à l'assuré **ci-dessous**. En cas de doute quant à leur interprétation, la version française prévaut.

Votre contrat « Assurance de responsabilité Top Familiale » se compose de deux parties :

1. Les présentes conditions générales : elles décrivent nos engagements réciproques, la garantie de base 'Responsabilité Civile Vie privée' et les garanties optionnelles 'Protection Juridique Vie Privée' et 'Pack Familiale+' ainsi que les exclusions. Dans le lexique, vous trouverez une définition des termes indiqués *en italique*. Ces définitions sont également d'application lorsque ces notions sont reprises dans les conditions particulières.
2. Les conditions particulières : elles reprennent notamment vos données personnelles, les garanties souscrites et la prime. Elles complètent les conditions générales auxquelles elles font référence et prévalent sur ces dernières en cas de contradiction.

Avez-vous une question ou voulez-vous déclarer un sinistre ?

Vous pouvez toujours vous adresser à votre courtier.

Une plainte ?

Vous pouvez adresser une plainte par écrit à l'adresse suivante :

AG SA - Service de Gestion des Plaintes
Boulevard Emile Jacqmain 53, 1000 Bruxelles
Tél. : 02 664 02 00
E-mail : customercomplaints@aginsurance

Si vous n'êtes pas d'accord avec la solution proposée par AG, vous pouvez soumettre le litige à :

Ombudsman des Assurances
Square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles
Site web : www.ombudsman-insurance.be

Ces options s'entendent sans préjudice de votre droit d'exercer un recours en justice.

Législation applicable

La législation belge s'applique à ce contrat et en particulier :

- la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances ;
- l'arrêté royal du 12 janvier 1984 déterminant les conditions minimales de garantie des contrats d'assurance couvrant la responsabilité civile extracontractuelle relative à la vie privée ;
- l'arrêté royal du 12 octobre 1990 relatif à l'assurance protection juridique ;
- l'ancien Code civil et le Code civil avec notamment le livre 6 du Code civil.

Le Code civil Belge est progressivement réformé. C'est ainsi que l'on parle de « Code civil » pour les nouvelles dispositions adaptées et d'« ancien Code civil » pour les anciennes règles.

En cas de sinistre, les règles de responsabilité extracontractuelle à appliquer dépendent de la date de survenance des faits pouvant générer une responsabilité : s'ils surviennent après le 1er janvier 2025, le nouveau Code civil s'applique. Si les faits se produisent avant cette date, ils seront soumis aux règles de l'ancien Code civil.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉAMBULE.....	2
LEXIQUE.....	5
PARTIE 1. LA GARANTIE DE BASE RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVÉE.....	7
Article 1. Les assurés (= vous) & les tiers.....	7
Chapitre 1. Étendue de la garantie.....	8
1. Description générale de la garantie.....	8
Article 2. La responsabilité civile extracontractuelle.....	8
Article 3. Montants assurés.....	8
2. Description de quelques cas particuliers.....	9
Article 4. Biens immeubles et contenu - séjours temporaires.....	9
Article 5. Animaux.....	10
Article 6. Déplacements et moyens de locomotion.....	10
Article 7. Activités sportives et loisirs.....	12
Article 8. Garde rémunérée d'enfants.....	12
Article 9. Travail associatif - services de citoyen à citoyen et économie de partage.....	12
Article 10. Assistance bénévole de tiers.....	12
3. Exclusions générales.....	13
Article 11. Nous n'assurons pas.....	13
Chapitre 2. Obligations en cas de sinistre.....	14
Article 12. Vos obligations.....	14
Article 13. Nos obligations.....	14
PARTIE 2. LA GARANTIE OPTIONNELLE PROTECTION JURIDIQUE VIE PRIVÉE.....	15
Article 14. Les assurés (= vous) & les tiers.....	15
Chapitre 1. Description générale de la garantie.....	15
Article 15. Objet de la garantie.....	15
Article 16. Où s'applique cette garantie et quand?.....	16
Article 17. Qu'entend-on par sinistre?.....	16
Chapitre 2. Quelles prestations offrons-nous?.....	17
Article 18. Un tiers vous a causé des dommages en dehors de tout contrat [recours civil].....	17
Article 19. Dommages à la suite d'une erreur médicale ou d'un accident médical.....	17
Article 20. Dommages par un cocontractant ou son auxiliaire.....	18
Article 21. Avance de fonds sur indemnités [franchise incluse].....	18
Article 22. Le tiers responsable ne peut pas payer votre indemnité [clause d'insolvabilité].....	18
Article 23. Litige avec l'assureur accident du travail.....	18
Article 24. Litige contractuel avec votre assureur RC Vie Privée & Défense civile en cas de conflit d'intérêts avec votre assureur RC Vie Privée.....	19

Article 25. Contestation d'une Sanction Administrative Communale (amende SAC/médiation SAC).....	19
Article 26. Vous êtes convoqué en tant que suspect pour une première audition (Salduz)	19
Article 27. Vous avez reçu une citation en matière pénale (défense pénale)	19
Article 28. Caution pour la mise en liberté provisoire.....	20
Article 29. Frais de recherche d'enfants disparus.....	20
Chapitre 3. Quels sont les coûts et honoraires pris en charge ?	20
Article 30. Les coûts et honoraires pris en charge.....	20
Article 31. Les montants assurés	21
Article 32. Demandes connexes.....	22
Chapitre 4. Comment protégeons-nous les intérêts de l'assuré ?	22
Article 33. Le libre choix.....	22
Article 34. La clause d'objectivité.....	22
Article 35. Le décès d'un assuré dans un dossier de sinistre en cours.....	23
Article 36. Exclusions et déchéances.....	23
Chapitre 5. Obligations en cas de sinistre	25
Article 37. Quelles sont les obligations en cas de sinistre ?.....	25
PARTIE 3. LA GARANTIE OPTIONNELLE PACK FAMILIALE+	26
Article 38. Pack Familiale+.....	26
PARTIE 4. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES COMMUNES	28
Article 39. Prise d'effet et durée du contrat	28
Article 40. Adresses de correspondance	28
Article 41. Description du risque.....	28
Article 42. Paiement de la prime.....	30
Article 43. Modification du tarif.....	31
Article 44. Modification des conditions d'assurance	31
Article 45. Paiement à des mineurs, des interdits ou autres incapables	31
Article 46. Faillite du preneur d'assurance	31
Article 47. Décès du preneur d'assurance	31
Article 48. Résiliation du contrat et modalités de la résiliation.....	32
Article 49. Terrorisme.....	34
Article 50. Délai de prescription.....	34

LEXIQUE

Cette liste est établie par ordre alphabétique et reprend tous les termes indiqués *en italique* dans les présentes conditions générales.

Animaux

Animaux dont la détention par des particuliers n'est pas interdite par les annexes I, II et III de la Convention de Washington du 3 mars 1973.

Cohousers

Personnes majeures qui choisissent de partager ensemble une *unité d'habitation* et d'y établir leur résidence principale, comme les colocataires. Le *preneur d'assurance* est également considéré comme un cohouser. Le nombre maximal autorisé de personnes habitant dans une unité d'habitation est fixé à 10. Les enfants des cohousers comptent également comme personnes vivant dans l'unité d'habitation.

Relèvent notamment de la définition des cohousers :

- Le *preneur* qui partage une maison unifamiliale avec son enfant et deux amis (= 3 cohousers et 4 personnes qui occupent l'*unité d'habitation*).

Ne relèvent notamment pas de la définition des cohousers :

- Les étudiants qui cohabitent mais dont la résidence principale se trouve toujours chez leurs parents.

Crime / crime correctionnalisé

Un crime est une infraction que les lois punissent d'une peine criminelle.

Un crime correctionnalisé est une infraction initialement punie d'une peine criminelle par le droit pénal, mais modifiée par la loi, au cours de l'enquête pénale ou par le tribunal en un *délit*, de sorte qu'il n'est plus jugé par la Cour d'Assises mais par le tribunal correctionnel.

Délit

Infraction que les lois punissent d'une peine correctionnelle.

Dommmages corporels

Atteinte à l'intégrité physique ou psychique d'une personne physique.

Dommmages matériels

Dommmages ou perte d'objets ou d'animaux.

Nous

AG Insurance [en abrégé AG] SA - Bd E. Jacqmain 53, 1000 Bruxelles - RPM Bruxelles TVA BE 0404.494.849 –
Entreprise d'assurance belge agréée sous code 0079, sous le contrôle de la Banque nationale de Belgique,
Bd de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles.

Dans le cadre de l'assurance Protection Juridique, la gestion des dossiers « Protection Juridique » est confiée à notre service spécialisé et distinct appelé « Providis ».

Preneur d'assurance

Personne physique qui a souscrit le contrat d'assurance.

Terrorisme

Action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attendant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Travaux de finition

Tous les travaux à un bâtiment, sauf :

- les travaux qui sont susceptibles de mettre en péril la stabilité du bâtiment ou des bâtiments avoisinants ;
- les travaux de démolition, de construction, de fermeture, de couverture ou d'obturation [comme maçonner, poser la couverture du toit, rejointoyer, placer les fenêtres et les portes extérieures].

Unité d'habitation

Habitation unifamiliale ou appartement portant le même numéro de maison et de boîte, composé(e) de plusieurs espaces de vie pouvant être utilisés par tous les *cohabitants* (par exemple cuisine, salon, salle de bain) et comprenant maximum 5 chambres à coucher.

Relève notamment de la définition d'une unité d'habitation telle que visée dans cette assurance :

- Un appartement de trois chambres avec une cuisine et un salon communs.

Ne relèvent notamment pas de la définition d'une unité d'habitation :

- Une habitation kangourou avec deux entrées séparées portant les numéros 20A et 20B ;
- Les unités d'habitations séparées qui n'ont qu'un jardin, un abri à vélos et un local technique en commun.

PARTIE 1. LA GARANTIE DE BASE RESPONSABILITE CIVILE VIE PRIVEE

Article 1. Les assurés [= vous] & les tiers

Lorsque *nous* faisons référence à « vous » dans la suite du texte, *nous* entendons à la fois les assurés principaux et les assurés complémentaires.

A. Les assurés principaux :

1. le *preneur d'assurance* pour autant qu'il ait sa résidence principale en Belgique ;
2. les personnes qui habitent avec le *preneur d'assurance*
 - a. et font partie de son foyer c'est-à-dire les personnes qui participent et sont intégrées à la vie de famille du *preneur d'assurance* ; ou
 - b. en tant que *cohabitants* dans une *unité d'habitation* de maximum 5 chambres et 10 personnes.

Ces personnes conservent la qualité d'assuré lorsqu'elles résident temporairement ailleurs. Tout séjour en maison de repos ou de soins peut être permanent.

En outre, les personnes mentionnées aux points 1. et 2.a. conservent leur qualité d'assuré :

- pendant 12 mois lorsqu'elles quittent définitivement la résidence principale du *preneur d'assurance* ;
- pendant 60 jours à partir du déménagement lorsqu'elles déménagent à l'étranger.

Les *cohabitants* mentionnés au point 2.b. conservent la qualité d'assuré pendant 1 mois lorsqu'ils quittent définitivement la résidence principale du *preneur d'assurance*.

B. Les assurés complémentaires :

1. les personnes qui sont entretenues par un assuré principal ;
2. les personnes dépendantes et les enfants de tiers qui sont sous la garde non professionnelle d'un assuré principal ou d'une personne entretenue par un assuré principal ;
3. les personnes qui, en dehors de toute activité professionnelle, à la demande d'un assuré principal, assument la garde, gratuitement ou non :
 - des enfants ou de toute personne dépendante faisant partie du foyer du *preneur d'assurance* ;
 - des personnes entretenues par un ou plusieurs assurés principaux ;
 - des *animaux* couverts et appartenant à un assuré principal ou à une personne entretenue par un assuré principal ; dès lors que leur responsabilité civile est engagée du fait de cette garde ;
4. les invités d'un assuré principal ou d'une personne entretenue par un assuré principal qui logent chez lui, pendant toute la durée du séjour. N'entrent pas dans la définition d'invités, les personnes qui occupent, contre paiement, tout ou partie de la résidence principale ou secondaire du *preneur d'assurance* ;
5. le personnel domestique, les aides familiales ainsi que toutes les autres personnes (rémunérées ou non mais en dehors de toute activité professionnelle) lorsqu'ils agissent au service privé d'un assuré. L'exécution de travaux domestiques dans les lieux où un assuré principal exerce une profession libérale ou indépendante, reste considérée comme un service privé ;
6. les tiers qui aident gratuitement un assuré principal :
 - a. s'il déménage en Belgique vers une autre résidence principale en Belgique ;
 - b. lors de l'exécution de travaux de finition dans la résidence principale actuelle ou future d'un assuré principal en Belgique.

C. «Tiers» :

Toutes les personnes autres que les assurés principaux.

Cependant, les assurés principaux deviennent également des tiers :

- a. lorsqu'ils quittent définitivement la résidence principale du *preneur d'assurance* ;
- b. lorsqu'ils ont personnellement subis des *dommages corporels* occasionnés par un assuré complémentaire.

Chapitre 1. Étendue de la garantie

1. Description générale de la garantie

Article 2. La responsabilité civile extracontractuelle

Si quelqu'un subit un dommage par votre faute, vous devez le réparer. Et ce, non seulement en cas de dommages causés par votre faute, mais aussi, par exemple, si votre enfant mineur ou votre *animal* de compagnie est à l'origine d'un sinistre ou si un vice dans votre habitation provoque des dommages chez vos voisins. En termes plus juridiques, il s'agit de votre responsabilité extracontractuelle.

Nous couvrons votre responsabilité extracontractuelle si vous avez causé un dommage à un tiers dans le cadre de votre vie privée et que votre responsabilité est engagée sur la base :

- des articles 1382 à 1386 bis de l'ancien Code civil pour les faits dommageables survenus avant le 1er janvier 2025 ;
- des articles 6.5, 6.6, 6.11 à 6.14, 6.16 et 6.17 du Code civil pour les faits dommageables survenus à partir du 1er janvier 2025 ;
- de la combinaison des articles 3.50 et 3.101 du Code civil (troubles anormaux de voisinage). *Nous* ne couvrons pas la prévention des troubles anormaux de voisinage telle que prévue à l'article 3.102 du Code civil ;
- des dispositions similaires en droit étranger

dans les limites précisées ci-dessous.

Article 3. Montants assurés

A. Indemnité due en principal

Par sinistre, *nous* intervenons à concurrence de :

- 32.247.785,02 euros [indexés] pour les *dommages corporels* ;
- 9.287.362,09 euros [indexés] pour les *dommages matériels*.

Les transactions avec le Ministère Public, les amendes judiciaires, transactionnelles ou administratives ainsi que les frais de poursuites répressives ne sont pas à notre charge.

Une franchise d'un montant de 319,76 euros [indexés] par sinistre est d'application pour les *dommages matériels*. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation de septembre 2024 (= 308,65 - base 1981 = 100).

B. Les frais de sauvetage, les intérêts et frais

Nous vous assurons pour :

- les frais de sauvetage découlant aussi bien des mesures demandées par *nous* aux fins de prévenir ou d'atténuer les conséquences du sinistre que des mesures urgentes et raisonnables prises d'initiative par vous pour prévenir le sinistre en cas de danger imminent ou, si le sinistre a commencé, pour en prévenir ou en atténuer les conséquences, à condition qu'ils ont été exposés comme le ferait une personne prudente et raisonnable placée dans les mêmes circonstances, alors même que les diligences faites l'auraient été sans résultat ;
- les intérêts afférents à l'indemnité due en principal, les frais afférents aux actions civiles ainsi que les honoraires et frais des avocats et experts dans la mesure où ces frais ont été exposés par *nous* ou avec notre accord, ou, en cas de conflit d'intérêts qui ne vous soit pas imputable, pour autant que ces frais n'aient pas été engagés de manière déraisonnable.

Nous ne vous assurons cependant pas pour les frais de sauvetage découlant de mesures tendant à prévenir un sinistre assuré en l'absence de danger imminent ou lorsque tout danger imminent est écarté.

2. Description de quelques cas particuliers

Article 4. Biens immeubles et contenu - séjours temporaires

A. Biens immeubles et contenu

Nous vous assurons pour les dommages causés par :

- a. les bâtiments et leur contenu dont vous êtes pour votre usage personnel le propriétaire ou le locataire, à l'exception des bâtiments utilisés pour le stockage ou la vente de marchandises.
Sont assimilés à des bâtiments, les caravanes résidentielles, les chalets habitables, les cours intérieures, entrées d'immeuble, clôtures, trottoirs, antennes, hampes de drapeau et panneaux solaires.
- b. une partie, limitée à 3 pièces, d'un bien assuré par le point a., situé en Belgique, qui est utilisée par un assuré pour l'exercice d'une profession libérale ou d'une activité commerciale sans stockage ou vente de marchandises ;
- c. une partie d'un bien assuré par le point a., dont un assuré est propriétaire, qui est louée à un tiers ou mis à disposition d'un tiers, pour autant que le total des parties louées n'excède pas 3 appartements, avec ou sans garage ;
- d. un ascenseur domestique un monte-charges privatif ou un équipement adapté aux personnes à mobilité réduite [tel un monte escalier] dont vous êtes propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier ou gardien ;
- e. les terrains [bâti ou non] dont vous êtes propriétaire, nu-propriétaire, usufruitier ou gardien.

Nous n'assurons cependant pas les *dommages matériels* causés par le feu, par l'incendie, l'explosion ou la fumée consécutive à un feu ou à un incendie prenant naissance dans ou communiqué par un bâtiment assuré par le présent contrat pour lesquels votre responsabilité est engagée sur la base des articles 1382 - 1386bis de l'ancien Code civil ou des articles 6.5, 6.6, 6.11 à 6.14, 6.16 et 6.17 du Code civil.

B. Séjours temporaires

Nous vous assurons également pour les dommages causés :

- a. au bâtiment et au contenu d'une résidence de vacances appartenant à un tiers pendant un séjour temporaire. Sont assimilés à une résidence de vacances, les tentes, caravanes résidentielles ou chalets habitables, les mobiles homes non destinés à circuler et stationnés sur un terrain privé ou public, les logements qualifiés d'insolites [en ce compris les péniches à quai ainsi que les avions au sol, les wagons de train, de métro, de tram,... parqués sur un terrain privé ou public] pour autant qu'ils soient fixes ainsi que les cabines dans un bateau de croisière ou un train pour autant que le bateau ou le train soit conduit par un tiers professionnel ;
- b. au bâtiment [en ce compris les garages, tentes, chapiteaux et péniches à quai] appartenant à un tiers occupé à l'occasion d'une fête à caractère privé ainsi qu'à son contenu.
Sont assimilés au bâtiment, les véhicules automoteurs loués appartenant à un tiers et utilisés pour y faire une fête à caractère privé [car, tram, limousine, ...] pour autant qu'ils soient conduits par un tiers.

Restent exclus, les dommages :

- couverts par l'assurance obligatoire des véhicules automoteurs ;
 - causés à des bateaux et engins maritimes (à l'exclusion des péniches à quai) ;
 - causés à des avions.
- c. à la chambre d'hôtel ou du logement bénéficiant de l'équivalent d'un service hôtelier minimum lors d'un séjour temporaire ou occasionnel à titre privé ou professionnel ;
 - d. à la chambre en cas d'hospitalisation ou de séjour dans une institution de soins ou de repos ;
 - e. aux biens immeubles appartenant à des tiers pour autant que :
 - le bien soit occasionnellement occupé à usage de logement à titre privé ou professionnel, ou utilisé dans le cadre de la vie privée, pour une période inférieure à 3 mois consécutifs et que
 - le bien ne soit pas ou insuffisamment assuré par le tiers.

Article 5. Animaux

A. Principe général

Nous vous assurons pour les dommages causés par les *animaux* dont vous avez la garde en dehors de toute activité professionnelle.

Les dommages causés par les chiens de garde utilisés pour la garde de bâtiments à usage professionnel sont couverts.

Nous vous assurons également pour les dommages causés aux *animaux* (en ce compris les chevaux et leur harnachement) appartenant à des tiers dont vous avez la garde en dehors de toute activité professionnelle.

B. Cas particulier des chevaux

Nous vous assurons pour les dommages causés par les chevaux de selle, chevaux de trait, poneys et attelages dont vous êtes propriétaire, détenteur ou gardien.

La garantie est limitée à deux chevaux de selle si vous en êtes propriétaire.

Si vous êtes propriétaire d'un nombre de chevaux de selle plus élevé, vous devez *nous* déclarer le nombre total de chevaux de selle dont vous êtes propriétaire et ce nombre total doit être repris dans les conditions particulières.

A défaut, *nous* ne prenons en charge tout sinistre que dans la proportion entre la prime payée et la prime due pour l'ensemble des chevaux de selle.

Les poneys et autres petits chevaux qui, adultes, ne dépassent pas 1,48 m au garrot ainsi que les chevaux de trait ne sont pas considérés comme des chevaux de selle et sont donc couverts quel que soit leur nombre.

La garantie est étendue à la responsabilité personnelle des préposés lorsqu'ils utilisent les animaux et les véhicules pour vos besoins personnels ou lorsqu'ils en assument la garde.

Nous couvrons également les dommages causés

- lorsque vous participez, à titre non professionnel, avec les chevaux ou attelages assurés, à des épreuves équestres (courses, jumpings, concours de dressage) ainsi que lors de leur préparation ;
- lors du transport à titre gracieux dans les attelages assurés, étant entendu que le nombre de personnes transportées ne peut dépasser la capacité de transport de l'attelage concerné ;
- par les objets transportés ou par leur chute.

Nous ne couvrons pas les dommages causés aux objets et marchandises transportés.

Article 6. Déplacements et moyens de locomotion

1. Nous vous assurons pour les dommages que vous causez au cours de vos déplacements privés ou professionnels en tant que piéton ou avec les véhicules suivants (aussi en tant que passager) :

- tous les véhicules terrestres non équipés d'un moteur (vélo, trottinette, rollers, skateboard, fauteuil roulant...);
- les vélos à assistance électrique ;
- les véhicules automoteurs exemptés en Belgique de l'obligation d'assurance RC Auto :
 - parce qu'ils peuvent être actionnés par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction ne dépassant pas 6 km/h et ayant une masse maximale ne dépassant pas 100 kg ;
 - parce qu'ils peuvent être actionnés par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction supérieure à 6 km/h, mais ne dépassant pas 25 km/h et ayant une masse maximale ne dépassant pas 25 kg ;
 - parce qu'il s'agit de fauteuils roulants automoteurs exclusivement destinés à être utilisés par des personnes souffrant d'un handicap physique.
- un des véhicules automoteurs suivants non exemptés en Belgique de l'obligation d'assurance RC Auto :
 - une chaise roulante électrique pour personne à mobilité réduite ;
 - un véhicule automoteur qui peut être actionné par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction supérieure à 6 km/h, mais ne dépassant pas 25 km/h et ayant une masse maximale dépassant 25 kg ;
 - une monoroue, un segway, une trottinette électrique et un hoverboard pour autant que sa vitesse maximale soit inférieure ou égale à 45Km/h.

Les cyclomoteurs des classes A et B restent exclus.

Lorsque votre responsabilité pour les véhicules et engins précités est soumise à l'obligation d'assurance de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs en vertu d'une législation étrangère, la couverture est étendue conformément à cette législation pour autant qu'elle relève d'un pays mentionné sur le certificat d'assurance émis par nous.

- e. un bateau ou un engin maritime. Les dommages causés par des bateaux à voile dont le poids excède 300 kg ou par des engins maritimes à moteur [en ce compris les bateaux à moteur] d'une puissance supérieure à 8 kW, ne sont couverts que s'ils appartiennent à un tiers et uniquement lorsque :
- votre responsabilité est engagée en tant que passager ou
 - vous les utilisez à titre occasionnel, pour une durée de max 48 heures, en tant que conducteur autorisé et pour autant qu'ils ne sont pas ou insuffisamment assurés en Responsabilité civile.

Dans ces deux hypothèses, il ne peut s'agir de dommages survenus à l'occasion de paris, de défis ou d'actes notoirement téméraires sauf si l'assuré a accompli ces actes pour la sauvegarde de personnes, biens ou intérêts. Est considéré comme un acte notoirement téméraire un acte volontaire ou une négligence exposant sans raison valable son auteur à un danger dont il aurait dû avoir conscience.

2. En outre *nous* vous assurons :
- a. pour les *dommages corporels* causés à un tiers [au sens du présent contrat] en conduisant conformément à la loi un véhicule automoteur qui vous est confié occasionnellement, lorsque ce tiers est exclu du bénéfice du contrat d'assurance automobile afférent à ce véhicule ;
 - b. pour les dommages causés par un assuré qui déplace, manœuvre ou conduit un véhicule terrestre automoteur soumis à une assurance légalement obligatoire ou un véhicule sur rail, sans qu'il ait l'âge légalement requis pour ce faire et à l'insu de ses parents ou des personnes qui l'ont sous leur garde. Les dégâts matériels au véhicule emprunté des tiers sont assurés si, en outre, le véhicule était utilisé à l'insu de son détenteur [joyriding].
3. *Nous* n'assurons pas les dommages causés par
- a. des véhicules automoteurs ou équipés d'un moteur autres que ceux cités au point 1 repris ci-dessus ;
 - b. des véhicules aériens [c'est-à-dire les engins aériens motorisés ou propulsés destinés au transport des personnes ou des biens par la voie aérienne].
4. Lorsque *nous* sommes tenus envers les personnes lésées en vertu de la loi relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité en matière de véhicules automoteurs [par exemple : si l'accident survient en Belgique, avec un véhicule visé par le point 6.1.d], *nous* avons, indépendamment de toute autre action qui peut leur appartenir, un droit de recours dans les cas et contre les personnes visées ci-dessous. Le recours porte sur les dépenses nettes à savoir le montant en principal de l'indemnité, les frais judiciaires et les intérêts, diminués des éventuelles franchises et des montants qu'il a pu récupérer.

Le recours est déterminé comme suit :

- lorsque les dépenses nettes ne sont pas supérieures à 11.000 euros, le recours peut s'exercer intégralement ;
- lorsque les dépenses nettes sont supérieures à 11.000 euros, ce dernier montant est augmenté de la moitié des sommes dépassant 11.000 euros. Le recours ne peut excéder un montant de 31.000 euros.

Nous avons un droit de recours contre le *preneur d'assurance* en cas de suspension de la garantie du contrat résultant du non-paiement de la prime.

Nous avons un droit de recours contre l'assuré, auteur du sinistre

- âgé de 16 ans min, qui a causé intentionnellement le sinistre. Ce recours s'exerce intégralement et n'est pas soumis à la limitation prévue ci-dessus ;
- âgé de 18 ans min, qui a causé le sinistre en raison de l'une des fautes lourdes suivantes : conduite en état d'ivresse ou dans un état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées.

Nous avons un droit de recours contre le *preneur d'assurance* et, s'il y a lieu, contre l'assuré autre que le *preneur d'assurance* à concurrence de la part de responsabilité incombant à chacun, dans la mesure où *nous* aurions pu refuser ou réduire nos prestations en vertu de la loi ou du contrat d'assurance lorsque, au moment du sinistre, le véhicule est conduit par une personne n'étant pas titulaire d'un permis ou par une personne déchue du droit de conduire. Le droit de recours ne s'applique cependant pas si la personne qui conduit le véhicule à l'étranger a respecté les conditions prescrites par la loi et les règlements locaux pour conduire le véhicule et n'est pas sous le coup d'une déchéance en cours en Belgique, auquel cas le droit de recours est maintenu.

Article 7. Activités sportives et loisirs

Nous vous assurons pour les dommages causés :

- a. par l'utilisation à des fins exclusivement sportives ou récréatives d'aéromodèles (y compris les drones dont la masse maximale au décollage est inférieure à 150 kg) pour autant qu'ils ne volent pas dans un rayon de 3 km autour des aéroports ou des aérodromes civils et militaires et qu'ils ne volent pas au-dessus des complexes industriels, des prisons, des terminaux LNG, des centrales nucléaires, ou d'un rassemblement public de personnes en plein air ;
- b. par les enfants assurés à l'occasion de services, même rémunérés ;
- c. par les activités exercées dans le cadre de mouvements culturels, sportifs, de jeunesse ou assimilés pour lesquelles votre responsabilité personnelle est engagée ;
- d. par les activités en qualité de volontaire au sein d'une association de fait ou d'une personne morale privée ou publique, sans but lucratif, pour lesquelles votre responsabilité personnelle est engagée ;
- e. en qualité d'organisateur d'un événement à caractère privé - à l'exception de l'organisation d'une partie de chasse ;
- f. par les outils motorisés utilisés à des fins privées sur un terrain privé ou dans son environnement immédiat ;
- g. à l'occasion de votre participation à une partie de chasse en qualité de traqueur/rabatteur uniquement. A cette occasion, est également couverte la responsabilité de vos chiens. Sont exclus tous les dommages occasionnés par des armes, à feu ou autres.

Article 8. Garde rémunérée d'enfants

Par dérogation à l'article 2 des présentes conditions générales, nous couvrons votre responsabilité contractuelle et extra-contractuelle, lorsque vous assurez la garde, contre rémunération, de maximum 5 enfants [équivalent temps plein] de tiers.

Nous vous assurons tant pour les dommages causés par les enfants gardés que pour ceux qui sont causés aux enfants gardés.

Article 9. Travail associatif - services de citoyen à citoyen et économie de partage

Nous vous assurons pour les dommages extracontractuels causés à des tiers pendant l'exercice d'une activité en qualité de travailleur associatif ou pendant l'exécution de services dans le cadre soit d'un service de citoyen à citoyen soit de l'économie de partage.

Le travail associatif, les services de citoyen à citoyen ainsi que les services réalisés dans le cadre de l'économie collaborative pour lesquels vous percevez des revenus sont toujours considérés comme relatifs à la vie privée s'ils remplissent les conditions imposées par la loi [désormais annulée] du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale, [partiellement remplacée par la loi du 20 décembre 2020 portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes et la loi du 24 décembre 2020 relative au travail associatif] et plus particulièrement les conditions suivantes :

- a. les services rendus dans le cadre d'activités en qualité de travailleur associatif ou de services de citoyens à citoyens doivent être déclarés dans le service en ligne « Activités complémentaires ». Les services de l'économie collaborative ne peuvent être rendus que dans le cadre de conventions conclues par l'intermédiaire d'une plateforme électronique agréée ou organisée par une autorité publique ;
- b. les revenus perçus pour l'ensemble des activités et services rendus ne peuvent pas dépasser les montants repris par la loi. Le plafond est indexé annuellement conformément à l'indexation automatique en matière d'imposition des revenus ;
- c. les activités et les services sont uniquement rendus par et à des particuliers qui n'agissent pas dans le cadre de leur activité professionnelle.

Article 10. Assistance bénévole de tiers

Nous vous assurons pour les dommages subis par un tiers qui aurait participé, dans le cadre de votre vie privée et en cas de danger imminent, à votre sauvetage à titre gratuit et non professionnel et/ou à celui de vos biens assurés.

Cette garantie s'applique même si votre responsabilité envers le tiers préjudicié n'est pas engagée. Nous intervenons dans la mesure où la personne lésée ne peut obtenir de compensation à charge d'un autre organisme public ou privé.

3. Exclusions générales

Article 11. Nous n'assurons pas :

1. la responsabilité civile personnelle de l'assuré qui a atteint l'âge de 18 ans pour les sinistres causés en raison d'une des fautes lourdes suivantes : ivresse ou état analogue résultant de l'utilisation de produits autres que des boissons alcoolisées, actes de violence commis sur les personnes ;
2. la responsabilité civile personnelle de l'assuré qui a atteint l'âge de 16 ans :
 - a. pour les sinistres intentionnels ;
 - b. pour les actes de *terrorisme*.

Lorsque, en cas de sinistre causé intentionnellement ou d'acte de *terrorisme* :

- nous sommes tenus d'intervenir envers une partie lésée conformément à l'article 151, § 2 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances, nous avons, indépendamment de toute autre action qui pourrait nous revenir, un droit de recours contre le mineur assuré qui a atteint l'âge de 16 ans ;
- votre responsabilité, en tant que titulaire de l'autorité sur la personne du mineur (parent, adoptant, tuteur, famille d'accueil) est engagée en vertu de l'article 1384, § 2 de l'ancien Code civil - article 6.12 du Code civil, votre responsabilité est assurée mais nous disposons d'un droit de recours contre l'auteur du sinistre.

Dans ces deux cas, nous limitons notre recours contre l'auteur du sinistre à 10.000 euros.

3. les dommages causés aux biens mobiliers et immobiliers dont vous avez la garde, à l'exception des dommages visés aux articles :
 - 4.B : séjours temporaires ;
 - 5.A et 5.B : *animaux* ;
 - 6.2.b : *joyriding*.
4. les dommages ou l'aggravation des dommages causés par la modification de la structure du noyau de l'atome, par tout produit nucléaire ou radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants.
5. les dommages découlant de la responsabilité civile soumise à une assurance légalement obligatoire, à l'exception des dommages :
 - visés aux articles 6.1.b, c et d ;
 - visés aux articles 6.2.a et 6.2. b [*joyriding*] ;
 - visés à l'article 7.a [*drones*] ;
 - causés en qualité de volontaire dans le cadre de la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires ;
 - causés à l'occasion d'un travail associatif, de services de citoyen à citoyen ou de services réalisés dans le cadre de l'économie collaborative conformément à la loi [désormais annulée] du 18 juillet 2018 relative à la relance économique et au renforcement de la cohésion sociale, partiellement remplacée par la loi du 20 décembre 2020 portant des dispositions fiscales diverses et de lutte contre la fraude urgentes et la loi du 24 décembre 2020 relative au travail associatif.
6. les dommages découlant de la pollution graduelle (sur base de la combinaison des articles 3.50 et 3.101 du Code civil). Nous ne couvrons également pas la prévention des troubles anormaux de voisinage telle que prévue à l'article 3.102 du Code civil.
7. nous ne vous assurons pas pour :
 - les mesures urgentes prises par une personne lésée pour prévenir un dommage imminent ou l'aggravation d'un dommage dont vous pourriez être responsable [art.6.28 du Code civil] ;
 - l'indemnité complémentaire qu'accorderait un juge à une personne lésée alors que vous avez intentionnellement et dans le but de réaliser un profit, violé un droit de la personnalité de cette personne ou porté atteinte à son honneur ou à sa réputation [art.6.31§3 du Code civil] ;
 - les frais consécutifs à un ordre ou une interdiction prononcé(e) par un juge à votre encontre en cas de violation avérée ou de menace grave de violation d'une règle légale imposant un comportement déterminé [art. 6.40 du Code civil].

Chapitre 2. Obligations en cas de sinistre

Article 12. Vos obligations

En cas d'accident en particulier, vous devez :

- a. vous abstenir de toute reconnaissance de responsabilité, de toute transaction, de toute estimation du dommage, de tout paiement ou promesse d'indemnité. L'aveu de la matérialité d'un fait ou la prise en charge par l'assuré des premiers secours pécuniaires et des soins médicaux immédiats ne sont pas considérés comme une reconnaissance de responsabilité ;
- b. *nous* transmettre, sans retard, toutes les pièces justificatives des dommages et tous les documents relatifs au sinistre. Les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires ou extrajudiciaires doivent être transmis dès leur remise ou signification ;
- c. comparaître aux audiences, vous soumettre aux mesures d'instruction ordonnées par le tribunal et accomplir les actes de procédure que *nous* vous demanderions.

Conformément au principe indemnitaire, les frais récupérés à charge des tiers ainsi que les frais de procédure doivent *nous* être remboursés.

Article 13. Nos obligations

A partir du moment où notre garantie est due et pour autant qu'il y soit fait appel, *nous* vous défendons dans les limites de la garantie.

En ce qui concerne les intérêts civils, et dans la mesure où nos intérêts et les vôtres coïncident, *nous* avons le droit de contester, à votre place, la réclamation de la personne lésée. *Nous* pouvons indemniser cette dernière s'il y a lieu.

Notre intervention n'implique aucune reconnaissance de responsabilité dans votre chef et elle ne peut vous causer préjudice.

PARTIE 2. LA GARANTIE OPTIONNELLE PROTECTION JURIDIQUE VIE PRIVEE



Cette garantie est acquise moyennant une surprime pour autant qu'elle soit mentionnée dans les conditions particulières.

Article 14. Les assurés (= vous) & les tiers

A. Les assurés

Lorsque *nous* faisons référence à « vous » ci-dessous, *nous* entendons les assurés suivants :

1. le *preneur d'assurance* pour autant qu'il ait sa résidence principale en Belgique ;
2. les personnes qui habitent avec le *preneur d'assurance*
 - a. et font partie de son foyer c'est-à-dire les personnes qui participent et sont intégrées à la vie de famille du *preneur d'assurance* ; ou
 - b. en tant que *cohabitants* dans une *unité d'habitation* de maximum 5 chambres à coucher et 10 personnes.

Ces personnes conservent la qualité d'assuré lorsqu'elles résident temporairement ailleurs. Tout séjour en maison de repos ou de soins peut être permanent.

En outre, les personnes mentionnées aux points 1. et 2.a. conservent leur qualité d'assuré :

- pendant 12 mois lorsqu'elles quittent définitivement la résidence principale du *preneur d'assurance* ;
- pendant 60 jours à partir du déménagement lorsqu'elles déménagent à l'étranger ;

Les *cohabitants* mentionnés au point 2.b. conservent la qualité d'assuré pendant 1 mois lorsqu'ils quittent définitivement la résidence principale du *preneur d'assurance*.

3. les enfants du *preneur d'assurance* et/ou de son partenaire cohabitants qui ne vivent plus sous le même toit mais qui sont toujours entretenus par eux, et ce jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 25 ans.

B. Tiers

Toute personne autre qu'un assuré.

Chapitre 1. Description générale de la garantie

Article 15. Objet de la garantie

L'objectif de cette garantie est de fournir des services (conseils, mise en demeure de la partie adverse, rédaction d'une demande en dommages et intérêts...) et de prendre en charge les honoraires et frais (experts, avocats, frais de justice...) afin de vous permettre, en cas de litige, de faire valoir vos droits, soit en tant que défendeur (par exemple, dans le cadre d'une défense pénale), soit en tant que demandeur pour la réparation des dommages subis (par exemple, dans le cadre d'un recours civil ou d'un litige contractuel), comme expliqué ci-dessous.

Nous nous efforçons de résoudre le litige à l'amiable, c'est-à-dire sans qu'il soit nécessaire d'entamer une procédure. *Nous* n'acceptons aucune proposition sans vous l'avoir soumise au préalable.

Si une procédure doit être engagée, *nous* vous informerons que vous pouvez consulter un avocat de votre choix.

Article 16. Où s'applique cette garantie et quand ?

Nous intervenons pour les sinistres survenus dans le cadre de la vie privée en dehors de toute activité professionnelle, en ce compris :

- le chemin du travail ;
- la garde occasionnelle rémunérée et l'accueil rémunéré d'enfants de tiers ;
- le travail bénévole même faiblement rémunéré ;
- les services rémunérés exécutés par les enfants assurés pendant leurs vacances scolaires ou leurs loisirs.

Sauf disposition contraire, *nous* accordons nos prestations dans le monde entier.

Article 17. Qu'entend-on par sinistre ?

Un sinistre est une situation dans laquelle vous *nous* demandez de vous fournir de l'assistance juridique pour une action que vous souhaitez engager en tant que demandeur ou pour votre défense en tant que défendeur dans une action intentée contre vous.

Notre intervention n'est possible que si les 2 conditions suivantes sont réunies :

- le sinistre est couvert par une prestation reprise ci-dessous, que vous pouvez invoquer lorsque vous introduisez votre déclaration en tant qu'assuré, et
- l'origine du sinistre se situe dans la période de couverture.

Pour les diverses prestations, l'origine du sinistre se situe :

Prestation	Origine du sinistre
Recours civil [art. 18]	Date du fait dommageable
Dommages consécutifs à une erreur médicale [art. 19]	
Dommages par un cocontractant [art. 20]	
Avance de fonds sur indemnités (franchise incluse) [art. 21]	
Clause d'insolvabilité [art. 22]	
Litige avec l'assureur accidents du travail [art. 23]	Date de l'accident sur le chemin du travail
Litiges contractuels avec l'assureur RC & défense civile conflit RC [art. 24]	Date du fait dommageable
Contestation amende SAC/médiation SAC [art. 25]	Date de l'infraction
Intervention première audition [art. 26]	Date de l'infraction pénale
Défense pénale [art. 27]	
Caution pour la mise en liberté provisoire [art.28]	
Frais de recherche d'enfants disparus [art. 29]	Date de la disparition

Sont considérés comme un seul et même sinistre dans le cadre d'un contrat :

- la ou les réclamation[s] par ou contre plusieurs assurés fondée[s] sur un seul et même fait ;
- la ou les réclamation[s] par ou contre un assuré basée[s] sur plusieurs faits qui sont liés entre eux, le sinistre étant réputé être survenu le jour du premier événement.

Si *nous* pouvons prouver que vous aviez connaissance ou auriez raisonnablement pu avoir connaissance des événements, faits ou actions donnant lieu à la demande de protection juridique lorsque vous avez souscrit ou modifié la présente garantie, *nous* ne sommes tenus à aucune intervention.

Chapitre 2. Quelles prestations offrons-nous ?

Article 18. Un tiers vous a causé des dommages en dehors de tout contrat (recours civil)

Si un tiers identifié vous a causé un dommage corporel ou matériel et que ce dommage est totalement indépendant de l'exécution d'un contrat entre vous et ce tiers ou son auxiliaire, *nous* intervenons jusqu'à 90.000 euros pour obtenir une indemnisation de ce tiers ou de son assureur sur la base :

- des articles 1382 à 1386bis de l'ancien Code civil pour les faits dommageables survenus avant le 1er janvier 2025 ;
- des articles 6.5, 6.6, 6.11 à 6.14, 6.16 et 6.17 du Code civil pour les dommages survenus à partir du 1er janvier 2025 ;
- de l'article 3.101 du Code civil (troubles anormaux de voisinage). *Nous* n'intervenons pas pour une action fondée sur l'article 3.102 du Code civil (prévention des troubles anormaux de voisinage).
- de l'article 29 bis de la Loi du 21 novembre 1989 (Usagers faibles) ;
- de la loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions ;

ou de dispositions similaires en droit étranger.

En cas de dommages à votre résidence principale en Belgique, *nous* intervenons également, sur la même base, pour supprimer la cause des dommages.

Nous intervenons aussi, sur la même base, si vous subissez un dommage dû au décès d'un parent ou allié jusqu'au quatrième degré (et par analogie pour les cohabitants légaux,) même s'il ne s'agit que d'un dommage moral.

Pour *les dommages corporels*, il importe peu qu'ils se produisent dans ou en dehors d'un contrat mais les dommages dus à une erreur médicale ou à un accident médical ne sont couverts que par l'article 19.

Nous intervenons pour le recours à l'égard de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence.

Nous n'intervenons pas si *nous* prouvons que le sinistre est la conséquence d'une des fautes lourdes suivantes : vous vous trouvez en état d'ivresse, d'intoxication alcoolique punissable, ou dans un état analogue résultant de l'utilisation d'autres produits.

Si *nous* prouvons, sur la base des constatations d'un huissier de justice, que le tiers identifié contre lequel vous souhaitez introduire une action afin d'obtenir une indemnisation est insolvable, *nous* n'engagerons pas de procédure ni de frais d'avocat mais *nous* interviendrons comme indiqué ci-dessous à l'article 22 (clause d'insolvabilité). *Nous* proposons également une intervention si vous souhaitez engager une procédure auprès de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence pour des actes de violence commis par un tiers.

Article 19. Dommages à la suite d'une erreur médicale ou d'un accident médical

Nous intervenons jusqu'à 90.000 euros si vous souhaitez, à la suite d'une erreur médicale ou d'un accident médical causé par un médecin, un établissement de soins de santé ou une profession paramédicale, obtenir réparation :

- *des dommages corporels subis par un assuré, ou*
- des dommages à la suite du décès d'un assuré ou d'un parent ou d'un allié jusqu'au 4ème degré y compris (ou par analogie en ce qui concerne les cohabitants légaux).

Pour les opérations esthétiques, notre intervention est limitée à celles qui se sont déroulées dans l'Union européenne, dans la principauté d'Andorre, en Grande-Bretagne et en Irlande ainsi que dans les îles britanniques, en Islande, au Liechtenstein, à Monaco, en Norvège, à Saint-Marin, dans la Cité du Vatican et en Suisse.

Nous intervenons également dans la procédure auprès du Fonds des Accidents médicaux.

Article 20. Dommages par un cocontractant ou son auxiliaire

Nous prenons en charge jusqu'à 30.000 euros si, lors de l'exécution d'un contrat dans le cadre de votre vie privée en Belgique, votre cocontractant ou son auxiliaire vous cause des dommages et que vous voulez réclamer une indemnisation à votre cocontractant ou son auxiliaire sur une base extracontractuelle pour un dommage matériel d'au moins 500 euros causé à vos biens qui ne font pas l'objet du contrat.

Pour les litiges contractuels avec une plateforme agréée ou organisée par une autorité publique dans le cadre de l'économie de partage, la limite d'intervention est fixée par sinistre à 2.500 euros et notre intervention ne peut jamais être plus élevée que le montant contesté.

Si *nous* prouvons, sur la base des constatations d'un huissier de justice, que le tiers identifié contre lequel vous souhaitez introduire une action afin d'obtenir une indemnisation est insolvable, *nous* n'engagerons pas de procédure ni de frais d'avocat, mais *nous* interviendrons comme indiqué ci-dessous à l'article 22 [clause d'insolvabilité]. *Nous* proposons également une intervention si vous souhaitez engager une procédure auprès de la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence pour des actes de violence commis par un tiers.

Article 21. Avance de fonds sur indemnités (franchise incluse)

En cas de sinistre couvert par la présente garantie, *nous* avançons, à votre demande, jusqu'à concurrence de 20.000 euros, le montant incontesté de l'indemnité accordée, y compris l'éventuelle franchise à la charge du tiers responsable identifié, à condition que la responsabilité du tiers identifié soit établie, et que l'intervention de l'assureur responsabilité civile de ce dernier soit confirmée.

En l'absence d'intervention d'un assureur responsabilité civile du tiers responsable identifié, *nous* avançons, à votre demande, en cas de sinistre couvert par la présente garantie, le montant incontesté de l'indemnité accordée, y compris l'éventuelle franchise à la charge du tiers responsable identifié, jusqu'à concurrence de 20.000 euros, à condition que l'on dispose d'un accord avec le tiers responsable sur sa responsabilité et sur le montant de l'indemnité.

A la suite du paiement de l'avance, *nous* sommes subrogés dans vos droits et actions contre le tiers responsable et son assureur en responsabilité. Si, par la suite, *nous* ne parvenons pas à récupérer les fonds avancés ou si les fonds ont été avancés indûment, vous devez *nous* les rembourser sur notre demande.

Toutefois, lorsque plusieurs assurés peuvent bénéficier de la prestation et si le montant de l'ensemble des dommages est supérieur au montant de 20.000 EUR par sinistre, l'avance de fonds est payée par préférence au *preneur d'assurance*, ensuite à son conjoint(e) cohabitant(e) ou partenaire cohabitant(e), ensuite à ses enfants et ensuite aux autres assurés au prorata de leurs dommages respectifs.

Article 22. Le tiers responsable ne peut pas payer votre indemnité (clause d'insolvabilité)

Nous n'intervenons pas pour engager une action contre un éventuel tiers responsable s'il ressort des renseignements collectés via un huissier de justice qu'il est insolvable, mais *nous* payons l'indemnité à la charge de ce tiers jusqu'à concurrence de 15.000 euros par sinistre couvert par la présente garantie.

Notre intervention pour une procédure éventuelle devant la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence reste acquise.

Dans le cadre d'un litige contractuel avec une plateforme agréée ou organisée par une autorité publique dans le cadre de l'économie de partage, notre intervention est limitée à 2.500 euros par sinistre.

Article 23. Litige avec l'assureur accident du travail

Nous intervenons jusqu'à concurrence de 90.000 euros si vous avez un litige avec votre assureur accident du travail à la suite d'un accident sur le chemin du travail.

Article 24. Litige contractuel avec votre assureur RC Vie Privée & Défense civile en cas de conflit d'intérêts avec votre assureur RC Vie Privée

Nous intervenons jusqu'à 90.000 euros pour défendre vos intérêts dans tout litige avec votre assureur RC Vie Privée qui résulte de l'interprétation ou de l'application des conditions générales du contrat RC Vie Privée y compris votre défense civile lorsqu'un tiers intente une action civile extracontractuelle à votre encontre et qu'il existe un conflit d'intérêts avec votre assureur RC Vie Privée.

Article 25. Contestation d'une Sanction Administrative Communale (amende SAC/médiation SAC)

Nous intervenons à concurrence de 15.000 euros en cas de contestation en Belgique d'une sanction administrative communale (également appelée 'SAC') ou dans le cas d'une médiation SAC où vous êtes impliqué dans le cadre de votre vie privée, sauf si l'amende est inférieure à 250 euros ou s'il s'agit d'une violation urbanistique.

Article 26. Vous êtes convoqué en tant que suspect pour une première audition (Salduz)

En cas d'enquête pénale à votre encontre dans le cadre de votre vie privée, *nous* prévoyons, dans la limite des 90.000 euros de la garantie défense pénale (voir ci-dessous article 27) un montant de maximum 1.000 euros par assuré pour les frais et honoraires de l'avocat pour la consultation préalable et l'assistance lors de la première audition mais uniquement s'il s'agit d'une infraction routière ou d'une infraction non intentionnelle (comme par exemple une infraction au Code de la route ou à la loi sur la circulation routière ou des coups et blessures non intentionnels) punie par la loi d'une peine privative de liberté (par exemple une peine de prison).

Nous n'intervenons pas si cette enquête pénale vous accuse d'un *crime* ou d'un *crime correctionnalisé*.

S'il s'agit d'un *délit* pour lequel la couverture pour la défense pénale n'est acquise que si vous êtes définitivement acquitté, mis hors de cause ou en cas de prescription, la couverture pour la consultation préalable et l'assistance lors de la première audition à concurrence de maximum 1.000 euros, ne s'applique qu'une fois que vous avez été définitivement acquitté, mis hors de cause ou en cas de prescription.

Article 27. Vous avez reçu une citation en matière pénale (défense pénale)

Nous intervenons jusqu'à concurrence de 90.000 euros pour votre défense pénale lorsque vous êtes poursuivi et que vous devez comparaître devant une juridiction d'instruction pénale ou devant une cour d'instruction pénale pour des infractions routières ou des *délits* non intentionnels dans le cadre de votre vie privée (comme par exemple : le Code de la route ou la loi sur la circulation routière ou des coups et blessures involontaires ou des dispositions analogues en vertu d'une disposition étrangère).

Pour des *délits* ne relevant pas d'infractions mentionnées ci-dessus, la couverture n'est acquise que si vous êtes définitivement acquitté ou mis hors de cause ou en cas de prescription (en d'autres termes par une décision judiciaire passée en force de chose jugée). La décision de refus d'intervention est alors susceptible d'être modifiée en fonction du résultat définitif de la procédure (acquiescement ou requalification des faits).

Pour un assuré mineur de moins de 16 ans, *nous* assurons également sa défense pénale lorsqu'il est poursuivi pour un fait qualifié infraction.

Si la couverture est acquise pour la défense pénale d'un assuré mineur, la couverture est également acquise pour votre défense en tant que civilement responsable, titulaire de l'autorité sur la personne de ce mineur (parent, adoptant, tuteur, famille d'accueil).

Nous intervenons également pour :

- la médiation pénale à la demande du procureur à la suite d'une des violations susmentionnées ;
- l'introduction d'une demande de révision de la déchéance du droit de conduire pour incapacité physique ou psychique si cette déchéance a été prononcée à la suite d'une défense pénale pour laquelle *nous* sommes intervenus ;
- l'introduction d'une demande de grâce ou d'une demande de réhabilitation si vous avez été condamné à une peine privative de liberté à la suite d'une défense pénale pour laquelle *nous* sommes intervenus.

Nous n'intervenons pas :

- si l'assuré est poursuivi pour un *crime* ou un *crime correctionnalisé* ;
- en ce qui concerne les modalités de la sanction prononcée, par exemple pour les affaires en cours devant la commission de probation ou le tribunal de l'application des peines.

Article 28. Caution pour la mise en liberté provisoire

Si, à la suite d'un sinistre survenu à l'étranger et couvert par cette garantie, vous êtes détenu et qu'un cautionnement est exigé pour votre mise en liberté, *nous* donnons notre caution personnelle le plus promptement possible, ou, si c'est nécessaire, *nous* versons le cautionnement.

Si vous avez versé le cautionnement, *nous* substituons notre caution personnelle, ou, si celle-ci n'est pas admise, *nous* vous remboursons.

En aucun cas, notre intervention ne peut dépasser le montant de 45.000 euros par sinistre.

Dès l'instant où le cautionnement versé est libéré, vous devez, sous peine de dommages et intérêts envers *nous*, remplir toutes les formalités qui pourraient être exigées de votre part pour que *nous* obtenions le remboursement.

Lorsque le cautionnement que *nous* avons versé est confisqué ou est utilisé, en tout ou en partie, pour le paiement d'une amende, d'une transaction pénale ou des frais de justice relatifs aux instances pénales, vous êtes tenu de *nous* rembourser ce montant à la première demande.

Article 29. Frais de recherche d'enfants disparus

Dans la limite des 90.000 euros (voir article 18), un montant de maximum 30.000 euros est disponible pour les frais décrits ci-dessous.

En cas de disparition d'un assuré de moins de 16 ans signalée aux services de Police, *nous* prenons en charge :

- les frais exposés par les assurés dans le cadre des recherches ;
- les honoraires d'un médecin ou d'un thérapeute chargé de l'accompagnement médical et psychologique des assurés ainsi que de l'enfant retrouvé pour autant qu'apparemment un tiers responsable de sa disparition soit impliqué ;
- les frais et honoraires d'un avocat librement mandaté pour prêter aux assurés une assistance juridique pendant l'enquête judiciaire.

La garantie n'est pas d'application si un assuré ou un membre de la famille de l'enfant disparu est impliqué dans la disparition.

Notre intervention s'effectuera sous déduction de la franchise et après épuisement de l'intervention de la mutuelle et/ ou de tout autre organisme privé ou public.

Chapitre 3. Quels sont les coûts et honoraires pris en charge ?

Article 30. Les coûts et honoraires pris en charge

Dans le cadre d'un sinistre couvert, *nous* prenons en charge le paiement des frais et honoraires pour la défense de vos intérêts relatifs :

- aux expertises et enquêtes ;
- à l'intervention d'un avocat ;
- à une procédure en justice [en ce compris l'indemnité de procédure que vous pourriez être condamné à payer] ;
- à l'introduction d'un recours en grâce ou d'une demande de réhabilitation si vous êtes condamné à une peine privative de liberté ;

- ainsi que les frais de déplacement en chemin de fer ou en avion de ligne et les frais de séjour (chambre d'hôtel + petit déjeuner), raisonnablement exposés, lorsque vous êtes tenu de comparaître personnellement devant un tribunal étranger, ainsi que si vous êtes cité comme témoin et devez comparaître personnellement devant un tribunal étranger et que vous courrez le risque de poursuites pénales si vous ne répondez pas à la convocation.

Dans le cadre de la garantie «Frais de recherche d'enfants disparus», nous prenons également en charge les frais tels que décrits limitativement à l'article 29.

S'il s'agit de frais et/ou d'honoraires qui ne concernent pas exclusivement un assuré dans le cadre d'un sinistre couvert par cette garantie, nous ne prenons en charge les frais et/ou honoraires communs qu' :

- en proportion du nombre de personnes assurées pour lesquelles nous intervenons par rapport au nombre total de personnes pour lesquelles nous n'intervenons pas ;
- en proportion du nombre d'infractions pénales ou administratives pour lesquelles nous intervenons par rapport au nombre total d'infractions imputées à l'assuré ;
- en proportion du montant réclamé par l'assuré pour lequel nous intervenons par rapport au montant total réclamé par l'assuré.

Nous ne prenons cependant pas en charge :

- les frais et honoraires engagés par l'assuré avant qu'il n'ait demandé notre intervention, sauf urgence justifiée ;
- les amendes, décimes additionnels, transactions avec le ministère public.

Dans l'hypothèse où l'état de frais et honoraires fait apparaître un montant anormalement élevé, vous vous engagez à solliciter de l'autorité ou de la juridiction compétente qu'elle statue, à nos frais, sur l'état de frais et honoraires. A défaut, nous nous réservons la faculté de limiter notre intervention.

Article 31. Les montants assurés

La limite de l'intervention est fixée à 90.000 euros par sinistre sauf indication contraire, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Prestations	Montant maximum de notre intervention
Recours civil [art. 18]	€ 90.000
Dommages par une erreur médicale [art. 19]	€ 90.000
Dommages par un cocontractant [art. 20]	€ 30.000
Avance de fonds sur indemnités (franchise incluse) [art. 21]	€ 20.000
Clause d'insolvabilité [art. 22]	€ 15.000
Litige avec l'assureur accidents du travail [art. 23]	€ 90.000
Litiges contractuels avec l'assureur RC & défense civile conflit RC [art. 24]	€ 90.000
Contestation amende SAC / médiation SAC [art. 25]	€ 15.000
Intervention première audition [art. 26] (fait partie du montant maximum de l'art. 27)	Par assuré € 1.000
Défense pénale [art. 27]	€ 90.000
Caution pour la mise en liberté provisoire [art. 28]	€ 45.000
Frais de recherche d'enfants disparus [art. 29] (fait partie du montant maximum de l'art. 18)	€ 30.000

Lorsque plusieurs assurés sont impliqués dans un sinistre, il appartient au preneur d'assurance de nous préciser les priorités à accorder dans l'épuisement du montant assuré.

Article 32. Demandes connexes

Si plus de cinq contrats d'assurance différents souscrits auprès de *nous*, font l'objet d'une déclaration de sinistre dans la même matière assurée lorsque la même infraction, le même fait ou le même dommage en est à l'origine, notre plafond maximal total pour les frais externes, honoraires et indemnités pour l'ensemble de ces dossiers, est limité à 1.000.000 euros.

Pour les dossiers pour lesquels notre intervention a été acquise, la répartition du montant susmentionné de 1.000.000 euros se fait sur la base d'une clé de répartition :

- en fonction du nombre de dossiers, et
- par rapport au plafond de garantie initialement prévu dans les contrats individuels d'assurance pour la matière assurée en question.

Le nouveau plafond de garantie obtenu à ce moment-là ne peut pas être plus élevé que celui prévu initialement dans le contrat d'assurance individuel pour la matière assurée en question.

Chapitre 4. Comment protégeons-nous les intérêts de l'assuré ?

Nous examinerons ensemble les mesures à prendre et ferons les démarches nécessaires en vue d'obtenir un arrangement amiable.

Nous n'accepterons aucune proposition sans votre accord ou celui de l'assuré concerné.

Article 33. Le libre choix

Lorsqu'il faut recourir à une procédure judiciaire, administrative ou arbitrale ou chaque fois que surgit un conflit d'intérêts entre vous et *nous*, vous avez la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne ayant les qualifications requises par la loi applicable à la procédure pour défendre, représenter ou servir vos intérêts.

Dans le cas d'un arbitrage, d'une médiation ou d'un autre mode non judiciaire reconnu de règlement des conflits, vous avez la liberté de choisir une personne ayant les qualifications requises et désignées à cette fin.

Toutefois, en cas de procédure judiciaire, administrative ou arbitrale à l'étranger, vous supporterez vous-même les frais supplémentaires qui résulteraient du choix d'un avocat n'appartenant pas à un barreau du pays de la juridiction territorialement compétente.

Hormis en cas d'abus, vous avez le droit, sans frais pour lui, de changer d'avocat en cours de procédure.

Lorsque la désignation d'un expert ou d'un contre-expert se justifie, vous pourrez le choisir librement. Toutefois, vous supporterez vous-même les frais et honoraires supplémentaires qui résulteraient du choix d'un expert exerçant à l'étranger, ou, en ce qui concerne les expertises qui se déroulent à l'étranger, dans un autre pays que celui où la mission doit être effectuée.

Nous prenons en charge les frais et honoraires qui découlent de l'intervention d'un seul expert à moins que vous n'ayez été obligé de prendre un autre expert pour des raisons indépendantes de sa volonté.

Article 34. La clause d'objectivité

En cas de divergence d'opinion entre vous et *nous* quant à l'attitude à adopter pour régler le sinistre, vous pourrez, sans préjudice de la possibilité d'engager une procédure judiciaire, demander un avis motivé à l'avocat qui s'occupe de l'affaire ou à un avocat de votre choix, conformément aux dispositions de l'article 34.

Ce droit sera rappelé dans la notification que *nous* vous adresserons pour confirmer notre position ou marquer notre refus de suivre votre point de vue.

Si cet avocat confirme votre thèse, *nous* prendrons en charge, quelle que soit l'issue de la procédure, les frais et honoraires y compris ceux de la consultation.

Si cet avocat confirme notre thèse, *nous* cesserons notre intervention après avoir remboursé la moitié des frais et honoraires de la consultation.

Si, dans cette hypothèse, vous entamez à vos frais une procédure et obtenez un meilleur résultat que ce que vous auriez obtenu en acceptant notre point de vue et celui de l'avocat, *nous* intervenons et prendrons en charge les frais et honoraires, y compris ceux de la consultation.

Article 35. Le décès d'un assuré dans un dossier de sinistre en cours

Si un assuré bénéficiant de nos prestations décède, celles-ci seront acquises à son conjoint non séparé de corps ou de fait. A défaut de ceux-ci, elles seront acquises à ses enfants nés ou à naître, à défaut de ceux-ci, aux ascendants.

Article 36. Exclusions et déchéances

A. Déchéance de la couverture

Nous n'intervenons pas si *nous* prouvons que le sinistre est la conséquence :

- a. de grèves ou d'actes de violence d'inspiration collective (politique, sociale ou idéologique) ou d'actes de *terrorisme*, accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité auxquels vous avez participé ;
- b. d'une rixe, d'une agression ou d'un attentat en ce compris les actes de *terrorisme* dont vous êtes provocateur ou instigateur.

B. Exclusions

Nous n'intervenons pas pour les sinistres suivants :

- a. le sinistre est la conséquence de guerre, de guerre civile ou de faits de même nature ;
- b. votre action en dommages et intérêts lorsque vous causez intentionnellement le sinistre ;
- c. lorsqu'un assuré souhaite intenter une action contre un autre assuré ;
- d. le sinistre en tant que propriétaire ou conducteur :
 1. d'un engin aérien. Restent couverts les sinistres liés à l'utilisation à des fins exclusivement sportives ou récréatives d'aéromodèles (y compris les drones dont la masse maximale au décollage est 150 kg) pour autant qu'ils ne volent pas dans un rayon de 3 km autour des aéroports ou des aérodromes civils et militaires et qu'ils ne volent pas au-dessus des complexes industriels, des prisons, des terminaux LNG, des centrales nucléaires, ou d'un rassemblement public de personnes en plein air ;
 2. d'un engin maritime à moteur (en ce compris un bateau motorisé) d'une puissance de plus de 8 kW, sauf en tant que conducteur autorisé d'un engin appartenant à un tiers que l'assuré utilise occasionnellement, pour 48 heures maximum ;
 3. d'un véhicule automoteur soumis à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, sauf s'il s'agit :
 - a. d'un véhicule automoteur pour lequel le législateur belge a accordé une exemption :
 - parce qu'il peut être actionné par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction ne dépassant pas 6 km/h et ayant une masse maximale ne dépassant pas 100 kg ;
 - parce qu'il peut être actionné par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction supérieure à 6 km/h, mais ne dépassant pas 25 km/h et ayant une masse maximale ne dépassant pas 25 kg ;
 - par ce que c'est un fauteuil roulant automoteurs exclusivement destiné à être utilisé par des personnes souffrant d'un handicap physique.

- b. d'un des véhicules automoteurs suivants pour lesquels le législateur belge n'a pas accordé une exemption :
- une chaise roulante électrique pour personne à mobilité réduite ;
 - un véhicule automoteur qui peut être actionné par une force mécanique avec une vitesse maximale par construction supérieure à 6 km/h, mais ne dépassant pas 25 km/h et ayant une masse maximale dépassant 25 kg ;
 - un monowheel, segway, trottinette électrique, hoverboard, pour autant que sa vitesse maximale soit inférieure ou égale à 45Km/h.

Les cyclomoteurs des classes A et B restent exclus.

- c. d'un cas de joyriding par un assuré mineur.
- e. votre action en dommages et intérêts concernant les *animaux* détenus dans le cadre d'une activité professionnelle ou les *animaux* dont la détention par des particuliers est interdite par les annexes I, II et III de la Convention de Washington du 3 mars 1973 ;
- f. votre action en dommages et intérêts concernant les chevaux de selle, si vous êtes le propriétaire de plus de chevaux que ceux qui sont assurés dans votre garantie Responsabilité Civile Vie Privée ;
- g. votre action en dommages et intérêts en qualité de chasseur, garde - chasse, organisateur ou directeur de partie de chasse et pour les dommages occasionnés par le gibier ;
- h. le sinistre est la conséquence directe ou indirecte d'une gêne due au bruit, à une odeur, à de la poussière, à des ondes, aux rayonnements, à une perte de vue, d'air ou de lumière ;
- i. le sinistre est la conséquence directe ou indirecte d'opérations financières, d'un abus de confiance, d'une escroquerie ou d'une fraude, d'un faux en écriture, d'une calomnie ou d'une diffamation.

En cas de litiges contractuels avec une plateforme agréée ou organisée par une autorité publique couverts dans le cadre de l'article 20, nous intervenons toutefois pour le dommage résultant directement ou indirectement de transactions financières effectuées via cette plateforme ;

- j. le sinistre relatif aux donations, successions, testaments, servitudes qui ne sont pas établies par la loi, ou aux droits intellectuels ;
- k. votre action en dommages et intérêts pour les dommages occasionnés aux immeubles que les assurés n'occupent pas à titre de résidence principale, de seconde résidence à usage privé ou de résidence de vacances.

La couverture reste toutefois acquise pour les dommages qui sont causés à :

- la partie, limitée à 3 pièces, d'un bâtiment assuré dans ce contrat, situé en Belgique, qui est utilisée par un assuré pour l'exercice d'une profession libérale ou d'une activité commerciale sans stockage ou vente de marchandises ;
 - la partie d'un bâtiment assuré dans ce contrat, situé en Belgique, dont un assuré est propriétaire, qui est louée à un tiers ou mise à disposition d'un tiers, pour autant que le total des parties louées n'excède pas 3 appartements, avec ou sans garage ;
- l. le sinistre relatif aux dommages ou à l'aggravation des dommages causés par la modification de la structure du noyau de l'atome, par tout produit nucléaire ou radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants ;
- m. lorsque votre action en dommages et intérêts ne dépasse pas la franchise de 319,76 euros, liée à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. L'indice de base est l'indice 308,65 (septembre 2024 – base 1981 = 100).

En cas de sinistre, la formule à appliquer est la suivante :

$$\frac{319,76 \text{ euros} \times \text{indice du mois qui précède le sinistre}}{\text{indice } 308,65}$$

Cette exclusion ne s'applique pas en cas de recours civil pour des lésions corporelles ou un décès, de recours civil suite à une erreur médicale et de recours civil suite à la disparition d'un assuré de moins de 16 ans ;

- n. Nous ne vous assurons pas pour votre réclamation :
- des mesures urgentes pour prévenir un dommage imminent ou l'aggravation d'un dommage [art.6.28 Code civil] ;
 - d'une indemnité complémentaire alors qu'un tiers a intentionnellement et dans le but de réaliser un profit, violé votre droit de la personnalité ou porté atteinte à votre honneur ou à votre réputation [art.6.31§3 Code civil] ;
 - d'un ordre ou une interdiction en cas de violation avérée ou de menace grave de violation d'une règle légale imposant un comportement déterminé [art. 6.40 Code civil].

Chapitre 5. Obligations en cas de sinistre

Article 37. Quelles sont les obligations en cas de sinistre ?

1. Prévention de sinistre

Vous devez *nous* transmettre, dans les plus brefs délais, tous les documents et correspondances et *nous* fournir tous les renseignements utiles pour faciliter la gestion du dossier ainsi que *nous* tenir au courant de l'état d'avancement de l'affaire.

Les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires, doivent *nous* être transmis dans les 48 heures de leur remise ou signification.

2. Indemnités de procédure

Conformément au principe indemnitaire, les frais récupérés à charge de tiers et l'indemnité de procédure doivent *nous* être remboursés.

3. La transmission des informations

L'assuré doit *nous* transmettre, dans les plus brefs délais, tous les documents et correspondances et *nous* fournir tous les renseignements utiles pour faciliter la gestion du dossier ainsi que *nous* tenir au courant de l'état d'avancement de l'affaire.

Les citations, assignations et généralement tous les actes judiciaires, doivent *nous* être transmis dans les 48 heures de leur remise ou signification.

4. Indemnités de procédure

Conformément au principe indemnitaire, les frais récupérés à charge de tiers et l'indemnité de procédure doivent *nous* être remboursés.

En cas de non-respect de ces obligations, *nous* pouvons réduire nos prestations à concurrence du préjudice que *nous* avons subi. *Nous* pouvons décliner notre garantie si le non-respect de ces obligations résulte d'une intention frauduleuse.

PARTIE 3. LA GARANTIE OPTIONNELLE PACK FAMILIALE+

Cette garantie est acquise moyennant une surprime pour autant qu'elle soit mentionnée dans les conditions particulières. Les exclusions mentionnées dans les articles 11 et 36 restent d'application sauf si l'article 38 prévoit expressément une couverture.

Article 38. Pack Familiale+

A. Extensions de la garantie Responsabilité Civile Vie Privée

1. Franchise anglaise

La franchise reprise à l'article 3 n'est pas d'application si le montant total de l'indemnité dû au bénéficiaire pour les *dommages matériels* est plus élevé que cette franchise.

2. Dommages causés aux objets confiés

Nous assurons votre responsabilité en votre qualité de gardien, emprunteur ou utilisateur pour les dommages causés aux biens meubles appartenant à des tiers.

Nous vous assurons également pour les dommages causés aux bateaux ou aux engins maritimes. Les dommages causés aux bateaux à voile dont le poids excède 300 kg ou aux engins maritimes à moteur (en ce compris les bateaux à moteur) d'une puissance supérieure à 8 kW ne sont couverts qu'à concurrence d'un montant de 50.000 euros, pour autant qu'ils appartiennent à un tiers et uniquement lorsque :

- votre responsabilité est engagée en tant que passager ou
- vous les utilisez à titre occasionnel, pour une durée de maximum 48 heures, en tant que conducteur autorisé et pour autant qu'ils ne sont pas ou insuffisamment assurés par le tiers pour leurs *dommages matériels*.

Ne sont pas couverts :

- les véhicules automoteurs ou équipés d'un moteur autres que ceux cités à l'article 5.1;
- les véhicules aériens (c'est-à-dire les engins aériens motorisés ou propulsés destinés au transport des personnes ou des biens par la voie aérienne);
- les billets de banque, la monnaie, les lingots de métaux précieux, timbres-poste, chèques, effets de commerce, obligations et actions, mandats postaux ou autres similaires.

Il n'y a pas de couverture :

- en cas de vol pour les meubles anciens, les objets d'art ou de collection, les bijoux, les bateaux et engins maritimes ;
- en cas de disparition ou perte inexplicable.

3. Dommages causés par les objets confiés

Nous vous assurons lorsque votre responsabilité est mise en cause pour les dommages causés par un de vos biens meubles que vous avez mis à disposition d'un tiers dans le cadre de votre vie privée.

Toutefois les dommages causés par les biens dont question à l'article 5.3 ainsi que par les bateaux à voile dont le poids excède 300 kg et les engins maritimes à moteur (en ce compris les bateaux à moteur) d'une puissance supérieure à 8 kW, ne sont pas couverts.

4. Dommages entre *cohabitants*

Nous assurons la responsabilité civile extracontractuelle des *cohabitants* (tels que définis à l'article 1.A.2.b), lorsqu'ils causent des *dommages corporels ou matériels* à un autre *cohabitant*. Pour les *dommages matériels* entre *cohabitants*, nous intervenons jusqu'à un maximum de 7.500 euros par *sinistre*.

Ne sont pas assurés :

- les dommages entre partenaires et entre (grands)-parents et (petits)-enfants qui habitent dans la même *unité d'habitation* ;
- les dommages causés aux biens qui sont (ou peuvent être) utilisés en commun par tous les *cohabitants* ;
- les dommages à l'unité *d'habitation* partagée par les *cohabitants* ainsi qu'à d'autres habitations appartenant à l'un des *cohabitants*.

B. Extensions de la garantie Protection Juridique Vie Privée

Si la garantie Protection Juridique Vie Privée est souscrite, vous bénéficiez des extensions suivantes :

- a. Les limites d'intervention mentionnées à l'article 31 sont doublées ;
- b. *Nous exerçons le recours civil pour les dommages causés par un tiers à des objets mobiliers appartenant à l'assuré et dont ce tiers est, dans le cadre de sa vie privée, détenteur, emprunteur ou utilisateur.*

Nous n'assurons pas les dommages causés :

- aux biens dont question à l'article 6.3 ;
- aux valeurs (billets de banque, lingots de métaux précieux, timbres-poste, chèques, effets de commerce, obligations et actions, mandats postaux ou autres similaires) ;
- au contenu d'une résidence de vacances ou d'une salle de fête.

En ce qui concerne les meubles anciens, les objets d'art ou de collection et les bijoux, il n'y a pas de couverture en cas de vol, disparition ou perte.

C. Extensions dans le contrat Providis Protection Juridique Globale

Si le preneur du contrat RC Vie Privée ou une personne vivant à son foyer et intégrée à sa vie de famille a souscrit un contrat Providis Protection Juridique Globale, les limites d'intervention mentionnées dans la partie « Famille & Habitation » de ce contrat sont également augmentées.

Suivant la formule choisie, les avantages suivants sont octroyés :

- a. dans la formule Classic, les limites d'intervention mentionnées dans le chapitre I.4. sont doublées ;
- b. dans la formule Excellence, les limites d'intervention mentionnées dans le chapitre I.4. correspondent à 2,5 fois ceux de la formule Classic sans Pack Familiale+.

PARTIE 4. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES COMMUNES

Article 39. Prise d'effet et durée du contrat

Le contrat prend effet à la date fixée aux conditions particulières. La durée du contrat est fixée aux conditions particulières et ne peut excéder un an.

À la fin de la période d'assurance, le contrat est reconduit tacitement pour des périodes consécutives d'un an, sauf si le *preneur d'assurance* le résilie au moins deux mois avant son échéance ou si *nous* le résilions au moins trois mois avant son échéance.

Article 40. Adresses de correspondance

Pour être valables, les communications qui *nous* sont destinées doivent être adressées à notre siège social ou à l'un de nos sièges régionaux en Belgique.

Celles qui vous sont destinées sont valablement faites, même à l'égard d'héritiers ou ayants cause, à l'adresse indiquée aux conditions particulières ou à toute autre adresse, éventuellement électronique, qui aurait été communiquée.

Si plusieurs *preneurs* ont souscrit le contrat, toute communication faite à l'adresse qu'ils ont choisie, indiquée aux conditions particulières ou communiquée ultérieurement, est valable à l'égard de tous les *preneurs d'assurance*.

Article 41. Description du risque

1. Déclaration à la souscription du contrat

À la souscription du contrat, le *preneur d'assurance* doit *nous* déclarer exactement toutes les circonstances connues et qu'il doit raisonnablement considérer comme constituant pour *nous* des éléments d'appréciation du risque.

S'il ne répond pas à certaines de nos questions écrites et si *nous* avons néanmoins conclu le contrat, *nous* ne pouvons plus, hormis le cas de fraude, *nous* prévaloir ultérieurement de cette omission.

A. Omission ou inexactitude intentionnelles

Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelles dans la déclaration *nous* induisent en erreur sur les éléments d'appréciation du risque, le contrat d'assurance est nul.

Les primes échues jusqu'au moment où *nous* avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles *nous* sont dues.

B. Omission ou inexactitude non intentionnelles

Lorsque l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration ne sont pas intentionnelles, le contrat n'est pas nul.

Nous proposons dans le délai d'un mois à compter du jour où *nous* avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où *nous* avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude.

Si *nous* apportons la preuve que *nous* n'aurions en aucun cas assuré le risque *nous* pouvons résilier le contrat dans le même délai.

Si le *preneur d'assurance* refuse la proposition de modification du contrat ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, cette dernière n'est pas acceptée, *nous* pouvons résilier le contrat dans les 15 jours.

Si *nous* n'avons pas résilié le contrat ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus *nous* ne pouvons plus *nous* prévaloir à l'avenir des faits qui *nous* sont connus.

C. Que se passe-t-il si un sinistre survient avant que la modification ou la résiliation du contrat n'ait pris effet ?

Si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut être reprochée au *preneur d'assurance*, nous devons fournir la prestation convenue.

Si l'omission ou la déclaration inexacte peut être reprochée au *preneur d'assurance*, nous ne sommes tenus de fournir une prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime qu'il aurait dû payer s'il avait régulièrement déclaré le risque.

Toutefois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre, notre prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

2. Déclaration en cours de contrat

A. Aggravation de risque

Vous avez l'obligation de déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstance qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré.

Lorsque, au cours de l'exécution du contrat, le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, nous n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, nous devons vous proposer, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'aggravation, la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, nous pouvons résilier le contrat dans le même délai.

Si vous refusez la proposition de modification ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, vous n'acceptez pas cette dernière, nous pouvons résilier le contrat dans les 15 jours qui suivent l'expiration du délai d'un mois précité.

Si nous n'avons pas résilié le contrat ni proposé sa modification dans les délais indiqués ci-dessus nous ne pouvons plus nous prévaloir ultérieurement de l'aggravation du risque.

Que se passe-t-il si un sinistre survient avant que la modification ou la résiliation du contrat n'ait pris effet ?

- Si vous avez rempli votre obligation de déclaration comme prévu ci-dessus, nous sommes tenus d'effectuer la prestation convenue.
- Si vous n'avez pas rempli votre obligation de déclaration comme prévu ci-dessus,
 - Nous sommes tenus d'effectuer la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut vous être reproché ;
 - Nous sommes tenus d'effectuer la prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que vous auriez dû payer si l'aggravation avait été prise en considération lorsque le défaut de déclaration peut vous être reproché.

Toutefois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, la prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

Si vous avez agi dans une intention frauduleuse, nous pouvons refuser la garantie. Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de la fraude nous sont dues à titre de dommages et intérêts.

B. Diminution de risque

Lorsqu'au cours de l'exécution d'un contrat le risque de survenance de l'événement assuré diminue d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, *nous* aurions consenti l'assurance à d'autres conditions, *nous* vous accordons une diminution de la prime à due concurrence à partir du jour où *nous* avons eu connaissance de la diminution du risque.

Si *nous* ne pouvons pas *nous* mettre d'accord sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution que vous avez formulée, vous pouvez résilier le contrat conformément aux dispositions reprises à l'article 41.

Article 42. Paiement de la prime

1. Montant à payer

Le *preneur d'assurance* doit payer le montant de la prime mentionnée sur la demande de paiement, comprenant les taxes, cotisations et frais.

2. Moment du paiement

La prime est annuelle et payable anticipativement, après réception de la demande de paiement.

3. Remboursement de la prime payée

Si tout ou partie du contrat prend fin en cours d'année d'assurance, le prorata de prime afférent à la période postérieure à la cessation de tout ou partie du contrat vous sera remboursé.

4. Non-paiement de la prime

En cas de non-paiement de la prime à l'échéance, *nous* adressons au *preneur d'assurance* un premier rappel. Si la prime n'a pas été payée au plus tard 20 jours après son envoi, un deuxième rappel sera envoyé, à l'occasion duquel *nous* réclamerons une indemnité forfaitaire de 7,00 euros.

Si le *preneur d'assurance* n'a toujours pas payé la prime après ces deux rappels, une mise en demeure sera adressée par lettre recommandée ou exploit d'huissier. Le cas échéant, *nous* facturerons des frais fixes de 13,00 euros en plus des frais déjà dus de 7,00 euros.

À défaut de paiement de la prime dans les 15 jours à compter du lendemain de la date d'envoi de cette mise en demeure, toutes les garanties du contrat seront suspendues à l'expiration de ce délai et le contrat sera résilié à l'expiration d'un nouveau délai d'au moins 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

Si les garanties sont suspendues, les primes venant à échéance pendant la période de suspension restent dues, à condition que vous ayez été mis en demeure comme indiqué ci-avant. *Nous* ne pouvons toutefois pas vous réclamer les primes afférentes à plus de deux années consécutives. Les garanties seront remises en vigueur au moment de la réception intégrale des primes échues sur notre compte bancaire ou celui de notre mandataire.

5. Paiement partiel de la prime

En cas de paiement partiel des primes dues, *nous* imputerons le ou les montants versés dans l'ordre décroissant d'ancienneté de l'ensemble des primes réclamées au titre du contrat. Si le contrat est inclus dans un dossier de regroupement qui prévoit une autre règle d'imputation, les primes partiellement payées seront réglées selon les règles applicables de ce dossier.

Article 43. Modification du tarif

Si *nous* modifions le tarif, *nous* pouvons appliquer ces modifications dès l'échéance annuelle suivante, après en avoir informé le *preneur d'assurance* au moins quatre mois avant l'échéance annuelle. Dans ce cas, le *preneur* peut résilier le contrat jusqu'à deux mois avant l'échéance annuelle.

Si *nous* avertissons de ces modifications moins de quatre mois avant l'échéance annuelle, et que le *preneur d'assurance* n'est pas d'accord, il a le droit de résilier le contrat dans un délai de trois mois suivant la réception de cette notification.

Article 44. Modification des conditions d'assurance

Si *nous* modifions les conditions d'assurance, *nous* pouvons appliquer ces modifications dès l'échéance annuelle suivante, après en avoir informé le *preneur d'assurance* au moins quatre mois avant l'échéance annuelle. Dans ce cas, il peut résilier le contrat jusqu'à deux mois avant l'échéance annuelle.

Si *nous* avertissons de ces modifications moins de quatre mois avant l'échéance annuelle, et que le *preneur d'assurance* n'est pas d'accord, il a le droit, dans un délai de trois mois suivant la réception de cette notification :

- soit de résilier le contrat ;
- soit de *nous* demander de maintenir le contrat aux conditions actuelles jusqu'à la prochaine échéance annuelle.

Article 45. Paiement à des mineurs, des interdits ou autres incapables

Si *nous* devons faire un paiement à un mineur d'âge, un interdit ou un autre incapable en application du contrat, *nous* versons les sommes sur un compte ouvert au nom du mineur d'âge, de l'interdit ou d'un autre incapable, frappé d'indisponibilité jusqu'à la majorité ou jusqu'à la levée de l'incapacité, sans préjudice du droit de jouissance légale.

Les sommes ainsi versées peuvent être libérées sur autorisation spéciale du juge de paix, à la demande du tuteur ou de l'administrateur des biens selon les mêmes règles que celles applicables aux situations visées aux articles 410, § 1er, 14°, ou 499/7, § 2, de l'ancien Code civil.

Article 46. Faillite du preneur d'assurance

En cas de faillite du *preneur d'assurance*, l'assurance subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice envers *nous* du montant des primes à échoir à partir de la déclaration de la faillite.

Tant le curateur de la faillite que *nous* avons néanmoins le droit de résilier le contrat.

Si le curateur de la faillite résilie le contrat, il ne peut le faire que dans les trois mois qui suivent la déclaration de la faillite.

Si *nous* résilions le contrat, *nous* ne pouvons le faire au plus tôt que trois mois après la déclaration de la faillite.

Article 47. Décès du preneur d'assurance

Si le *preneur d'assurance* vient à décéder, les droits et obligations nés du contrat d'assurance sont transmis aux nouveaux titulaires de l'intérêt assuré.

Toutefois, tant les nouveaux titulaires de l'intérêt assuré que *nous* pouvons résilier le contrat, les nouveaux titulaires par lettre recommandée dans les trois mois et quarante jours du décès et *nous* dans une des formes prévues dans les trois mois à compter du jour où *nous* avons eu connaissance du décès.

Article 48. Résiliation du contrat et modalités de la résiliation

1. Résiliation

A. Le preneur d'assurance peut résilier le contrat :

- Avant la prise d'effet du contrat

Le *preneur d'assurance* peut résilier le contrat lorsqu'un délai de plus d'un an sépare la date de conclusion du contrat et la date de prise d'effet. Il doit notifier cette résiliation au plus tard trois mois avant la date convenue pour sa prise d'effet.

La résiliation prend effet à la date de prise d'effet du contrat.

- A la fin de chaque période d'assurance

Comme prévu à l'article 39, vous pouvez résilier le contrat à la fin de chaque période d'assurance mais au plus tard deux mois avant la date de son échéance.

La résiliation prend effet à la date de cette échéance.

- Résiliation infra-annuelle

À l'expiration d'un délai d'un an à compter de la prise de cours du contrat d'assurance, le *preneur d'assurance* peut résilier le contrat à tout moment.

La résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de deux mois à compter du lendemain de la signification ou du lendemain de la date du récépissé ou, dans le cas d'un envoi recommandé, à compter du lendemain de son dépôt.

- Police combinée

Lorsque, dans un même contrat, *nous nous* engageons à diverses prestations, soit en raison des garanties promises, soit en raison des risques assurés, la cause de résiliation relative à l'une des prestations n'affecte pas le contrat dans son ensemble.

Si *nous* résilions une ou plusieurs garanties du contrat, le *preneur d'assurance* peut le résilier dans son intégralité.

- Après sinistre

Le *preneur d'assurance* peut résilier le contrat en tout ou en partie après la survenance d'un sinistre.

Cette résiliation doit intervenir, au plus tard, un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité.

La résiliation prend effet trois mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du récépissé ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé de la résiliation.

- Modification des conditions d'assurance et du tarif

Le *preneur d'assurance* peut résilier le contrat en cas de modification visée aux articles 43 et 44.

S'il n'a reçu aucune information claire de notre part au sujet de la modification des conditions d'assurance, il peut également résilier le contrat.

- Diminution du risque

Conformément à l'article 41, le *preneur d'assurance* peut résilier le contrat si en cas de diminution du risque, aucun accord n'est intervenu sur le montant de la nouvelle prime dans le mois de la demande de diminution de prime.

B. Nous pouvons résilier le contrat

- Avant la prise d'effet du contrat

Nous pouvons résilier le contrat lorsqu'un délai de plus d'un an sépare la date de conclusion du contrat et la date de prise d'effet. Cette résiliation doit être notifiée au *preneur d'assurance* au plus tard trois mois avant la date de prise d'effet du contrat. La résiliation prend effet à la date de prise d'effet du contrat.

- A la fin de chaque période d'assurance

Comme prévu à l'article 39, *nous* pouvons résilier le contrat à la fin de chaque période d'assurance mais au plus tard trois mois avant la date de son échéance.

La résiliation prend effet à la date de cette échéance.

- En cas de défaut de paiement de la prime

Ainsi que prévu à l'article 42, à défaut de paiement de la prime dans les 15 jours à compter du lendemain de la date d'envoi de la mise en demeure, toutes les garanties du contrat seront suspendues à l'expiration de ce délai et *nous* résilierons le contrat à l'expiration d'un nouveau délai d'au moins 15 jours à compter du premier jour de la suspension.

- Après sinistre

Nous pouvons résilier le contrat en tout ou en partie après la survenance d'un sinistre. Cette résiliation doit intervenir, au plus tard un mois après le paiement ou le refus de paiement de l'indemnité, avec effet trois mois à compter du lendemain de la signification de l'exploit d'huissier, du lendemain de la date du récépissé ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé de la résiliation.

Nous pouvons résilier à tout moment le contrat, si vous ou l'assuré ne respectez pas une des obligations résultant de la survenance d'un sinistre dans le but de *nous* induire en erreur, et à condition que *nous* ayons déposé plainte contre une de ces personnes devant un juge d'instruction avec constitution de partie civile ou de l'avoir citée devant la juridiction de jugement, sur la base des articles 193, 196, 197, 496 ou 510 à 520 du Code pénal. La résiliation, prend effet au plus tôt un mois à compter du lendemain de la signification, du lendemain de la date du récépissé ou du lendemain de la date du dépôt de l'envoi recommandé.

- En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration

Nous pouvons résilier le contrat en cas d'omission ou d'inexactitude non-intentionnelles dans la déclaration des données relatives au risque lors de la conclusion du contrat comme prévu à l'article 18.1 b).

- En cas d'aggravation du risque

Nous pouvons résilier le contrat en cas d'aggravation sensible et durable du risque en cours du contrat comme prévu à l'article 41.

- En cas de faillite

Nous pouvons résilier le contrat si vous faites faillite, au plus tôt trois mois après la déclaration de faillite, comme prévu à l'article 46.

- En cas de décès

Nous pouvons résilier le contrat après votre décès, dans les trois mois à compter du jour où *nous* en avons eu connaissance, comme prévu à l'article 47.

2. Modalités de résiliation

A. Forme de la résiliation

La résiliation du contrat se fait soit par :

- envoi recommandé ;
- exploit d'huissier ;
- la remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

La résiliation pour défaut de paiement de la prime ne peut se faire que soit par :

- lettre recommandée à la poste ;
- exploit d'huissier.

B. Prise d'effet de la résiliation

Sauf délais différents prévus dans d'autres dispositions du contrat, la résiliation n'a d'effet qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du lendemain de la signification de l'exploit d'huissier ou du lendemain de la date du récépissé ou, dans le cas d'un envoi recommandé, à compter du lendemain de son dépôt.

Article 49. Terrorisme

A. Adhésion

L'entreprise d'assurance couvre les dommages causés par le *terrorisme*. L'entreprise d'assurance est membre à cette fin de l'ASBL TRIP. Conformément à la loi du 3 mai 2024 relative l'indemnisation des victimes d'un acte de *terrorisme* et à l'assurance contre les dommages causés par le *terrorisme*, l'exécution de tous les engagements de l'ensemble des assureurs membres de l'ASBL est, en cas d'acte de *terrorisme* reconnu par arrêté royal, limitée à 1,7 milliard d'euros par année civile pour les dommages causés par tous les événements reconnus comme actes de *terrorisme*, survenus pendant cette année civile. Ce montant est adapté, le 1er janvier de chaque année, à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, l'indice de base étant celui de novembre 2022. En cas de modification légale ou réglementaire de ce montant de base, le montant modifié sera automatiquement applicable dès la prochaine échéance suivant la modification, sauf si le législateur a prévu explicitement un autre régime transitoire.

Si le total des indemnités calculées ou estimées excède le montant cité dans le précédent alinéa, une règle proportionnelle est appliquée : les indemnités à payer sont limitées à concurrence du rapport entre le montant cité dans le précédent alinéa ou les moyens encore disponibles pour cette année civile et les indemnités à payer imputées à cette année civile.

B. Régime de paiement

« Conformément à la loi susmentionnée du 3 mai 2024, l'acte de *terrorisme* est reconnu comme tel par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres après avis de l'OCAM et du parquet fédéral. Le Comité de règlement des sinistres détermine, endéans les quatorze jours qui suivent la publication au Moniteur belge de l'arrêté royal qui reconnaît l'acte comme terroriste, si les plafonds relatifs provisoires et absolus dont question à l'article 12 de la loi du 3 mai 2024 pourraient être atteints dans le cadre de l'indemnisation des dommages. Il fixe dans le même délai, conformément à l'article 15 de ladite loi, le pourcentage de l'indemnisation que les assureurs membres de l'ASBL TRIP doivent prendre en charge en conséquence de l'événement. Le Comité peut revoir ce pourcentage. Le Comité prend, au plus tard le 31 décembre de la troisième année suivant l'année de survenance de l'événement, une décision définitive quant au pourcentage d'indemnisation à payer.

L'assuré, le bénéficiaire ou la personne lésée ne peut prétendre, envers l'entreprise d'assurance, à l'indemnisation qu'après que le Comité a fixé le pourcentage. L'entreprise d'assurance paie le montant assuré conformément au pourcentage fixé par le Comité.

Si le Comité diminue le pourcentage, la réduction de l'indemnité ne sera pas applicable aux indemnités déjà payées, ni aux indemnités restant à payer pour lesquelles l'entreprise d'assurance a déjà communiqué sa décision à l'assuré ou au bénéficiaire.

Si le Comité relève le pourcentage, l'augmentation de l'indemnité s'applique pour tous les sinistres déclarés découlant de l'événement reconnu comme relevant du *terrorisme*.

Article 50. Délai de prescription

Le délai de prescription est de trois ans pour toute action découlant du contrat d'assurance (articles 88 et 89 de la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances). La prescription contre les mineurs, interdits et autres incapables ne court pas jusqu'au jour de la majorité ou de la levée de l'incapacité.



Haftpflichtversicherung Top Familie

Allgemeine Bedingungen

[Freie Übersetzung]

Diese Übersetzung in die deutsche Sprache wird nur zu Informationszwecken übermittelt.

Die Rechte und Pflichten der Parteien sind in den Allgemeinen Bedingungen in französischer Sprache verankert, auf die verwiesen wird.

Supporter Ihres Lebens



VORWORT

Diese Übersetzung in die deutsche Sprache wird nur zu Informationszwecken übermittelt. Die Rechte und Pflichten der Parteien sind in den Allgemeinen Bedingungen in französischer Sprache verankert, auf die verwiesen wird.

Ihr „Haftpflichtversicherung Top Familie“-Vertrag besteht aus zwei Teilen:

1. Diese Allgemeinen Bedingungen: Sie beschreiben unsere gegenseitigen Verpflichtungen, die Basisgarantie „Privathaftpflicht“ und die optionalen Garantien „Privatleben-Rechtsschutz“ und „Pack Familie+“ sowie die Ausschlüsse.
Das Lexikon präzisiert die genaue Tragweite der *kursiv* gedruckten Wörter. Diese Definitionen finden ebenfalls Anwendung, wenn diese Wörter in den Besonderen Bedingungen benutzt werden.
2. Die Besonderen Bedingungen enthalten Ihre persönlichen Angaben sowie die Garantien, die Sie abgeschlossen haben und die Prämie.
Sie vervollständigen die Allgemeinen Bedingungen, auf die sie verweisen, und weichen von diesen ab, wenn sie mit ihnen in Widerspruch stehen würden.

Haben Sie eine Frage zu Ihrem Vertrag oder möchten Sie einen Schadensfall anzeigen?

Wenn ja, wenden Sie sich am besten an Ihrem Versicherungsvermittler, Ihrem Versicherungsberater oder an unsere Dienststellen.

Haben Sie eine Beschwerde?

Senden Sie diese schriftlich an folgende Adresse:

AG Insurance AG - Dienststelle Customer Complaints
Bd E. Jacqmain 53, 1000 Brüssel
Tel.: 02 664 02 00
E-Mail: customercomplaints@aginsurance.be

Wenn die von AG vorgeschlagene Lösung unbefriedigend ist, können Sie die Streitsache der folgenden Institution unterbreiten:

Ombudsmann der Versicherungen
Square de Meeûs 35, 1000 Brüssel
Website: www.ombudsman-insurance.be

Diese Möglichkeiten haben keinen Einfluss auf Ihr Recht, Klage zu erheben.

Anwendbares Recht

Dieser Vertrag unterliegt der belgischen Gesetzgebung, und insbesondere:

- dem Gesetz vom 4. April 2014 über die Versicherungen;
- der Königliche Erlass vom 12. Januar 1984 zur Festlegung der Mindestgarantiebedingungen der Versicherungsverträge zur Deckung der außervertraglichen zivilrechtlichen Haftung bezüglich des Privatlebens;
- der Königliche Erlass vom 12. Oktober 1990 über die Rechtsschutzversicherung;
- das alte Zivilgesetzbuch und das Zivilgesetzbuch einschließlich u. a. Buch 6 des Zivilgesetzbuchs.

Das belgische Zivilgesetzbuch wird schrittweise reformiert. Daher spricht man bei den neuen, angepassten Bestimmungen vom „Zivilgesetzbuch“ und bei den älteren Regelungen vom „alten Zivilgesetzbuch“.

Welche Bestimmungen für einen Schadensfall gelten, richtet sich nach dem Datum, an dem das Ereignis eintritt, das zu einer Haftung führen kann: Für Ereignisse ab dem 1. Januar 2025 gilt Buch 6 des Zivilgesetzbuchs. Für Ereignisse, die vor dem 1. Januar 2025 eingetreten sind, gelten die Bestimmungen des alten Zivilgesetzbuchs.

INHALTSVERZEICHNIS

VORWORT	2
LEXIKON	5
ABTEILUNG 1. BASISGARANTIE PRIVATHAFTPFLICHT PRIVATLEBEN	7
Artikel 1. Versicherte (= Sie) & Dritte	7
Kapitel 1. Umfang der Deckung	8
1. Allgemeine Beschreibung der Deckung	8
Artikel 2. Die außervertragliche Haftpflicht	8
Artikel 3. Versicherte Beträge	8
2. Beschreibung einiger Sonderfälle	9
Artikel 4. Gebäude und deren Hausrat - vorübergehende Aufenthalte	9
Artikel 5. Tiere	10
Artikel 6. Reisen und Fortbewegungsmittel	10
Artikel 7. Sportliche Aktivitäten und Freizeit	12
Artikel 8. Entgeltliche Kinderbetreuung	12
Artikel 9. Vereinsarbeit - Dienstleistungen von Bürgern zu Bürgern und Dienstleistungen im Rahmen der Sharing Economy	12
Artikel 10. Freiwillige Hilfeleistung durch Dritte	12
3. Allgemeine Ausschlüsse	13
Artikel 11. Wir decken nicht	13
Kapitel 2. Verpflichtungen im Schadensfall	14
Artikel 12. Ihre Verpflichtungen	14
Artikel 13. Unsere Verpflichtungen	14
ABTEILUNG 2. FAKULTATIVE PRIVATLEBEN-RECHTSSCHUTZGARANTIE	15
Artikel 14. Versicherte (= Sie) & Dritte	15
Kapitel 1. Allgemeine Beschreibung der Garantie	15
Artikel 15. Zweck der Garantie	15
Artikel 16. Wo und wann gilt diese Garantie?	16
Artikel 17. Was verstehen wir unter einem Schadensfall?	16
Kapitel 2. Welche Leistungen erbringen wir?	17
Artikel 18. Von einem Dritten außerhalb eines Vertrages verursachte Schäden (zivilrechtlicher Regress)	17
Artikel 19. Schäden aufgrund eines Kunstfehlers oder eines medizinischen Unfalls	17
Artikel 20. Schäden durch einen Vertragspartner oder dessen Hilfspersonen	18
Artikel 21. Vorauszahlung auf die Entschädigung (einschließlich der Selbstbeteiligung)	18
Artikel 22. Der haftende Dritte ist zahlungsunfähig (Insolvenzklausele)	18
Artikel 23. Streitigkeit mit Ihrem Arbeitsunfallversicherer	18
Artikel 24. Vertragsstreitigkeiten mit Ihrem Privathaftpflichtversicherer und zivilrechtliche Verteidigung bei Interessenkonflikten mit Ihrem Privathaftpflichtversicherer	19

Artikel 25. Anfechtung einer kommunalen Verwaltungssanktion (KVS-Bußgeld)/KVS-Mediation.....	19
Artikel 26. Sie werden als Beklagter zu einer ersten Anhörung vorgeladen (Salduz).....	19
Artikel 27. Sie haben eine strafrechtliche Vorladung erhalten (strafrechtliche Verteidigung).....	19
Artikel 28. Kautions für die vorläufige Freilassung.....	20
Artikel 29. Kosten für die Suche nach vermissten Kindern.....	20
Kapitel 3. Welche Kosten und Honorare werden erstattet?	20
Artikel 30. Die übernommenen Kosten und Honorare.....	20
Artikel 31. Die versicherten Beträge.....	21
Artikel 32. Im Zusammenhang stehende Verfahren.....	22
Kapitel 4. Wie nehmen wir Ihre Interessen wahr?	22
Artikel 33. Freie Wahl.....	22
Artikel 34. Objektivitätsklausel.....	22
Artikel 35. Ableben eines Versicherten in einem laufenden Schadensfall.....	23
Artikel 36. Ausschlüsse und Verlust der Deckung.....	23
Kapitel 5. Verpflichtungen im Schadensfall	25
Artikel 37. Welches sind die Verpflichtungen im Schadensfall?.....	25
ABTEILUNG 3. FAKULTATIVE GARANTIE PACK FAMILIE+	26
Artikel 38. Pack Familie+.....	26
ABTEILUNG 4. GEMEINSAME VERWALTUNGSVORSCHRIFTEN	28
Artikel 39. Datum des Inkrafttretens und Dauer des Vertrages.....	28
Artikel 40. Korrespondenzadresse.....	28
Artikel 41. Mitteilungspflicht.....	28
Artikel 42. Prämienzahlung.....	30
Artikel 43. Tarifänderung.....	31
Artikel 44. Änderungen der Versicherungsbedingungen.....	31
Artikel 45. Leistungen an Minderjährige, Entmündigte oder Handlungsunfähige.....	31
Artikel 46. Konkurs des Versicherungsnehmers.....	31
Artikel 47. Tod des Versicherungsnehmers.....	31
Artikel 48. Kündigung des Vertrages und Kündigungsmodalitäten.....	32
Artikel 49. Terrorismus.....	34
Artikel 50. Verjährungsfrist.....	34

LEXIKON

Diese Liste ist alphabetisch geordnet und enthält alle *kursiv gedruckten* Wörter, die in diesen Allgemeinen Bedingungen erwähnt werden.

Cohousers

Volljährige Personen, die eine Wohneinheit gemeinsam *nutzen* und dort ihren Hauptwohnsitz begründen, z. B. Wohngemeinschaften. *Der Versicherungsnehmer* gilt ebenfalls als *Cohouser*. In der *Wohneinheit* dürfen maximal 10 Personen leben. Kinder von *Cohousers* werden ebenfalls als Personen gezählt, die in der *Wohneinheit* leben.

Fällt unter die Definition von *Cohousers*, zum Beispiel:

- *Der Versicherungsnehmer* teilt sich ein Einfamilienhaus mit seinem Kind und zwei seiner Freunde [= 3 *Cohousers* und 4 Personen, die die *Wohneinheit* teilen].

Fällt nicht unter die Definition von *Cohousers*, zum Beispiel:

- Studenten, die zusammen wohnen, aber ihren Hauptwohnsitz noch bei ihren Eltern haben.

Fertigstellungsarbeiten

Alle Arbeiten am Gebäude außer:

- Arbeiten, die die Stabilität des Gebäudes oder benachbarter Gebäude gefährden können;
- Arbeiten im Rahmen von Abbruch, Errichtung, Einfriedung, Abdeckung oder Abdichtung des Gebäudes (z. B. Mauerwerk, Dachdeckung, Verfugung, Einbau von Fenstern und Außentüren).

Personenschäden

Verletzung der körperlichen oder psychischen Integrität einer natürlichen Person.

Sachschäden

Beschädigung oder Verlust von Gegenständen oder Tieren.

Terrorismus

Eine durch eine Person oder eine Gruppe heimlich organisierte Gewaltanwendung, zu ideologischen, politischen, ethnischen oder religiösen Zwecken. Diese Handlungen richten sich gegen Personen und zerstören – teilweise oder vollständig – den ökonomischen Wert eines materiellen oder immateriellen Gutes, um Schrecken und Unsicherheit zu verbreiten, um die Behörde unter Druck zu setzen oder um den Verkehr oder den normalen Ablauf einer Dienstleistung oder eines Unternehmens zu beeinträchtigen.

Tiere

Tiere, deren Haltung durch Privatpersonen nicht in den Anhängen I, II und III des Washingtoner Artenschutzübereinkommens vom 3. März 1973 untersagt ist.

Verbrechen/ korrektionalisierbares Verbrechen

Straftat, die durch die Gesetze mit Kriminalstrafe bedroht ist, ist ein Verbrechen.

Ein korrektionalisierbares Verbrechen ist ein Verbrechen, das ursprünglich strafrechtlich geahndet wurde, aber durch das Gesetz, während der strafrechtlichen Ermittlung oder durch das Gericht in ein Vergehen umgewandelt wird, sodass es nicht mehr vom Assisenhof, sondern vom Korrektionalgericht verhandelt wird.

Vergehen

Straftat, die nach dem Gesetz mit einer Korrektionalstrafe belegt ist.

Versicherungsnehmer

Die natürliche Person, die den Versicherungsvertrag abgeschlossen hat.

Wir

AG Insurance [abgekürzt AG] AG – Bd E. Jacquain 53, 1000 Brüssel – RJP Brüssel – MwSt. BE 0404.494.849 – Belgische Versicherungsgesellschaft zugelassen unter Codenummer 0079, unter Aufsicht der Belgischen Nationalbank, Bd de Berlaimont 14, 1000 Brüssel.

Im Rahmen der Privatleben-Rechtsschutzversicherung wird die Verwaltung der „Rechtsschutz“-Akten unserer unabhängigen Fachdienststelle Providis zugetraut.

Wohneinheit

Ein Einfamilienhaus oder eine Wohnung mit der gleichen Haus- und Briefkastenummer, bestehend aus mehreren Wohnräumen, die von allen *Cohousers* genutzt werden können (z. B. Küche, Wohnzimmer, Bad...) sowie bis zu 5 Schlafzimmern.

Fällt unter die Definition einer *Wohneinheit*, zum Beispiel:

- Eine Wohnung mit drei Schlafzimmern, Gemeinschaftsküche und Wohnzimmer.

Fällt nicht unter die Definition einer *Wohneinheit*, zum Beispiel:

- Eine „Känguru“-Wohnung mit zwei Eingängen mit den Nummern 20A und 20B;
- Getrennte Wohneinheiten, die sich nur einen Garten, einen Fahrradschuppen und einen Technikraum teilen.

ABTEILUNG 1. BASISGARANTIE PRIVATHAFTPFLICHT PRIVATLEBEN

Artikel 1. Versicherte [= Sie] & Dritte

Wenn wir im Folgenden von „Sie“ sprechen, meinen wir sowohl die Haupt- als auch die Zusatzversicherten.

A. Die Hauptversicherten:

1. der *Versicherungsnehmer*, sofern er seinen Hauptwohnsitz in Belgien hat;
2. Personen, die im Haushalt des *Versicherungsnehmers* wohnen
 - a. und die an dessen Familienleben teilnehmen und in dessen Familien integriert sind; oder
 - b. als *Cohousers* in einer *Wohneinheit* mit bis zu 5 Schlafzimmern und 10 Personen.

Sie behalten den Status eines Versicherten, wenn sie sich vorübergehend woanders aufhalten. Aufenthalte in einem Erholungs- oder Pflegeheim können dauerhaft sein.

Außerdem bleibt der Versichertenstatus den vorstehend unter den Punkten 1 und 2.a. genannten Personen erhalten:

- 12 Monate, wenn sie den Hauptwohnsitz des *Versicherungsnehmers* endgültig verlassen;
- 60 Tage ab dem Umzug, wenn sie ins Ausland ziehen;

Die in Punkt 2.b. genannten *Cohousers* behalten den Status des Versicherten für einen Monat nach dem endgültigen Auszug aus der mit dem Versicherungsnehmer geteilten *Wohneinheit*.

B. Zusätzliche Versicherte:

1. Personen, die von einem Hauptversicherten unterstützt werden;
2. Pflegebedürftige Personen und Kinder von Dritten, die nicht professionell von einem Hauptversicherten oder einer Person, die von einem Hauptversicherten unterstützt wird, betreut werden;
3. Personen, die außerhalb jeglicher beruflichen Tätigkeit, auf Aufforderung eines Hauptversicherten, eine Betreuung, kostenlos oder entgeltlich, übernehmen:
 - von Kindern oder pflegebedürftigen Personen, die zum Haushalt des *Versicherungsnehmers* gehören;
 - Personen, die von einem oder mehreren Hauptversicherten unterstützt werden;
 - *Tiere*, die einem Hauptversicherten oder einer von einem Versicherten unterstützten Person gehören;wenn ihre Haftpflicht aufgrund dieser Beaufsichtigung zum Zuge kommt;
4. Gäste eines Hauptversicherten oder einer Person, die von einem Hauptversicherten unterstützt werden, die bei ihm wohnen, während der gesamten Dauer des Aufenthalts. Werden nicht als Gäste betrachtet, die Personen, die sich gegen Zahlung in dem Haupt- oder Nebenwohnsitz des *Versicherungsnehmers* aufhalten;
5. Das Hauspersonal, Haushaltshilfen und alle sonstigen Personen (unabhängig davon, ob sie eine Vergütung erhalten oder nicht, die die Tätigkeit jedoch nicht professionell ausüben), wenn sie private Dienste für einen Versicherten übernehmen. Die Erledigung von Hausarbeiten in den Räumlichkeiten, in denen ein Hauptversicherter eine freiberufliche oder selbstständige Tätigkeit ausübt, wird weiterhin als privater Dienst erachtet;
6. Dritte, die einem Hauptversicherten aus Gefälligkeit unentgeltlich helfen:
 - a. mit seinem Umzug an einen anderen Hauptwohnsitz in Belgien;
 - b. mit der Durchführung von *Fertigstellungsarbeiten* am derzeitigen oder künftigen Hauptwohnsitz eines Hauptversicherten in Belgien.

C. „Dritte“:

Alle anderen Personen, die nicht die Hauptversicherten sind.

In den folgenden Fällen gilt ein Hauptversicherter als Dritter:

- a. wenn er den Hauptwohnsitz des *Versicherungsnehmers* endgültig verlässt;
- b. wenn ein Mitversicherter ihm *Personenschäden* zugefügt hat.

Kapitel 1. Umfang der Deckung

1. Allgemeine Beschreibung der Deckung

Artikel 2. Die außervertragliche Haftpflicht

Wenn jemand aufgrund Ihres Fehlers einen Schaden erleidet, sind Sie verpflichtet, diesen zu reparieren. Dies gilt übrigens nicht nur bei Schäden, die Sie selbst verschuldet haben, sondern auch, wenn beispielsweise Ihr minderjähriges Kind oder Ihr Haustier einen Schaden verursacht oder wenn ein Mangel in Ihrer Wohnung einen Schaden bei Ihren Nachbarn verursacht. Juristisch ausgedrückt, geht es um Ihre außervertragliche Haftpflicht.

Wir decken Ihre außervertragliche Haftpflicht weltweit, wenn Sie im Rahmen Ihres Privatlebens einem Dritten einen Schaden zugefügt haben, für den Sie haftbar gemacht werden:

- auf der Grundlage der Artikel 1382 bis 1386a des alten Zivilgesetzbuchs für schädigende Handlungen, die vor dem 1. Januar 2025 erfolgt sind;
- auf der Grundlage der Artikel 6.5, 6.6, 6.11 bis 6.14, 6.16 und 6.17 des Zivilgesetzbuchs für schädigende Handlungen, die ab dem 1. Januar 2025 eingetreten sind;
- aufgrund von übermäßiger Störung der Nachbarschaft auf der Grundlage der Kombination der Artikel 3.50 und 3.101 des Zivilgesetzbuches. Wir versichern nicht die Vorbeugung von übermäßiger Störung der Nachbarschaft, wie in Artikel 3.102 des Zivilgesetzbuches vorgesehen;
- und auf der Grundlage ähnlicher Bestimmungen des ausländischen Rechts;

innerhalb der nachstehend erläuterten Grenzen.

Artikel 3. Versicherte Beträge

A. Hauptentschädigung

Pro Schadensfall leisten wir bis zu:

- 32.247.785,02 Euro (indexiert) für Schäden, die von *Personenschäden* herrühren
- 9.287.362,09 Euro (indexiert) für *Sachschäden*.

Die Vergleiche mit der Staatsanwaltschaft, die gerichtlichen Geldbußen, die Vergleichszahlungen oder Ordnungsstrafen, sowie die Kosten der Strafverfolgung gehen nicht zu unseren Lasten.

Bei *Sachschäden* gilt eine Selbstbeteiligung in Höhe von 319,76 EUR (indexiert) pro Schadensfall. Der Basisindex ist der Verbraucherpreisindex vom September 2024 [= 308,65 - Basis 1981 = 100].

B. Rettungskosten, Zinsen und Gebühren

Wir versichern Sie bei:

- a. Rettungskosten, die sowohl aufgrund von Maßnahmen, die durch uns zur Abwendung oder Begrenzung der Folgen von Schäden angefordert werden, als auch dringende und vernünftige Maßnahmen, die von Ihnen auf eigene Initiative zur Abwendung des Schadens im Falle einer drohenden Gefahr oder, wenn der Schaden begonnen hat, zur Abwendung oder Begrenzung der Folgen ergriffen wurden, vorausgesetzt, dass sie mit der gebotenen Sorgfalt entstanden sind, selbst wenn trotz aller aufgewandten Sorgfalt kein Ergebnis erzielt werden konnte;
- b. Die auf die Hauptentschädigung anfallenden Zinsen, die Kosten eines Zivilprozesses sowie die Honorare und Anwalts- und Gutachterkosten, sofern diese Kosten durch uns oder mit unserem Einverständnis entstanden sind oder im Falle von Interessenkonflikten, die der Versicherte nicht zu vertreten hat, sofern diese Kosten nicht in unangemessener Weise entstanden sind.

Wir versichern Sie jedoch nicht gegen Rettungskosten, die aufgrund von ergriffenen Maßnahmen zur Abwendung eines versicherten Schadens, obwohl keine drohende Gefahr besteht oder wenn die drohende Gefahr beseitigt ist, entstehen.

2. Beschreibung einiger Sonderfälle

Artikel 4. Gebäude und deren Hausrat - vorübergehende Aufenthalte

A. Gebäude und deren Hausrat

Wir versichern Sie bei Schäden, die entstanden sind durch:

- a. Gebäude und deren Inhalt, deren Eigentümer oder Mieter Sie sind und die Sie privat nutzen, mit Ausnahme von Gebäuden, die zur Lagerung oder zum Verkauf von Waren genutzt werden.
Gebäuden gleichgestellt sind Mobilheime, bewohnbare Hütten, Innenhöfe, Hauseingänge, Zäune, Fußgängerwege, Antennen, Fahnenstangen und Sonnenkollektoren;
- b. Einen auf 3 Zimmer begrenzten Teil einer unter Punkt a versicherten Immobilie, die sich in Belgien befindet und von einem Versicherten für die Ausübung eines freien Berufes oder einer gewerblichen Tätigkeit, ohne Lagerung oder Verkauf von Waren, genutzt wird;
- c. Durch einen Teil einer unter Punkt a versicherten Immobilie, die dem Versicherten gehört und die an einen Dritten vermietet wird oder einem Dritten zur Verfügung gestellt wird, sofern der Gesamtanteil der vermieteten Teile 3 Wohnungen, mit oder ohne Garage, nicht überschreitet;
- d. Einen Hausaufzug, einen privaten Lastenaufzug oder eine Einrichtung für Personen mit eingeschränkter Mobilität (wie ein Treppenlift), deren Eigentümer, bloßer Eigentümer, Nutznießer oder Wärter Sie sind;
- e. (bebaute oder unbebaute) Grundstücke, deren Eigentümer, bloßer Eigentümer, Nutznießer oder Wärter Sie sind.

Nicht versichert sind jedoch *Sachschäden*, die durch Feuer, Brand, Explosion oder Rauch infolge eines Brands oder eines Feuers entstanden sind, die in einem vorliegenden Vertrag versicherten Gebäude entstanden sind oder sich von diesem ausgebreitet haben und für die Sie gemäß Artikel 1382 - 1386a des alten Zivilgesetzbuches oder gemäß Artikel 6.5, 6.6, 6.11 bis 6.14, 6.16 und 6.17 des Zivilgesetzbuches haftbar gemacht werden.

B. Vorübergehende Aufenthalte

Wir versichern Sie ebenfalls bei Schäden, die entstanden sind:

- a. an einem Gebäude und dem Inhalt einer Ferienunterkunft, die einem Dritten gehören während eines vorübergehenden Aufenthalts; einer Ferienunterkunft gleichgestellt sind Zelte, Mobilheime oder bewohnbare Hütten, Mobilheime, die nicht zum Fahren oder Parken auf privatem oder öffentlichem Gelände bestimmt sind, als ungewöhnlich eingestufte Unterkünfte (hierin inbegriffen sind Hausboote sowie Flugzeuge am Boden, Zugwaggons, Metrowagen, Tramwagen etc., die auf privatem oder öffentlichem Gelände geparkt sind), sofern sie befestigt sind und die Kabinen in einem Kreuzfahrtschiff oder einem Zug, sofern das Schiff oder der Zug von einem professionellen Dritten gefahren wird;
- b. an einem Gebäude (hierin inbegriffen sind Garagen, Zelte, Festzelte und Hausboote), das einem Dritten gehört und in dem sich anlässlich einer privaten Feier Personen befinden sowie an dem dazugehörigen Inhalt.

Einem Gebäude gleichgestellt sind gemietete Kraftfahrzeuge, die einem Dritten gehören und die für eine private Feier genutzt werden (Bus, Tram, Limousine...), sofern sie von einem Dritten gefahren werden.

Folgende Schäden sind ausgeschlossen:

- von der obligatorischen Kraftfahrzeugversicherung gedeckte Schäden;
 - Schäden an Schiffen und Wasserfahrzeugen (mit Ausnahme von Hausbooten);
 - Schäden an Flugzeugen.
- c. Schäden am Hotelzimmer oder der Unterkunft, die ein Äquivalent zu einem Mindesthotelservice bieten, bei einem vorübergehenden oder gelegentlichen privaten oder beruflichen Aufenthalt;
 - d. am Zimmer im Falle eines Krankenhausaufenthaltes oder eines Aufenthaltes in einem Erholungs- oder Pflegeheim;
 - e. am Immobilie Dritter, sofern:
 - die Immobilie gelegentlich als Unterkunft zu privaten oder beruflichen Zwecken oder im Rahmen des Privatlebens, für einen Zeitraum, der kürzer ist als 3 aufeinander folgende Monate ist, genutzt wird und
 - die Immobilie nicht oder nicht ausreichend durch den Dritten versichert ist.

Artikel 5. Tiere

A. Grundprinzip

Wir versichern Sie bei Schäden, die von *Tieren*, die Sie außerhalb Ihrer beruflichen Tätigkeit betreuen, verursacht werden. Schäden, die von zur Bewachung von gewerblich genutzten Gebäuden eingesetzten Wachhunden verursacht werden, sind gedeckt.

Wir versichern Sie ebenfalls bei Schäden an *Tieren* (hierin inbegriffen sind Pferde und das Reitgeschirr), die Dritten gehören und die durch Sie, außerhalb ihrer beruflichen Tätigkeit, betreut werden.

B. Sonderfall - Pferde:

Wir versichern Sie bei Schäden, die durch Reitpferde, Zugpferde, Ponys und Gespanne, deren Eigentümer, Halter oder Wärter Sie sind, *verursacht werden*.

Die Versicherung ist auf zwei Reitpferde beschränkt, wenn Sie der Eigentümer sind.

Wenn Sie Eigentümer einer höheren Anzahl von Reitpferden sind, sind Sie verpflichtet, uns die Gesamtzahl der Reitpferde, die Ihnen gehören, anzugeben. Diese Gesamtzahl ist in den Besonderen Bedingungen zu vermerken. In Ermangelung übernehmen wir Schäden nur im Verhältnis des gezahlten Beitrags zu der für alle Reitpferde fälligen Prämie.

Ponys und andere kleine Pferde, die ausgewachsen eine Widerristhöhe von 1,48 m nicht überschreiten und Zugpferde werden nicht als Reitpferde betrachtet und werden daher unabhängig von ihrer Anzahl abgedeckt.

Die Versicherung ist auf die private Haftpflicht von Angestellten ausgeweitet, wenn sie die *Tiere* und Fahrzeuge für Ihre persönlichen Zwecke nutzen oder sie sich in ihrer Obhut befinden.

Wir decken ebenfalls Schäden, die entstanden sind:

- wenn Sie zu nichtberuflichen Zwecken an einem Pferdewettbewerb (Wettrennen, Jumpings, Dressurreiten) mit den versicherten Pferden oder Gespannen teilnehmen sowie während des Trainings für ein solches Rennen;
- bei der kostenlosen Beförderung von Personen in den versicherten Gespannen. Die Anzahl beförderter Personen darf jedoch die Förderleistung des betreffenden Gespannes nicht überschreiten;
- durch die transportierten Gegenstände oder durch das Fallen derselben.

Wir decken keine Schäden an den transportierten Gegenständen oder Waren.

Artikel 6. Reisen und Fortbewegungsmittel

1. Wir versichern Sie für Schäden, die Sie während Ihrer privaten oder beruflichen Reisen als Fußgänger oder mit nachfolgenden Transportmitteln (auch als Mitfahrer) verursachen:

- a. Alle Fahrzeuge zu Land, die nicht mit einem Motor ausgestattet sind (Fahrräder, Roller, Rollschuhe, Skateboards, Rollstühle usw.);
- b. Fahrräder mit elektrischer Tretunterstützung;
- c. Kraftfahrzeuge, die in Belgien von der Versicherungspflicht befreit sind:
 - weil sie durch eine mechanische Kraft mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von nicht mehr als 6 km/h angetrieben werden können und eine Höchstmasse von nicht mehr als 100 kg aufweisen;
 - weil sie durch eine mechanische Kraft mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von mehr als 6 km/h, aber nicht mehr als 25 km/h angetrieben werden können, und die ein Maximalgewicht von nicht mehr als 25 kg haben;
 - motorisierte Rollstühle, die ausschließlich zur Benutzung durch Personen mit körperlichen Einschränkungen bestimmt sind.
- d. folgende Kraftfahrzeuge, die in Belgien nicht von der Versicherungspflicht befreit sind:
 - elektrische Rollstühle für Personen mit eingeschränkter Mobilität;
 - Kraftfahrzeuge, die durch eine mechanische Kraft angetrieben werden können, mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von mehr als 6 km/h, aber nicht mehr als 25 km/h, und mit einer Höchstmasse von mehr als 25 kg;
 - Monowheels, Segways, Elektroroller und Hoverboards mit einer Höchstgeschwindigkeit von 45 km/h. Mopeds der Kategorie A und B bleiben ausgeschlossen.

Unterliegt Ihre Haftung für die oben genannten Fahrzeuge und Fortbewegungsmittel der Kraftfahrzeug-Haftpflichtversicherungspflicht nach ausländischem Recht, wird die Deckung gemäß dieser Gesetzgebung erweitert, soweit es sich auf ein Land bezieht, das in dem von uns ausgestellten Versicherungsnachweis aufgeführt ist.

- e. Schiffe oder Wasserfahrzeuge. Schäden, die von Segelschiffen, deren Gewicht 300 kg überschreitet oder von motorisierten Wasserfahrzeugen (inklusive Motorboote) mit einer höheren Leistung als 8 KW, verursacht werden, sind nur gedeckt, wenn sie einem Dritten gehören und nur wenn:
- Sie als Fahrgast haften oder
 - Sie sie gelegentlich, für eine Dauer von max. 48 h, als autorisierter Fahrer nutzen und sofern sie nicht oder nicht ausreichend haftpflichtversichert sind.

In beiden Fällen kann es sich nicht um Schäden handeln, die im Rahmen von Wetten, Herausforderungen oder Taten, die offenkundig waghalsig sind, eintreten, es sei denn, der Versicherte diese Handlungen zur Rettung von Personen, Gütern oder zur Wahrung von Interessen durchgeführt hat. Als offenkundig waghalsige Handlung wird eine Handlung betrachtet, bei der der Verursacher sich ohne triftigen Grund absichtlich oder fahrlässig einer Gefahr aussetzt, derer er sich hätte bewusst sein müssen.

2. Wir versichern Sie unter anderem:

- a. bei *Personenschäden*, die Dritten (im Sinne des vorliegenden Vertrags) durch Fahren eines Kraftfahrzeugs, das Ihnen anvertraut wurde, gemäß dem Gesetz, wenn dieser Dritte vom Kraftfahrzeugversicherungsvertrag für das entsprechende Fahrzeug ausgeschlossen ist;
- b. bei Schäden, die durch einen Versicherten verursacht werden, der ein Landkraftfahrzeug, das einer gesetzlichen Pflichtversicherung unterliegt oder ein Schienenfahrzeug, ohne das gesetzlich vorgeschriebene Alter dafür zu haben und ohne das Wissen seiner Eltern oder der Personen, die das Sorgerecht für ihn haben, bewegt, manövriert oder fährt. *Sachschäden* an einem Fahrzeug, das von Dritten geliehen wurde, sind versichert, wenn das Fahrzeug ohne Wissen des Halters genutzt wurde (Joyriding).

3. Wir versichern folgendermaßen verursachte Schäden nicht:

- a. andere als die in Artikel 1 genannten Kraftfahrzeuge oder mit einem Motor ausgestatteten Fahrzeuge;
- b. Schäden durch Luftfahrzeuge (d. h. motorisierte oder propellergetriebene Luftfahrzeuge für den Transport von Personen oder Güter auf dem Luftweg).

4. Wenn wir im Rahmen der gesetzlich vorgeschriebenen Kraftfahrzeug-Haftpflichtversicherung für die Geschädigten intervenieren müssen (z. B. bei einem Unfall in Belgien mit einem unter Artikel 6.1.d. genannten Kraftfahrzeug), haben wir einen Regressanspruch, unabhängig von jedem anderen Rechtsanspruch, der ihnen zustehen könnte, gegenüber den nachstehend genannten Personen und in folgenden Fällen. Der Regress betrifft die Nettoausgaben und zwar die Hauptentschädigung, Gerichtskosten und die Zinsen, abzüglich möglicher Selbstbeteiligungen und der Beträge, die er zurückzufordern konnte.

Der Regress ist wie folgt festgelegt:

- wenn die Nettoausgaben nicht höher sind als 11.000 Euro, kann der Regress in vollem Umfang erfolgen;
- wenn die Nettoausgaben höher sind als 11.000 Euro, wird dieser Betrag um die Hälfte der Beträge, die 11.000 Euro übersteigen, erhöht. Der Regress darf einen Betrag in Höhe von 31.000 Euro nicht überschreiten.

Wir haben ein Regressrecht gegen den Versicherungsunternehmer im Falle einer Aussetzung der vertraglichen Garantie aufgrund einer Nichtzahlung der Prämie.

Wir haben ein Regressrecht gegen den Versicherten, als Schadenverursacher:

- wenn dieser mindestens 16 Jahre alt ist und den Schaden vorsätzlich verursacht hat. Dieser Regress wird in vollem Umfang ausgeübt und unterliegt nicht der vorstehend vorgesehenen Beschränkung;
- wenn dieser mindestens 18 Jahre alt ist und den Schaden aufgrund einer der folgenden grob fahrlässigen Handlungen verursacht hat: Fahren im betrunkenen Zustand oder einem ähnlichen Zustand, der auf die Verwendung von anderen Produkten als alkoholische Getränke zurückzuführen ist.

Wir haben ein Regressrecht gegen den *Versicherungsnehmer* und gegebenenfalls gegen den Versicherten, der *nicht der Versicherungsnehmer* ist, in Höhe des Anteils der individuellen Haftung, sofern wir unsere Leistungen gemäß dem Gesetz oder dem Versicherungsvertrag hätten verweigern oder reduzieren können, wenn das Fahrzeug, zum Zeitpunkt des Schadenseintritts, von einer Person gefahren wurde, die nicht über einen Führerschein verfügt oder von einer Person, die das Recht zum Fahren eines Fahrzeugs verwirkt hat. Das Regressrecht gilt jedoch nicht, wenn die Person, die das Fahrzeug im Ausland fährt, die gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen und die örtlichen Regelungen für das Fahren des Fahrzeugs eingehalten hat und nicht in Belgien das Recht zu fahren verwirkt hat. In diesem Fall bleibt das Regressrecht erhalten.

Artikel 7. Sportliche Aktivitäten und Freizeit

Wir versichern Sie bei Schäden, die entstanden sind:

- a. durch die ausschließliche Verwendung von Modellflugzeugen als Freizeitgestaltung oder Sport (einschließlich Drohnen, deren Höchstgewicht beim Start geringer als 150 kg ist), sofern sie nicht in einem Umkreis von 3 km um Flughäfen oder zivile und militärische Flugplätze fliegen und sie nicht über Industrieanlagen, Gefängnisse, LNG-Terminals, Atomkraftwerke oder öffentliche Menschenansammlungen im Freien fliegen;
- b. von den versicherten Kindern, anlässlich von Dienstleistungen, selbst gegen Vergütung;
- c. durch Tätigkeiten, die im Rahmen von Kultur-, Jugend- und Sportorganisationen oder gleichgestellten Organisationen ausgeübt werden und für die Sie haftpflichtig sind;
- d. durch Tätigkeiten als Freiwilliger in einem nicht eingetragenen, gemeinnützigen Verein oder für eine juristische, private oder öffentliche Person, für die Sie persönlich haften;
- e. im Rahmen Ihrer Funktion als Organisator einer privaten Veranstaltung - mit Ausnahme der Organisation einer Jagd;
- f. durch motorisierte Werkzeuge, die zu privaten Zwecken auf einem Privatgelände oder in unmittelbarer Umgebung verwendet werden;
- g. bei Ihrer Teilnahme an einer Jagd, ausschließlich als Treiber. Hierbei ist auch die Haftpflicht für Ihre Hunde abgedeckt. Hiervon ausgeschlossen sind Schäden durch Schuss- oder andere Waffen.

Artikel 8. Entgeltliche Kinderbetreuung

Abweichend von Artikel 2 der vorliegenden allgemeinen Bedingungen decken *wir* Ihre vertragliche oder außervertragliche Haftpflicht, wenn Sie die Betreuung von maximal 5 Kindern Dritter (Vollzeitäquivalent) gegen ein Entgelt übernehmen.

Wir versichern Sie sowohl bei Schäden, die durch die betreuten Kinder verursacht werden als auch bei Schäden, die den betreuten Kindern entstehen.

Artikel 9. Vereinsarbeit - Dienstleistungen von Bürgern zu Bürgern und Dienstleistungen im Rahmen der Sharing Economy

Wir versichern Sie bei außervertraglichen Schäden, die Dritten während der Ausübung einer Tätigkeit als Vereinsarbeiter oder während der Durchführung von Dienstleistungen im Rahmen einer Dienstleistung von Bürgern zu Bürgern oder einer Dienstleistung im Rahmen der Sharing Economy entstehen.

Vereinsarbeit, Nebentätigkeiten und Dienstleistungen im Rahmen der Sharing Economy, für die Sie eine Vergütung erhalten, gelten immer als privat, wenn sie die Bedingungen des (inzwischen aufgehobenen) Gesetzes vom 18. Juli 2018 zur Belegung der Wirtschaft und zur Stärkung des sozialen Zusammenhalts erfüllen, das teilweise durch das Gesetz vom 20. Dezember 2020 über verschiedene Steuer- und Betrugsbekämpfungsvorschriften und das Gesetz vom 24. Dezember 2020 über die Vereinsarbeit im Besonderen, ersetzt wurde:

- a. Die im Rahmen von Tätigkeiten als Vereinsarbeiter oder von Bürgern zu Bürgern erbrachten Dienstleistungen müssen im Online-Dienst „Zusätzliche Tätigkeiten“ angezeigt werden. Dienstleistungen im Rahmen der Sharing Economy, können nur im Rahmen von Vereinbarungen erbracht werden, die über eine von einer öffentlichen Behörde zugelassene oder organisierte elektronische Plattform geschlossen werden;
- b. Das erzielte Einkommen für alle erbrachten Tätigkeiten und Dienstleistungen darf die gesetzlich vorgeschriebenen Summen nicht überschreiten. Die Höchstgrenze wird jährlich anhand eines Indexes gemäß der automatischen Indexierung der Einkommensbesteuerung festgelegt;
- c. Die Tätigkeiten und Dienstleistungen werden ausschließlich von und für Privatpersonen, die nicht im Rahmen ihrer beruflichen Tätigkeit handeln, erbracht.

Artikel 10. Freiwillige Hilfeleistung durch Dritte

Wir versichern Sie bei Schäden, die von einem Dritten erlitten werden, der sich im Rahmen Ihres Privatlebens und im Falle einer drohenden Gefahr kostenlos und nicht gewerblich an Ihrer Rettung und/ oder der Rettung Ihrer versicherten Güter beteiligt hat.

Diese Versicherung gilt, selbst wenn Sie nicht gegenüber dem geschädigten Dritten haften. Wir leisten, sofern der Geschädigte keine Entschädigung von einer anderen öffentlichen oder privaten Stelle erhalten kann.

3. Allgemeine Ausschlüsse

Artikel 11. Wir decken nicht

1. Die persönliche Haftpflicht eines Versicherten, der das 18. Lebensjahr erreicht hat, bei Schadensfällen, die aufgrund einer der folgenden grob fahrlässigen Handlungen verursacht wurden: Trunkenheit oder ein ähnlicher Zustand, der auf die Verwendung von anderen Produkten als alkoholische Getränke zurückzuführen ist, Gewalttaten gegenüber Menschen;
2. die persönliche Haftpflicht des Versicherten, der das 16. Lebensjahr erreicht hat
 - a. bei vorsätzlich herbeigeführten Schäden;
 - b. bei Terroranschlägen.

Bei einem vorsätzlich verursachten Schaden oder einem Terrorakt:

- Wenn wir gemäß Artikel 151 § 2 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen gegenüber einem Geschädigten zur Leistung verpflichtet sind, haben wir einen Regressanspruch gegenüber dem minderjährigen Versicherten, der das 16. Lebensjahr vollendet hat, unabhängig von allen anderen Ansprüchen, die diesem möglicherweise zustehen;
- Wenn Sie als Sorgeberechtigter für den Minderjährigen (Eltern, Adoptiveltern, Vormund, Pflegeeltern) aufgrund von Artikel 1384 § 2 altes Zivilgesetzbuch - Artikel 6.12 Zivilgesetzbuch - haftbar gemacht werden könnten, bleibt Ihre Haftung versichert. Wir behalten jedoch einen Regressanspruch gegen den Verursacher des Schadensfalls.

In beiden Fällen beschränkt sich unser Regress auf den Verursacher des Schadens auf 10.000 Euro, außer in Anwendung von Artikel 6.4.

3. Schäden an beweglichen und unbeweglichen Gütern, die Sie in Verwahrung haben, mit Ausnahme von Schäden, die in den folgenden Artikeln aufgeführt sind:
 - Artikel 4.B.: Vorübergehende Aufenthalte
 - Artikel 5.A. und 5.B: Tiere;
 - Artikel 6.2.b: Joyriding.
4. Schäden oder Verschlimmerung von Schäden verursacht durch Änderungen der Atomkernstruktur, durch nukleare oder radioaktive Produkte oder durch sonstige ionisierende Strahlungsquellen;
5. Schäden, die sich aus der Haftpflicht, die einer gesetzlichen Pflichtversicherung unterliegt, ergeben, mit Ausnahme von Schäden:
 - gemäß Artikel 6.1.b, c und d
 - gemäß Artikel 6.2.a und 6.2.b („Joyriding“);
 - gemäß Artikel 7.a [Drohnen];
 - die als Freiwilliger im Rahmen des Gesetzes vom 3. Juli 2005 über die Rechte von Freiwilligen verursacht wurden;
 - die im Rahmen von Vereinsarbeit, Nebenjobs oder Dienstleistungen im Rahmen der Sharing Economy gemäß dem (inzwischen aufgehobenen) Gesetz vom 18. Juli 2018 zur Belebung der Wirtschaft und zur Stärkung des sozialen Zusammenhalts verursacht wurden, teilweise ersetzt durch das Gesetz vom 20. Dezember 2020 über verschiedene Steuer- und Betrugsbekämpfungsvorschriften und das Gesetz vom 24. Dezember 2020 über die Vereinsarbeit;
6. Schäden, die aus gradueller Verschmutzung entstehen (auf der Grundlage der Kombination der Artikel 3.50 und 3.101 des Zivilgesetzbuches). Wir versichern auch nicht die Vorbeugungsmaßnahmen, um eine wie im Art. 3.102 des Zivilgesetzbuchs beschriebene übermäßige Störung der Nachbarschaft vorzubeugen.
7. Vom Versicherungsschutz ausgeschlossen sind:
 - dringende Maßnahmen, die ein Geschädigter ergreift, um einen drohenden Schaden oder die Verschlimmerung eines Schadens, für den Sie haften könnten, abzuwenden (Art. 6.28 Zivilgesetzbuch);
 - eine zusätzliche Entschädigung, die einem Geschädigten von einem Gericht zugesprochen wird, wenn Sie vorsätzlich und in Gewinnerzielungsabsicht ein Persönlichkeitsrecht des Geschädigten verletzt oder seine Ehre oder seinen Ruf geschädigt haben (Art. 6.31 §3 Zivilgesetzbuch);
 - Kosten, die aufgrund eines Gerichtsbeschlusses oder einer einstweiligen Verfügung gegen Sie entstehen, wenn ein Verstoß gegen eine Rechtsnorm, die ein bestimmtes Verhalten vorschreibt, festgestellt wurde oder unmittelbar bevorsteht (Art. 6.40 Zivilgesetzbuch).

Kapitel 2. Verpflichtungen im Schadensfall

Artikel 12. Ihre Verpflichtungen

Bei einem Schadensfall müssen Sie:

- a. von jeglicher Haftungsanerkennung, jeglichem Vergleichsabschluss, jeder Schadenbewertung, jeder Bezahlung oder jedem Entschädigungsversprechen Abstand nehmen. Die reine Anerkennung der Tatsachen oder das Leisten der ersten finanziellen Hilfe und das Leisten von sofortiger medizinischer Hilfe werden nicht als eine Haftungsanerkennung angesehen;
- b. uns unverzüglich alle Beweisstücke der Schäden und alle Dokumente bezüglich des Schadensfalls zukommen lassen. Alle Vorladungen, und im Allgemeinen alle gerichtlichen und außergerichtlichen Schriftstücke müssen uns sofort nach ihrer Abgabe oder Zustellung zur Verfügung gestellt werden;
- c. auf den Sitzungen erscheinen, sich allen von den Gerichten verordneten Untersuchungsmaßnahmen unterwerfen und alle von uns geforderten Prozesshandlungen vollziehen.

Gemäß dem Entschädigungsgrundsatz müssen die Kosten zu Lasten von Dritten zurückerstattet und die Rechtskostenerstattung an uns zurückgezahlt werden.

Artikel 13. Unsere Verpflichtungen

Von dem Augenblick an, in dem *wir* zur Leistung verpflichtet sind, und insofern diese in Anspruch genommen wird, verteidigen *wir* Sie innerhalb der Grenzen der Deckung.

Hinsichtlich der zivilrechtlichen Interessen und insofern Ihre und unsere Interessen zusammenfallen, haben *wir* das Recht, die Forderung des Benachteiligten an Ihrer Stelle abzustreiten. *Wir* können Letzteren vergüten, wenn dazu Grund besteht.

Unsere Intervention beinhaltet keinerlei Anerkennung Ihrer Haftung und darf Ihnen auch keinerlei Schaden zufügen.

ABTEILUNG 2. FAKULTATIVE PRIVATLEBEN-RECHTSSCHUTZGARANTIE



Diese Versicherung wird durch eine zusätzliche Prämie erworben, sofern sie in den Besonderen Bedingungen aufgeführt ist.

Artikel 14. Versicherte [= Sie] & Dritte

A. Die Versicherten

Wenn wir im Folgenden von „Sie“ sprechen, meinen wir damit die folgenden versicherten Personen:

1. der *Versicherungsnehmer* mit Hauptwohnsitz in Belgien;
2. Personen, die im Haushalt des *Versicherungsnehmers* wohnen
 - a. und die an dem Familienleben des *Versicherungsnehmers* teilnehmen und in dessen Familien integriert sind; oder
 - b. als *Cohousers* in einer *Wohneinheit* mit bis zu 5 Schlafzimmern und 10 Personen;

Sie behalten den Status eines Versicherten, wenn sie sich vorübergehend woanders aufhalten. Aufenthalte in einem Erholungs- oder Pflegeheim können dauerhaft sein.

Außerdem bleibt der Versichertenstatus den vorstehend unter den Punkten 1 und 2.a. genannten Personen erhalten:

- 12 Monate, wenn sie den Hauptwohnsitz des *Versicherungsnehmers* endgültig verlassen;
- 60 Tage ab dem Umzug, wenn sie ins Ausland ziehen;

Die in Punkt 2.b. genannten *Cohousers* behalten den Status des Versicherten für einen Monat nach dem endgültigen Auszug aus *der* mit dem *Versicherungsnehmer* geteilten *Wohneinheit*.

3. die Kinder des *Versicherungsnehmers* und/oder seines Lebenspartners, die nicht mehr bei ihm leben, aber noch von ihm unterhalten werden, und zwar bis zur Vollendung des 25. Lebensjahres.

B. „Dritte“

Alle anderen Personen als die Versicherten.

Kapitel 1. Allgemeine Beschreibung der Garantie

Artikel 15. Zweck der Garantie

Zweck dieser Garantie ist die Erbringung von Dienstleistungen [Beratung, Inverzugsetzung einer Gegenpartei, Abfassung einer Klage usw.] und die Deckung von Honoraren und Kosten [Sachverständige, Rechtsanwälte, Gerichtskosten usw.], damit Sie Ihre Rechte bei einem Schadensfall im Rahmen Ihres Privatlebens entweder als Beklagter [z. B. bei einer Strafverteidigung] oder als Kläger zur Rückforderung des erlittenen Schadens [z. B. bei einem zivilrechtlichen Regress oder einem vertraglichen Streitigkeit] geltend machen kann, wie nachstehend näher erläutert.

Unser Ziel ist es, den Schadensfall durch eine gütliche Einigung, d.h. ohne Einleitung eines Verfahrens, zu lösen. *Wir* akzeptieren keinen Vorschlag, ohne ihn Ihnen zu unterbreiten.

Wenn *wir* feststellen, dass ein Verfahren zur Wahrung Ihrer Interessen erforderlich ist, werden *wir* Sie bitten, einen Anwalt Ihrer Wahl zu benennen.

Artikel 16. Wo und wann gilt diese Garantie?

Wir leisten Versicherungsschutz bei Schadensfällen im Privatleben, außerhalb jeglicher beruflichen Tätigkeit, einschließlich folgender Schadensfälle:

- auf dem Weg zur und von der Arbeit;
- bei gelegentlicher Obhut und entlohnter Betreuung von Kindern von Dritten;
- bei ehrenamtlicher Arbeit, sogar gegen geringes Entgelt;
- bei von den versicherten Kindern während der Schulferien oder Freizeit geleisteten vergüteten Dienstleistungen.

Unsere Leistung gilt weltweit, es sei denn, die Länder, in denen der Schadensfall eintreten muss, um Anspruch auf unsere Leistung zu haben, sind unten für eine bestimmte Leistung ausdrücklich genannt.

Artikel 17. Was verstehen wir unter einem Schadensfall?

ein Schadensfall ist die Situation, in der Sie uns um Rechtsschutz für eine Forderung ersuchen, die Sie als Kläger einreichen möchten, oder für Ihre Verteidigung als Beklagter in einer Klage gegen Sie.

Wir gewähren eine Leistung nur, wenn die folgenden 2 Bedingungen zusammen erfüllt sind:

- der Schadensfall fällt unter eine der unten aufgeführten Leistungen, die Sie als Versicherter bei der Anzeige geltend machen können,
- und der Ursprung des Schadensfalls fällt in die Garantiezeit.

Für die verschiedenen Leistungen gelten die folgenden Fakten als Ursprung des Schadensfalls:

Leistung	Ursprung des Schadensfalls
Zivilrechtlicher Regress [Art. 18]	Datum des schädigenden Ereignisses
Schäden, die durch ärztliche Kunstfehler verursacht wurden [Art. 19]	
Schäden durch einen Vertragspartner [Art. 20]	
Vorschuss auf einen Schadensersatz inkl. Selbstbeteiligung [Art. 21]	
Insolvenzklausele [Art. 22]	Datum des Arbeitswegeunfalls
Streitfall Arbeitsunfallversicherer [Art. 23]	
Vertragliche Streitigkeiten mit dem Haftpflichtversicherer und zivilrechtliche Verteidigung bei einer Haftpflichtstreitigkeit [Art. 24]	Datum des schädigenden Ereignisses
Anfechtung KVS-Bußgeld/KVS-Mediation [Art. 25]	Datum der Zuwiderhandlung
Unterstützung bei der ersten Vernehmung [Art. 26]	Datum des Straftatbestands
Strafrechtliche Verteidigung [Art. 27]	
Kautions für die vorläufige Freilassung [Art. 28]	Datum des Verschwindens
Kosten für die Suche nach vermissten Kindern [Art. 29]	

Werden als ein und derselbe Schadensfall innerhalb desselben Vertrags betrachtet:

- die Forderung(en) von oder gegen mehrere Versicherte, die auf demselben Fakt beruhen;
- die Forderung(en) eines Versicherten, die auf mehreren miteinander zusammenhängenden Fakten beruht (beruhen), wobei der Schadensfall als am Tag des ersten Ereignisses eingetreten gilt.

Wenn wir nachweisen können, dass Sie zum Zeitpunkt des Abschlusses der Garantie von den Ereignissen, Fakten oder Handlungen, die dem Antrag auf Prozesskostenhilfe zugrunde liegen, wussten oder vernünftigerweise hätten wissen können, haften wir nicht für die Leistung in diesem Zusammenhang.

Kapitel 2. Welche Leistungen erbringen wir?

Artikel 18. Von einem Dritten außerhalb eines Vertrages verursachte Schäden (zivilrechtlicher Regress)

Haben Sie einen Personen- und/oder *Sachschaden* in Ihrem *Privatleben durch* einen identifizierten Dritten erlitten, mit dem Sie keine vertragliche Beziehung haben, und steht dieser Schaden in keinem Zusammenhang mit der Erfüllung eines Vertrags zwischen Ihnen und diesem Dritten oder dessen Erfüllungsgehilfen, beläuft sich unsere Intervention auf bis zu 90.000 Euro, um eine Entschädigung von diesem Dritten oder seinem Versicherer auf folgender Grundlage zu erhalten:

- Artikel 1382 bis 1386bis des alten Zivilgesetzbuchs für schädigende Handlungen, die vor dem 1. Januar 2025 eingetreten sind;
- Artikel 6.5, 6.6, 6.11 bis 6.14, 6.16 und 6.17 des Zivilgesetzbuchs für schädigende Handlungen, die ab dem 1. Januar 2025 eingetreten sind;
- Artikel 3.101 des Zivilgesetzbuchs (übermäßige Nachbarschaftsstörungen). Für eine Klage auf der Grundlage von Artikel 3.102 des Zivilgesetzbuchs (Verhinderung übermäßiger Nachbarschaftsstörungen) bieten wir keine Leistung an.
- von Artikel 29a (schwache Verkehrsteilnehmer) des Gesetzes vom 21. November 1989;
- das Gesetz vom 30. Juli 1979 über die Brand- und Explosionsverhütung

oder auf der Grundlage ähnlicher Bestimmungen nach ausländischem Recht.

Wenn Sie auf der oben genannten Grundlage einen Schaden an Ihrem Hauptwohnsitz in Belgien geltend machen, leisten wir auch Versicherungsschutz für die Beseitigung der Schadensursache.

Auf der vorgenannten Grundlage leisten wir auch dann Versicherungsschutz, wenn Sie durch den Tod eines anderen Versicherten, eines Blutsverwandten oder eines Verwandten bis zum vierten Grad (und analog bei gesetzlich zusammenwohnenden Partnern), einen Schaden erleiden, auch wenn es sich nur um einen moralischen Schaden handelt.

Bei Personenschäden spielt es keine Rolle, ob diese außerhalb eines Vertrages oder im Rahmen eines Vertrages eintreten, Schäden durch Kunstfehler oder medizinische Unfälle sind jedoch nur durch Artikel 19 gedeckt.

Wir leisten auch Versicherungsschutz, wenn Sie beim Ausschuss für die finanzielle Unterstützung von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten eine Klage wegen Gewalttaten eines Dritten einreichen wollen.

Wir leisten keinen Versicherungsschutz, wenn wir nachweisen können, dass der Schaden auf einen der folgenden Fälle von grober Fahrlässigkeit (Verlust des Versicherungsschutzes) zurückzuführen ist: Sie befanden sich in einem Zustand der Trunkenheit, einer strafbaren Alkoholvergiftung oder einem damit vergleichbaren Zustand, der durch die Verwendung anderer Produkte verursacht wurde.

Wenn wir aufgrund der Feststellungen eines Gerichtsvollziehers nachweisen, dass der identifizierte Dritte, gegen den Sie einen Entschädigungsanspruch geltend machen wollen, zahlungsunfähig ist und sich nicht auf die Leistung eines Haftpflichtversicherers berufen kann, übernehmen wir keine Verfahrens- oder Anwaltskosten, sondern bieten Ihnen eine Intervention an, wie nachstehend unter Punkt 22 (Insolvenzklausele) vorgesehen. Die Intervention für Verfahren vor dem Ausschuss zur finanziellen Unterstützung von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten für von Dritten begangene Gewalttaten wird beibehalten.

Artikel 19. Schäden aufgrund eines Kunstfehlers oder eines medizinischen Unfalls

Wir leisten Versicherungsschutz bis zu 90.000 Euro, wenn Sie eine Entschädigung für Schäden infolge eines Kunstfehlers oder eines medizinischen Unfalls erhalten möchten, die von einem Arzt, einer Gesundheitseinrichtung oder einem paramedizinischen Beruf verursacht wurden, und zwar für

- Personenschäden eines Versicherten oder
- Tod eines anderen Versicherten oder Blutsverwandten oder Verwandten bis zum vierten Grad (bzw. analog bei gesetzlich zusammenwohnenden Partnern).

Bei ästhetischen Eingriffen beschränkt sich unsere Leistung auf solche Eingriffe, die in der Europäischen Union, in Andorra, Großbritannien und Irland und den Britischen Inseln, Island, Liechtenstein, Monaco, Norwegen, San Marino, Vatikanstadt und der Schweiz vorgenommen wurden.

Unsere Leistung gilt auch für Verfahren beim Fonds für medizinische Unfälle.

Artikel 20. Schäden durch einen Vertragspartner oder dessen Hilfspersonen

Wir leisten Versicherungsschutz bis zu 30.000 Euro, wenn bei der Ausführung eines von Ihnen gewünschten Auftrags im Rahmen Ihres Privatlebens in Belgien ein Schaden durch Ihren Vertragspartner oder dessen Hilfspersonen verursacht wurde und Sie von Ihrem Vertragspartner oder dessen Hilfspersonen außervertraglich eine Entschädigung für *Sachschäden ab 500 Euro an Gütern*, die nicht selbst Gegenstand der Vertragsausführung waren, verlangen möchten.

Wenn es sich um eine vertragliche Streitigkeit mit einer staatlich anerkannten oder organisierten Plattform im Rahmen der Sharing Economy handelt, bieten wir eine *Leistung* bis zu 2.500 Euro an, wobei unsere Intervention den strittigen Betrag nicht übersteigen darf.

Wenn wir aufgrund der Feststellungen eines Gerichtsvollziehers nachweisen, dass der identifizierte Dritte, gegen den Sie einen Entschädigungsanspruch geltend machen wollen, zahlungsunfähig ist und sich nicht auf die Leistung eines Haftpflichtversicherers berufen kann, übernehmen wir keine Verfahrens- oder Anwaltskosten, sondern bieten Ihnen eine Intervention an, wie nachstehend unter Punkt 22 (Insolvenzklausele) vorgesehen.

Artikel 21. Vorauszahlung auf die Entschädigung (einschließlich der Selbstbeteiligung)

Wir zahlen bei einem Schadensfall, der durch diese Garantie gedeckt ist, auf Ihr Ersuchen einen Vorschuss von bis zu 20.000 Euro auf den zugesprochenen, unbestrittenen Entschädigungsbetrag einschließlich einer etwaigen Selbstbeteiligung zu Lasten des haftenden identifizierten Dritten, wenn die Haftung des identifizierten Dritten und die Leistung seines Haftpflichtversicherers bestätigt werden.

Erfolgt keine Leistung eines Haftpflichtversicherers für den identifizierten haftenden Dritten, dann leisten *wir im Falle* eines unter diese Garantie fallenden Schadensfalls auf Ihren Wunsch einen Vorschuss von bis zu 20.000 Euro auf den zugesprochenen, unbestrittenen Entschädigungsbetrag einschließlich einer etwaigen Selbstbeteiligung zu Lasten des haftenden identifizierten Dritten, wenn wir mit dem identifizierten haftenden Dritten eine schriftliche Vereinbarung über dessen Haftung und die Höhe der Entschädigung getroffen haben.

Mit der Zahlung des Vorschusses treten wir in Ihre Rechte und Ansprüche gegenüber dem haftpflichtigen Dritten und dessen Versicherungsgesellschaft in dieser Höhe ein. Wenn *wir* den Vorschuss nicht zurückerhalten können oder der Vorschuss von uns zu Unrecht gezahlt wurde, sind Sie gehalten, uns den von uns gezahlten Vorschuss auf unsere erste Aufforderung hin zurückzuzahlen.

Wenn mehrere Versicherte die Leistung in Anspruch nehmen können, und wenn der Gesamtbetrag der Schäden 20.000,00 Euro pro Schadensfall übersteigt, wird die Vorauszahlung bevorzugt dem *Versicherungsnehmer* ausgezahlt, dann seinem zusammenwohnenden (Ehe)Partner, dann seinen Kindern, und schließlich den anderen Versicherten, entsprechend Ihren jeweiligen Schäden.

Artikel 22. Der haftende Dritte ist zahlungsunfähig (Insolvenzklausele)

Wir leisten keinen Versicherungsschutz, um eine Forderung gegenüber einem potenziell haftenden Dritten geltend zu machen, wenn sich aus den über einen Gerichtsvollzieher eingeholten Informationen ergibt, dass der potenziell haftende Dritte zahlungsunfähig ist. Wir zahlen jedoch die von diesem Dritten zu leistende Entschädigung bis zu einem Betrag von 15.000 Euro je Schadensfall, der durch diese Garantie gedeckt ist.

Unsere Leistung für alle Verfahren vor dem Ausschuss für die finanzielle Unterstützung von Opfern vorsätzlicher Gewalttaten bleibt beibehalten.

Im Rahmen eines vertraglichen Streitfalls mit einer Sharing-Plattform ist unsere Intervention bei Insolvenz auf 2.500 Euro pro Schadensfall begrenzt.

Artikel 23. Streitigkeit mit Ihrem Arbeitsunfallversicherer

Wir gewähren eine Leistung bis zu einem Betrag von 90.000 Euro, wenn Sie nach einem Unfall auf dem Weg zur oder von der Arbeit (Arbeitswegeunfall) einen Streitfall mit Ihrem Arbeitsunfallversicherer haben.

Artikel 24. Vertragsstreitigkeiten mit Ihrem Privathaftpflichtversicherer und zivilrechtliche Verteidigung bei Interessenkonflikten mit Ihrem Privathaftpflichtversicherer

Wir leisten Versicherungsschutz bis zu einem Betrag von 90.000 Euro, um Ihre Interessen in allen Streitigkeiten mit Ihrem Privathaftpflichtversicherer zu verteidigen, die sich aus der Auslegung oder Anwendung der Versicherungsbedingungen der Privathaftpflichtgarantie ergeben, einschließlich Ihrer zivilrechtlichen Verteidigung im Falle eines Anspruchs eines Dritten gegen Sie im Rahmen der außervertraglichen Haftungsbestimmungen, wenn ein Interessenkonflikt mit Ihrem Privathaftpflichtversicherer besteht.

Artikel 25. Anfechtung einer kommunalen Verwaltungssanktion [KVS-Bußgeld]/KVS-Mediation

Wir leisten Versicherungsschutz bis zu einem Höchstbetrag von 15.000 EUR für Ihre Anfechtung einer in Belgien im Rahmen Ihres Privatlebens verhängten kommunalen Verwaltungssanktion, auch bekannt als KVS-Bußgeld, oder KVS-Mediation, es sei denn, dieses Bußgeld liegt unter 250 Euro oder es handelt sich um einen städtebaulichen Verstoß.

Artikel 26. Sie werden als Beklagter zu einer ersten Anhörung vorgeladen [Salduz]

Im Rahmen einer strafrechtlichen Ermittlung gegen Sie im Bereich Ihres Privatlebens wird die Deckungsgrenze von 90.000 Euro für die Strafverteidigung (siehe Artikel 27 unten) bis zu einem Höchstbetrag von 1.000 Euro pro versicherter Person für die Honorare Ihres Anwalts für die vertrauliche Beratung vor der ersten Anhörung und den Beistand bei der ersten Anhörung, jedoch nur, wenn es sich um ein Verkehrsdelikt oder eine nicht vorsätzliche Straftat (wie z. B. Verstöße gegen die Straßenverkehrsordnung oder das Straßenverkehrsgesetz oder nicht vorsätzliche Schläge und Verletzungen) handelt, die mit einer Freiheitsstrafe (z. B. einer Gefängnisstrafe) geahndet wird.

Wir leisten keinen Versicherungsschutz, wenn Ihnen im Rahmen der strafrechtlichen Ermittlungen ein Verbrechen oder ein korrekionalisierbares Verbrechen vorgeworfen wird.

Bei Vergehen, bei denen eine Intervention zur Strafverteidigung nur im Falle eines rechtskräftigen Freispruchs, Freispruchs ohne Anklage oder Verjährung vorgesehen ist, gilt die Intervention für die vertrauliche Beratung vor der ersten Anhörung und die Unterstützung während dieser Anhörung bis zu einem Höchstbetrag von 1.000 Euro auch danach nur im Falle eines rechtskräftigen Freispruchs, Freispruchs ohne Anklage oder Verjährung.

Artikel 27. Sie haben eine strafrechtliche Vorladung erhalten [strafrechtliche Verteidigung]

Wir leisten Versicherungsschutz bis zu einem Betrag von 90.000 Euro für Ihre Strafverteidigung, wenn Sie strafrechtlich verfolgt werden und sich vor einem Ermittlungsgericht in Strafsachen oder einem Strafgericht in Strafsachen wegen Verkehrsdelikten verantworten müssen oder bei nicht vorsätzlichen Straftaten im Rahmen Ihres Privatlebens (wie z. B. die Straßenverkehrsordnung oder das Straßenverkehrsgesetz oder nicht vorsätzliche Schläge und Verletzungen) oder ähnliche Bestimmungen nach ausländischem Recht.

Bei *Vergehen*, die nicht unter die bereits erwähnten Verstöße fallen, wird die Leistung für Sie nur bei einem rechtskräftigen Freispruch, einer rechtskräftigen Einstellung des Verfahrens oder einer endgültigen Verjährung gewährt. Die Entscheidung über die Ablehnung der Leistung kann sich daher je nach Ausgang des Verfahrens (Freispruch oder erneute Feststellung des Sachverhalts) ändern.

Für minderjährige Versicherte, die das 16. Lebensjahr noch nicht vollendet haben, gilt unsere Leistung für die strafrechtliche Verfolgung einer als Straftat definierten Handlung.

Wird eine Deckung für die strafrechtliche Verteidigung eines minderjährigen Versicherten erworben, so besteht auch Deckung für Ihre Verteidigung in Ihrer Eigenschaft als zivilrechtlich haftender Sorgeberechtigter für diesen Minderjährigen (Eltern, Adoptiveltern, Vormund, Pflegeeltern).

Wir leisten auch Versicherungsschutz:

- bei einer Strafvermittlung auf Antrag des Staatsanwalts nach einem o.a. Verstoß;
- bei einem einmaligen Antrag auf Widerruf des Erlöschens des Rechts zum Führen eines Kraftfahrzeugs wegen körperlicher oder geistiger Untauglichkeit zu stellen, wenn dieses Erlöschen aufgrund einer Strafverteidigung ausgesprochen wurde, für die wir Versicherungsschutz geleistet haben;
- bei der Einreichung eines Gnadengesuchs oder eines Gesuchs um Rehabilitierung, wenn der Versicherte aufgrund einer Strafverteidigung, bei der wir interveniert haben, zu einer Freiheitsstrafe verurteilt wurde.

Wir leisten keinen Versicherungsschutz:

- im Zusammenhang mit der Verfolgung von Verbrechen oder korrekionalisierbares Verbrechen;
- im Rahmen der Modalitäten der verhängten Strafe, z.B. bei Fällen, die vor der Bewährungskommission oder den Strafvollstreckungsgerichten anhängig sind.

Artikel 28. Kautions für die vorläufige Freilassung

Wenn Sie aufgrund eines im Ausland eingetretenen Schadensfalls, der durch diese Garantie gedeckt ist, in Haft genommen werden und für Ihre Freilassung eine Kautions verlangt wird, gewähren *wir* Ihnen schnellstmöglich unsere persönliche Bürgschaft oder zahlen gegebenenfalls die Kautions bis zu 45.000 Euro.

Wenn Sie die Kautions bezahlt haben, werden *wir* unsere persönliche Bürgschaft an deren Stelle setzen oder, falls dies nicht zulässig ist, Ihnen die gezahlte Kautions zurückerstatten. Auf keinen Fall darf die in diesem Zusammenhang von uns erbrachte Leistung 45.000 Euro pro Schadensfall übersteigen.

Sie müssen, sobald die Kautionssumme freigegeben wird, alle Formalitäten erfüllen, die von ihnen verlangt werden könnten, damit *wir* die Rückzahlung bekommen.

Wenn die von *uns* gezahlte Kautionssumme beschlagnahmt oder gänzlich oder teilweise für die Begleichung einer Geldbuße, eines strafrechtlichen Vergleiches oder von Gerichtskosten im Rahmen eines Strafverfahrens benutzt wird, ist der Versicherte verpflichtet, uns diese Summe bei der ersten diesbezüglichen Aufforderung zu erstatten.

Artikel 29. Kosten für die Suche nach vermissten Kindern

Im Rahmen der Garantiesumme von 90.000 Euro (siehe Artikel 18) ist im Falle des Verschwindens einer versicherten Person unter 16 Jahren, das der Polizei gemeldet wurde, ein Betrag von bis zu 30.000 Euro für Folgekosten vorgesehen:

- die Kosten, die Ihnen im Zusammenhang mit der Suche entstanden sind;
- die Honorare eines Arztes oder Therapeuten für Ihre medizinische und psychologische Betreuung und die des wiedergefundenen Kindes, soweit offensichtlich ein haftpflichtiger Dritte am Verschwinden beteiligt ist;
- die Kosten und Honorare eines Anwalts, den Sie für Ihren Rechtsschutz während der gerichtlichen Ermittlungen wählen. Wir gewähren keinen Versicherungsschutz, wenn ein Versicherter oder ein Familienmitglied des verschwundenen Kindes am Verschwinden beteiligt ist.

Diese Leistung wird nach Ausschöpfung der Leistung(en) der Krankenkasse und/oder einer privaten oder öffentlichen Einrichtung gewährt.

Kapitel 3. Welche Kosten und Honorare werden erstattet?

Artikel 30. Die übernommenen Kosten und Honorare

Im Rahmen eines gedeckten Schadensfalls übernehmen wir die Zahlung der Kosten und Honorare für Ihre Verteidigung bezüglich:

- Gutachten und Untersuchungen;
- Intervention eines Rechtsanwalts;
- Gerichtsverfahren (einschließlich der Verfahrensentzündung, wenn Sie zu deren Zahlung verurteilt werden);
- des Einreichens eines Gnadengesuches oder des Versuches einer Ehrenrettung, wenn Sie zu einer Freiheitsstrafe verurteilt werden.

- sowie die vernünftig dargelegten Kosten für die Reise mit der Eisenbahn oder mit einem Linienflugzeug sowie Aufenthaltskosten (Hotelzimmer + Frühstück), wenn Ihr persönliches Erscheinen als Angeklagter vor einem ausländischen Gericht angeordnet wird.
Wir übernehmen auch die angemessenen Reisekosten mit der Bahn oder einem Linienflugzeug sowie die Kosten für die Unterbringung (Hotelzimmer + Frühstück), wenn Sie als Zeuge vor das ausländische Gericht geladen werden, wo Sie eine strafrechtliche Verfolgung riskieren, wenn Sie der Vorladung nicht nachkommen.

Im Rahmen der Leistung „Kosten für die Suche nach vermissten Kindern“ übernehmen wir ebenfalls die in Artikel 29 beschriebenen Kosten.

Im Falle von Kosten und/oder Honoraren, die sich nicht ausschließlich auf eine versicherte Person im Rahmen eines im Rahmen dieser Garantie gedeckten Schadensfalls beziehen, übernehmen wir nur die gemeinsamen Kosten und/oder Honorare:

- im Verhältnis zwischen der Zahl der Versicherten, für die *wir* eine Leistung anbieten, und der Gesamtzahl der Personen, für die wir keine Leistung anbieten;
- im Verhältnis zwischen der Zahl der straf- oder verwaltungsrechtlichen Verstöße, bei denen *wir* eine Leistung anbieten, und der Gesamtzahl der dem Versicherten zur Last gelegten Verstöße;
- im Verhältnis zwischen dem vom Versicherten geltend gemachten Betrag, für den wir Versicherungsschutz leisten, und dem vom Versicherten insgesamt geltend gemachten Betrag.

Wir übernehmen jedoch nicht:

- die Kosten und Honorare, die von Ihnen akzeptiert wurden, ohne uns im Voraus zu benachrichtigen, außer in begründeten dringenden Fällen;
- die Strafen, Zuschlagszehntel, Vergleiche mit der Staatsanwaltschaft.

Im Falle von übertriebenen Kosten- und Honorarrechnungen verpflichtet sich der Versicherte, die zuständige Behörde oder Gerichtsbarkeit zu bitten, sich zu unseren Lasten über die Kosten- und Honorarrechnungen auszusprechen. Ansonsten behalten wir uns das Recht vor, unsere Intervention zu begrenzen.

Artikel 31. Die versicherten Beträge

Wir garantieren unsere Leistung pro Schadensfall bis zu einem Höchstbetrag von 90.000 Euro, sofern nicht anders angegeben, wie auch in der nachstehenden Tabelle in verkürzter Form dargestellt:

Leistung	Höchstbetrag unserer Leistung
Zivilrechtlicher Regress [Art. 18]	90.000 Euro
Schäden, die durch ärztliche Kunstfehler verursacht wurden [Art. 19]	90.000 Euro
Schäden durch einen Vertragspartner [Art. 20]	30.000 Euro
Vorschuss auf einen Schadensersatz inkl. Selbstbeteiligung [Art. 21]	20.000 Euro
Insolvenzklausele [Art. 22]	15.000 Euro
Streitfall Arbeitsunfallversicherer [Art. 23]	90.000 Euro
Vertragliche Streitigkeiten mit dem Haftpflichtversicherer und zivilrechtliche Verteidigung bei einer Haftpflichtstreitigkeit [Art. 24]	90.000 Euro
Anfechtung KVS-Bußgeld/KVS-Mediation [Art. 25]	15.000 Euro
Unterstützung bei der ersten Vernehmung [Art. 26] [ist Teil des Höchstbetrags von Art. 27]	pro Versicherten 1.000 Euro
Strafrechtliche Verteidigung [Art. 27]	90.000 Euro
Kautions für die vorläufige Freilassung [Art. 28]	45.000 Euro
Kosten im Rahmen der Suche nach verschwundenen Kindern [Art. 29] [ist Teil des Höchstbetrags von Art. 18]	30.000 Euro

Wenn mehrere Versicherte von einem Schadensfall betroffen sind, muss der *Versicherungsnehmer* bestimmen, welcher Vorrang bei Ausschöpfung des Versicherungsbetrags gewährt werden soll.

Artikel 32. Im Zusammenhang stehende Verfahren

Wenn von mehr als fünf verschiedenen, bei uns abgeschlossene Versicherungsverträgen ein Schadensfall im Rahmen desselben Versicherungsfalls gemeldet wird, der dieselbe Verletzung, Tatsache oder dasselbe schadenverursachende Ereignis zugrunde liegt, ist unsere maximale Leistung für externe Kosten, Gebühren und Entschädigungen für alle diese Rechtshilfefälle zusammen auf 1.000.000 Euro begrenzt.

Für die Akten der Prozesskostenhilfe, für die unsere Leistung in Anspruch genommen wird, wird die Aufteilung des oben genannten Betrags von

1.000.000 Euro mit einem Verteilungsschlüssel durchgeführt:

- basierend auf der Anzahl der Akten, und
- im Verhältnis zu der ursprünglich in den einzelnen Versicherungsverträgen für die betreffende Angelegenheit vorgesehenen Garantiegrenze.

Die zu diesem Zeitpunkt erreichte neue Garantiegrenze darf die ursprünglich im einzelnen Versicherungsvertrag für die betreffende versicherte Sache vorgesehene Garantiegrenze nicht überschreiten.

Kapitel 4. Wie nehmen wir Ihre Interessen wahr?

Wir untersuchen gemeinsam die zu treffenden Maßnahmen und unternehmen die notwendigen Schritte zum Erreichen einer gütlichen Einigung. Kein Entschädigungsangebot wird von uns ohne Ihr Einverständnis angenommen.

Artikel 33. Freie Wahl

Wenn zu einem Gerichts- Verwaltungs- oder Schlichtungsverfahren übergegangen werden muss oder immer, wenn sich ein Interessenskonflikt zwischen dem Versicherten und uns ergibt, haben Sie die freie Wahl des Anwalts oder jeder anderen Person, die die erforderlichen Qualifikationen kraft des für das Verfahren geltenden Gesetzes hat, seine Interessen zu vertreten, zu verteidigen oder zu wahren.

Im Falle eines Schlichtungsverfahrens, einer Mediation oder einer anderen anerkannten außergerichtlichen Form der Streitbeilegung steht es Ihnen frei, eine Person mit den erforderlichen Qualifikationen zu wählen, die zu diesem Zweck ernannt wird.

Allerdings werden Sie im Falle eines Verfahrens im Ausland selbst die zusätzlichen Kosten tragen, die aus der Wahl eines Anwalts hervorgehen, der nicht zu dem Register des Lands der territorial zuständigen Gerichtsbarkeit gehört.

Sie haben das Recht, im Laufe des Verfahrens und ohne zusätzliche Kosten den Anwalt zu wechseln, es sei denn, wenn Missbrauch vorliegt.

Wenn die Beauftragung eines Gutachters oder Gegengutachters gerechtfertigt ist, können Sie diesen frei wählen. Allerdings werden Sie selbst die zusätzlichen Kosten und Honorare tragen, die aus der Wahl eines Gutachters hervorgehen, der seine Tätigkeit im Ausland oder – bei einem Gutachten im Ausland – in einem anderen Land als dem, in dem der Auftrag ausgeführt werden muss, ausübt.

Wir übernehmen die Kosten und Honorare, die aus der Hinzuziehung eines einzigen Experten resultieren, es sei denn, dass der Versicherte ohne seinen Willen zur Benennung eines anderen Experten verpflichtet wurde.

Artikel 34. Objektivitätsklausel

Im Falle einer Meinungsverschiedenheit zwischen Ihnen und uns bezüglich der einzuschlagenden Vorgehensweise zur Schadensregelung, können Sie, unbeschadet der Möglichkeit, ein gerichtliches Verfahren einzuleiten, einen Anwalt, der sich mit dem Fall beschäftigt, bzw. einen Anwalt Ihrer Wahl gemäß Art. 34 zu Rate zu ziehen.

An dieses Recht wird in unserer schriftlichen Stellungnahme erinnert, die wir Ihnen zur Bestätigung unserer Position oder Ablehnung Ihres Standpunktes zuschicken.

Wenn dieser Anwalt Ihre Auffassung bestätigt, übernehmen *wir*, gleich wie das Verfahren ausgeht, die Kosten und Honorare einschließlich der der Beratung.

Wenn dieser Rechtsanwalt unseren Standpunkt bestätigt, werden *wir* unsere Intervention beenden, nachdem *wir* die Hälfte der Kosten und Honorare dieser Beratung erstattet haben.

Wenn Sie in diesem Fall auf eigene Kosten ein Verfahren anstreben und ein besseres Ergebnis erzielen als dasjenige, das Sie erlangt hätten, wenn Sie unserem Standpunkt und dem des Anwalts gefolgt wären, übernehmen *wir* die Kosten und Honorare, einschließlich der der Beratung.

Artikel 35. Ableben eines Versicherten in einem laufenden Schadensfall

Wenn ein Versicherter, der Nutznießer unserer Leistungen ist, stirbt, gehen diese auf den Ehepartner über, sofern keine Trennung von Tisch und Bett oder Getrenntleben vorliegt. In Ermangelung eines solchen werden sie den Kindern gewährt, die in aufsteigender Linie geboren werden oder geboren werden sollen, in Ermangelung der zuletzt Genannten [deren] Blutsverwandte in aufsteigender Linie.

Artikel 36. Ausschlüsse und Verlust der Deckung

A. Verlust der Deckung

Wir werden keinen Versicherungsschutz leisten, wenn *wir* nachweisen können, dass der Schaden entstanden ist durch

- a. Arbeitsstreiks oder Gewalttaten mit kollektivem Charakter [politisch, sozial oder ideologisch] oder *Terrorakten*, unabhängig davon, ob sie mit einem Widerstand gegen die Regierung einhergehen oder nicht, an denen Sie selbst beteiligt waren;
- b. Unruhen, Aggressionen oder Anschläge, einschließlich *Terrorakten*, die Sie provoziert oder angestiftet haben.

B. Ausschlüsse

Wir bieten keinen Versicherungsschutz für folgende Schadensfälle an:

- a. für Schadensfälle aufgrund von Krieg, Bürgerkrieg oder ähnlichen Ereignissen;
- b. für Ihre Schadensansprüche, wenn Sie den Schaden vorsätzlich verursacht haben;
- c. wenn ein Versicherter einen Anspruch gegen einen anderen Versicherten geltend machen will;
- d. Für Schadensfälle als Eigentümer oder Fahrer:
 1. eines Luftfahrzeuges. Schadensfälle durch die Benutzung zu rein sportlichen bzw. unterhaltenden Zwecken von Flugmodellen [einschließlich Drohnen mit einer maximalen Startmasse von 150 kg] sind gedeckt, sofern diese Geräte nicht innerhalb eines Umkreises von 3 km von Flughäfen und zivilen oder militärischen Flugplätzen benutzt werden, und sofern sie nicht über Industriegebiete, Gefängnisse, LNG-Terminals, Atomkraftwerke oder öffentliche Menschengruppungen unter freiem Himmel fliegen;
 2. eines motorisierten Wasserfahrzeuges mit einer höheren Leistung als 8 KW, ausgenommen als autorisierter Fahrer eines einem Dritten gehörenden Kraftfahrzeuges, das der Versicherte gelegentlich, für eine Dauer von höchstens 48 h nutzt;
 3. eines Kraftfahrzeuges, das unter die gesetzliche Pflichtversicherung der Kraftfahrzeughaftpflicht fällt, ausgenommen, wenn es sich um ein der folgenden Fahrzeuge handelt:
 - a. ein Kraftfahrzeug, das in Belgien von der Versicherungspflicht befreit ist:
 - weil es durch eine mechanische Kraft mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von nicht mehr als 6 km/h angetrieben werden kann und eine Höchstmasse von nicht mehr als 100 kg hat;
 - weil es durch eine mechanische Kraft mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von mehr als 6 km/h, aber nicht mehr als 25 km/h, angetrieben werden kann und eine Höchstmasse von nicht mehr als 25 kg hat;
 - ein motorisierter Rollstuhl, der ausschließlich zur Benutzung durch Personen mit körperlichen Einschränkungen bestimmt ist;
 - b. folgende Kraftfahrzeuge, die in Belgien nicht von der Versicherungspflicht befreit sind:
 - ein elektrischer Rollstuhl für Personen mit eingeschränkter Mobilität;

- ein Kraftfahrzeug, das durch eine mechanische Kraft mit einer bauartbedingten Höchstgeschwindigkeit von mehr als 6 km/h, aber nicht mehr als 25 km/h, angetrieben werden kann und eine Höchstmasse von nicht mehr als 25 kg hat;
- ein Monowheel, Segway, Elektroroller und Hoverboard mit einer Höchstgeschwindigkeit von 45 km/h.

Mopeds der Kategorie A und B bleiben ausgeschlossen.

- c. bei Joyriding durch einen minderjährigen Versicherten.
- e. für Ihre Schadensersatzansprüche in Bezug auf *Tiere*, die im Rahmen einer beruflichen Tätigkeit gehalten werden, oder auf Tiere, deren Haltung in den Anhängen I, II und III des Washingtoner Artenschutzübereinkommens vom 3. März 1973 untersagt ist;
- f. für Ihre Schadensersatzansprüche im Zusammenhang mit Ihren Reitpferden, wenn Sie als Besitzer mehr Pferde haben, als in der Haftpflichtversicherung versichert sind;
- g. für Ihre Schadensersatzansprüche in Ihrer Eigenschaft als Jäger, Wildhüter, Organisator oder Leiter von Jagdgesellschaften;
- h. für Schadensfälle, die direkt oder indirekt durch eine Belästigung durch Lärm, Geruch, Staub, Wellen, Strahlungen, Blick-, Luft- oder Lichteinschränkung verursacht werden;
- i. für Schadensfälle, die die direkte oder indirekte Folge sind von Finanzgeschäften, Vertrauensmissbrauch, Betrug oder betrügerischer Handlung, Urkundenfälschung, Verleumdung oder Diffamierung.

Bei im Rahmen des Artikels 20 gedeckten vertraglichen Streitfällen mit einer zugelassen bzw. von einer öffentlichen Behörde organisierten Plattform leisten wir jedoch Versicherungsschutz für die Schäden, die sich direkt oder indirekt aus finanziellen Transaktionen ergeben, die über diese Plattform erfolgen;

- j. für Schadensfälle, die sich auf Schenkungen, Erbschaften, Testamente, Dienstbarkeiten, die nicht gesetzlich begründet sind, oder Immaterialgüterrechte beziehen;
- k. für Ihre Schadensersatzansprüche bei Schäden an Gebäuden, die die Versicherten weder als Hauptwohnsitz noch als Zweitwohnung für den eigenen Gebrauch oder als Ferienwohnung benutzen.

Der Versicherungsschutz bleibt jedoch für Schäden bestehen, die verursacht werden:

- an dem Teil eines in diesem Vertrag versicherten Gebäudes in Belgien, begrenzt auf 3 Plätze, das von einem Versicherten für einen freien Beruf oder ein Gewerbe ohne Lagerung oder Verkauf von Handelswaren genutzt wird;
 - an dem Teil eines im Rahmen dieses Vertrages versicherten, dem Versicherten gehörenden Gebäudes, den einem Dritten vermietet oder zur Verfügung gestellt wird, sofern die Anzahl vermieteter Teile 3 Wohnungen - mit oder ohne Garage - nicht überschreitet;
- l. für Ihre Schadensersatzansprüche, die auf die Folgen irgendeiner Eigenschaft von nuklearen Produkten, von spaltbarem Material oder radioaktivem Abfall zurückzuführen sind;
- m. wenn Ihr Schadensersatzanspruch die an den Verbraucherpreisindex gebundene Selbstbeteiligung von 319,76 Euro nicht übersteigt [der Basisindex beträgt 308,65 (September 2024 - Basis 1981 = 100)].

Im Schadensfall findet die folgende Formel Anwendung:

319,76 Euro x Index des Monats, der dem Schadensfall vorausgeht

Index 308,65

Dieser Ausschluss gilt nicht für die zivilrechtliche Wiedergutmachung von *Personenschäden*, für Schäden nach dem Tod, unabhängig davon, ob dieser auf einen ärztlichen Kunstfehler zurückzuführen ist oder nicht, oder nach dem Verschwinden eines Versicherten unter 16 Jahren.

- n. Für Schadensfälle im Zusammenhang mit der Geltendmachung von Ansprüchen:
- dringende Maßnahmen zu Gunsten eines Dritten, um einen drohenden Schaden oder eine Verschlimmerung des Schadens zu verhindern [Art. 6.28 Zivilgesetzbuch];
 - eine zusätzliche Entschädigung, wenn ein Dritter vorsätzlich und in Gewinnerzielungsabsicht Ihr Persönlichkeitsrecht verletzt oder Ihre Ehre oder Ihren Ruf geschädigt hat [Art. 6.31 §3 Zivilgesetzbuch];
 - eine Anordnung oder ein Verbot im Falle eines festgestellten oder ernsthaft drohenden Verstoßes gegen eine Rechtsnorm, die ein bestimmtes Verhalten vorschreibt [Art. 6.40 Zivilgesetzbuch].

Kapitel 5. Verpflichtungen im Schadensfall

Artikel 37. Welches sind die Verpflichtungen im Schadensfall?

1. Verhütungspflicht
Sie müssen alle geeigneten Maßnahmen treffen, um die Folgen des Schadensfalles zu vermeiden und zu begrenzen.
2. Anzeige
Möchten Sie diese Rechtsschutzversicherung in Anspruch nehmen, so müssen Sie uns ehrlich, ausführlich und in kürzester Frist benachrichtigen.
3. Die Beschaffung von Informationen
Sie müssen uns schnellstmöglich alle Dokumente und die gesamte Korrespondenz zukommen lassen und alle nützlichen Informationen erteilen, die die Verwaltung des Dossiers vereinfachen können, und uns über den Verlauf der Sache informieren.

Die Klagen und im Allgemeinen alle Gerichtsschriftstücke müssen uns innerhalb von 48 Stunden nach ihrer Abgabe oder Zustellung vorgelegt werden.
4. Verfahrensschädigung
Gemäß dem Entschädigungsgrundsatz müssen die Kosten zu Lasten von Dritten zurückerstattet und die Rechtskostenerstattung an uns zurückgezahlt werden.

Kommen Sie einer der angeführten Verpflichtungen nicht nach, so können wir unsere Leistungen in Höhe des uns entstandenen Nachteils kürzen. Wir können unsere Deckung verweigern, wenn diese Verpflichtungen mit betrügerischer Absicht nicht eingehalten wurden.

ABTEILUNG 3. FAKULTATIVE GARANTIE PACK FAMILIE+

Diese Versicherung wird durch eine zusätzliche Prämie erworben, sofern sie in den Besonderen Bedingungen aufgeführt ist. Die in den Artikeln 11 und 36 aufgeführten Ausschlüsse bleiben anwendbar, es sei denn, Artikel 38 sieht ausdrücklich eine Deckung vor.

Artikel 38. Pack Familie+

A. Erweiterungen der Privathaftpflichtversicherung

1. Integralfranchise

Die in Artikel 3 genannte Selbstbeteiligung gilt nicht, wenn der Gesamtbetrag der dem Begünstigten geschuldeten Entschädigung für *Sachschäden* höher ist als diese Selbstbeteiligung.

2. Schäden an anvertrauten Gegenständen

Wir versichern Ihre Haftpflicht in Ihrer Eigenschaft als Wärter, Entleiher oder Nutzer bei Schäden an beweglichen Gütern, die Dritten gehören.

Wir versichern Sie auch für Schäden, die an Segelbooten mit einem Gewicht von mehr als 300 kg oder an motorisierten Wasserfahrzeugen [einschließlich Motorbooten] mit einer Leistung von mehr als 8 kW verursacht werden, und zwar in Höhe von 50.000 Euro und unter der Bedingung, dass sie einem Dritten gehören und nur dann:

- wenn Sie als Fahrgast haften oder
- Sie sie gelegentlich, für eine Dauer von höchstens 48 h, als autorisierter Fahrer nutzen und sofern sie nicht oder nicht ausreichend durch den Dritten bei Sachschäden versichert sind.

Nicht versichert sind:

- andere als die in Artikel 6.1 genannten Kraftfahrzeuge oder mit einem Motor ausgestatteten Fahrzeuge;
- Luftfahrzeuge [d. h. motorisierte oder propellergetriebene Luftfahrzeuge für den Transport von Personen oder Gütern auf dem Luftweg];
- Bankkarten, Banknoten, Hartgeld, Edelmetallbarren, Briefmarken, Schecks, Handelspapiere, Obligationen und Aktien, Postanweisungen oder Ähnliches.

Kein Versicherungsschutz besteht:

- im Falle eines Diebstahls von antiken Möbeln, Kunstgegenständen oder Sammlerstücken, Schmuckstücken, Schiffen und Wasserfahrzeugen;
- im Falle eines unerklärlichen Verschwindens oder Verlusts.

3. Durch anvertraute Gegenstände verursachte Schäden

Wir versichern Sie, wenn Sie für Schäden haften, die durch eines Ihrer beweglichen Güter, das Sie einem Dritten im Rahmen Ihres Privatlebens zur Verfügung gestellt haben, verursacht werden.

Schäden, die verursacht werden durch in Artikel 6.3 aufgeführte Güter sowie durch Schiffe und Segelboote deren Gewicht 300 kg überschreitet oder durch motorisierte Wasserfahrzeuge [inklusive Motorboote] mit einer höheren Leistung als 8 KW, sind nicht abgedeckt.

4. Schäden zwischen *Cohousers*

Wir versichern die außervertragliche Haftpflicht von *Cohousers* gemäß Artikel 1.A.2.b., wenn sie einem anderen *Cohouser Personen- oder Sachschäden* zufügen. Für *Sachschäden zwischen Cohousers* leisten wir Versicherungsschutz bis zu einem Höchstbetrag von 7.500 Euro pro Schadensfall.

Wir versichern nicht:

- Schäden zwischen Partnern und zwischen [Groß-]Eltern und [Groß-]Kindern, die in derselben *Wohneinheit* leben;
- Schäden an Gegenständen, die von allen *Cohousers* gemeinsam genutzt werden (können);
- Schäden an *den* von den *Cohousers* gemeinsam genutzten *Wohneinheiten*, sowie Schäden an anderen Wohnungen, die einem der *Cohousers* gehören.

B. Erweiterungen zu der Garantie „Privatleben-Rechtsschutz“

Wenn die Garantie „Privatleben-Rechtsschutz“ abgeschlossen worden ist, genießen Sie die nachfolgenden Garantierweiterungen:

- a. die in Artikel 31 genannten Entschädigungsgrenzen werden verdoppelt;
- b. wir üben einen zivilrechtlichen Regress aus für die *Sachschäden*, die ein Dritter den Mobilien zufügt, die dem Versicherten gehören, und von denen dieser Dritte Wächter, Entleiher oder Nutzer ist.

Nicht gedeckt sind die Schäden:

- an Sachen, von denen in Artikel 6.3. die Rede ist;
- an Werten (Banknoten, Edelmetallbarren, Brief- und Steuermarken, Schecks, Handelspapiere, Aktien und Obligationen, Postanweisungen oder andere Anweisungen);
- dem Hausrat einer Ferienwohnung oder eines Festsaals.

Bei Schäden an antiken Möbeln, Kunst- und Sammlungsobjekten und Schmuck besteht kein Versicherungsschutz für Diebstahl, Verlust oder bei sonstigem Abhandenkommen dieser Gegenstände.

C. Erweiterungen im Rahmen des Providis Globaler Rechtsschutz-Vertrages

Wenn der *Versicherungsnehmer* des Privathaftpflichtversicherungsvertrags oder eine mit ihm zusammenlebende und in sein Familienleben integrierte Person einen Providis Globaler Rechtsschutz-Vertrag abgeschlossen hat, werden die im Abschnitt „Familie & Wohnung“ dieses Vertrags genannten Entschädigungsgrenzen ebenfalls erhöht.

Je nach der gewählten Formel werden die folgenden Leistungen gewährt:

- a. In der Classic-Formel werden die in Kapitel I.4. genannten Entschädigungsgrenzen verdoppelt;
- b. In der Excellence-Formel sind die in Kapitel I.4. genannten Entschädigungsgrenzen 2,5 mal so hoch wie die der Classic-Formel ohne Pack Familie+.

ABTEILUNG 4. GEMEINSAME VERWALTUNGSVORSCHRIFTEN

Artikel 39. Datum des Inkrafttretens und Dauer des Vertrages

Der Vertrag tritt zu dem in den Besonderen Bedingungen angegebenen Zeitpunkt und für die dort angegebene Dauer in Kraft. Sie sollte ein Jahr nicht überschreiten.

Der Vertrag verlängert sich dann stillschweigend um jeweils ein Jahr, es sei denn, der *Vertrag wird vom Versicherungsnehmer* mindestens zwei Monate vor dem Fälligkeitsdatum oder von uns mindestens drei Monate vor dem Fälligkeitsdatum gekündigt.

Artikel 40. Korrespondenzadresse

Um gültig zu sein, müssen die an uns gerichteten Mitteilungen an unseren Hauptsitz oder an eine unserer regionalen Niederlassungen in Belgien gesendet werden. Für Sie bestimmte Mitteilungen sind rechtsgültig, selbst gegenüber Erben oder Rechtsnachfolgern, wenn sie an die in den Besonderen Bedingungen verzeichnete Anschrift oder an jegliche andere - ggf. elektronische - Adresse gerichtet sind, die uns in der Folgezeit schriftlich mitgeteilt worden ist. Wenn mehrere *Versicherungsnehmer* den Vertrag unterzeichnet haben, gilt jede Mitteilung, die wir an die durch diese Personen gewählte Adresse, die in den besonderen Bedingungen angegeben ist oder später an uns mitgeteilt wurde adressieren, für alle *Versicherungsnehmer*.

Artikel 41. Mitteilungspflicht

1. Mitteilungspflicht bei Vertragsunterzeichnung

Der *Versicherungsnehmer* hat uns bei Abschluss des Vertrages alle Umstände genau anzugeben, die ihm bekannt sind (hierzu gehören z. B. vereinbarte Regressverzichte oder andere Versicherungen mit demselben Gegenstand) und die er vernünftigerweise als Angaben ansehen muss, die für uns bei der Beurteilung des Risikos von Interesse sein können.

Wenn der *Versicherungsnehmer* einige unserer schriftlichen Fragen nicht beantwortet und wir *den* Vertrag dennoch abgeschlossen haben, können wir uns nicht auf dieses Verschweigen berufen, außer in Fällen von Betrug.

A. Vorsätzliches Verschweigen oder falsche Angaben

Wenn vorsätzliches Verschweigen oder falsche Angaben in der Anzeige uns über die Elemente der Risikobewertung täuschen können, ist der Versicherungsvertrag nichtig.

Die Prämien, die bis zu dem Moment fällig waren, an dem wir Kenntnis von dem vorsätzlichen Verschweigen oder der vorsätzlichen falschen Angabe von Daten erhalten haben, stehen uns zu.

B. Nicht vorsätzliches Verschweigen oder falsche Angaben

Wenn das Verschweigen oder die unrichtige Angabe von Informationen in der Anzeige nicht vorsätzlich erfolgt sind, ist der Versicherungsvertrag nicht nichtig.

Innerhalb eines Monats ab dem Tag, an dem wir von dem Verschweigen oder der unrichtigen Angabe Kenntnis erlangt haben, schlagen wir *vor, den* Vertrag mit Wirkung ab dem Tag, an dem wir von dem Verschweigen oder der falschen Angabe Kenntnis erlangt haben, zu ändern.

Wenn wir den Nachweis erbringen, dass wir das erhöhte Risiko unter keinen Umständen versichert hätten, können wir den Vertrag innerhalb derselben Frist kündigen.

Lehnt der *Versicherungsnehmer* den Vorschlag zur Vertragsänderung ab oder hat er ihn nach Ablauf einer Frist von einem Monat nach Erhalt dieses Vorschlags nicht angenommen, können wir den Vertrag innerhalb von 15 Tagen kündigen.

Wenn wir den Vertrag nicht innerhalb der oben genannten Frist gekündigt oder eine Änderung vorgeschlagen *haben*, können wir uns nicht nachträglich auf die uns später bekannt gewordenen Tatsachen berufen.

C. Was passiert, wenn ein Schadensfall eintritt, bevor die Vertragsänderung oder die Kündigung in Kraft getreten ist?

Können das Verschweigen oder die falsche Angabe von Informationen dem *Versicherungsnehmer* nicht angelastet werden, müssen *wir* die vereinbarte Leistung erbringen.

Sind das Verschweigen oder die falsche Angabe von Informationen tatsächlich dem *Versicherungsnehmer* anzulasten, sind *wir* verpflichtet, eine Leistung zu erbringen, die sich nach dem Verhältnis zwischen der gezahlten Prämie und der Prämie richtet, die Sie hätten zahlen müssen, wenn Sie das Risiko wahrheitsgemäß angegeben hätten.

Können *wir* jedoch den Nachweis erbringen, dass *wir* das Risiko, dessen wahre Natur sich durch den Schadensfall offenbart hat, in jedem Fall nicht versichert hätten, beschränkt sich unsere Leistung auf die Erstattung aller gezahlten Prämien

2. Mitteilungspflicht während der Laufzeit des Vertrages

A. Risikoerschwerung

Der *Versicherungsnehmer* ist verpflichtet, während der Laufzeit des Vertrages neue Umstände oder Änderungen der Umstände zu melden, die geeignet sind, eine erhebliche und dauerhafte Erhöhung der Gefahr des Eintritts des Versicherungsfalles herbeizuführen.

Hat sich bei der Durchführung des Vertrages die Gefahr des Eintritts des Versicherungsfalles so weit erhöht, dass *wir*, wenn das höhere Risiko bereits bei Vertragsabschluss vorgelegen hätte, zu anderen Bedingungen versichert hätten, so müssen *wir* dem *Versicherungsnehmer* innerhalb eines Monats von dem Tag an, an dem *wir* von dem höheren Risiko Kenntnis erlangt haben, die Änderung des Vertrages mit Rückwirkung auf den Tag der Erhöhung vorschlagen

Wenn *wir* den Nachweis erbringen, dass *wir* das erhöhte Risiko unter keinen Umständen versichert hätten, können *wir* den Vertrag innerhalb derselben Frist kündigen.

Lehnt der *Versicherungsnehmer* den Änderungsvorschlag ab oder nimmt er ihn nach Ablauf einer Frist von 1 Monat ab Zustellung des Vorschlags nicht an, können *wir* den Vertrag innerhalb von 15 Tagen nach Ablauf der vorgenannten Frist von 1 Monat kündigen.

Wenn *wir* den Vertrag nicht innerhalb der oben genannten Fristen gekündigt oder eine Änderung vorgeschlagen haben, können *wir* uns später nicht mehr auf eine Gefahrerhöhung berufen.

Was passiert, wenn ein Schadensfall eintritt, bevor die Vertragsänderung oder die Kündigung in Kraft getreten ist?

- Hat der *Versicherungsnehmer* seine Mitteilungspflicht wie oben beschrieben erfüllt, sind *wir* an die vereinbarte Leistung gebunden.
- Wenn der *Versicherungsnehmer* seiner oben beschriebenen Mitteilungspflicht nicht nachgekommen ist:
 - sind *wir* zur Erbringung der vereinbarten Leistung verpflichtet, wenn die fehlende Mitteilung nicht vom *Versicherungsnehmer* zu vertreten ist.
 - sind *wir* zur Leistung in dem Verhältnis verpflichtet, in dem der gezahlte Beitrag zu dem Beitrag *steht*, den der *Versicherungsnehmer* bei Berücksichtigung der Erhöhung des Risikos hätte zahlen müssen, wenn ihm die unterbliebene Anzeige zuzurechnen ist.

Weisen *wir* jedoch nach, dass *wir* das erschwerte Risiko nie versichert hätten, beschränkt sich die Leistung im Schadensfall auf die Rückerstattung aller gezahlten Prämien

Wenn der *Versicherungsnehmer* in betrügerischer Absicht gehandelt hat, können *wir* den Versicherungsschutz verweigern. Die bis zu dem Zeitpunkt, zu dem *wir* von der arglistigen Täuschung Kenntnis erlangt haben, fälligen Prämien stehen uns als Schadenersatz zu.

B. Gefahrenminderung

Wenn sich die Gefahr des Eintritts des Versicherungsfalles während der Dauer des Vertrages erheblich und dauerhaft in der Weise vermindert, dass *wir*, wenn diese Verminderung bei Vertragsabschluss vorgelegen hätte, zu anderen Bedingungen versichert hätten, so sind *wir* verpflichtet, von dem Tage an, an dem *wir* von der Verminderung der Gefahr Kenntnis erlangt haben, eine entsprechende Herabsetzung der Prämie zu gewähren.

Erzielen *wir* mit dem Versicherungsnehmer innerhalb eines Monats *nach* Ihrem Antrag auf Ermäßigung keine Einigung über die neue Prämie, können Sie den Vertrag gemäß den Bestimmungen von Artikel 41 kündigen.

Artikel 42. Prämienzahlung

1. Zu zahlender Betrag

Der *Versicherungsnehmer* muss den auf der Zahlungsaufforderung genannten Prämienbetrag einschließlich Steuern, Beiträgen und Kosten zahlen.

2. Zahlungszeitpunkt

Die Prämie ist eine Jahresprämie, die im Voraus, nach Erhalt der Zahlungsaufforderung, zum Fälligkeitstag zu zahlen ist.

3. Rückzahlung der gezahlten Prämie

Endet der Vertrag ganz oder teilweise während des Versicherungsjahres, wird *dem Versicherungsnehmer* der Teil der Prämie zurückerstattet, der auf die Zeit nach der Beendigung des gesamten oder eines Teils des Vertrages entfällt.

4. Nichtzahlung der Prämie

Wenn Sie die Prämie bei Fälligkeit nicht bezahlen, erhält der *Versicherungsnehmer* eine erste Mahnung. Wird die Prämie nicht innerhalb von 20 Tagen nach dem Versand bezahlt, wird eine zweite Mahnung verschickt. In diesem *Fall* schuldet der Versicherungsnehmer eine Pauschalgebühr von 7,00 Euro.

Wenn der *Versicherungsnehmer* die Prämie nach diesen beiden Mahnungen immer noch nicht bezahlt hat, wird Ihnen per Einschreiben oder Gerichtsvollzieher eine Inverzugsetzung zugestellt. *Wir* berechnen dabei eine Pauschalgebühr von 13,00 Euro zusätzlich zu der bereits fälligen Gebühr von 7,00 Euro.

Bei Nichtzahlung der Prämie innerhalb von 15 Tagen ab dem Tag nach Versand der Inverzugsetzung werden alle Garantien des Vertrags nach Ablauf dieser Frist ausgesetzt, und *wir* kündigen den Vertrag nach Ablauf einer neuen Frist von mindestens 15 Tagen, gerechnet ab dem ersten Tag der Aussetzung.

Wenn die Versicherungsgarantien eingestellt werden, bleiben die Prämien während des Zeitraums der Aussetzung fällig, sofern der *Versicherungsnehmer* wie oben erwähnt eine Mahnung erhalten hat. Unsere Prämienforderung kann jedoch nicht mehr betragen als die Prämien von 2 aufeinander folgenden Versicherungsjahren.

Die Garantien werden zum Zeitpunkt des vollständigen Eingangs der fälligen Prämien auf unserem Bankkonto oder dem unseres Bevollmächtigten wieder in Kraft gesetzt.

5. Teilweise Zahlung der Prämie

Im Falle einer Teilzahlung der geschuldeten Prämien rechnen *wir* den oder die gezahlten Beträge in absteigender Reihenfolge des Alters der gesamten im Rahmen des Vertrags geforderten Prämien an. Wenn der Vertrag in einer Akte, in der mehrere Verträge gruppiert sind, enthalten ist, die eine andere Anrechnungsregel vorsieht, werden die teilweise gezahlten Prämien nach den geltenden Regeln dieser Akte abgerechnet.

Artikel 43. Tarifänderung

Bei einer Tarifänderung *unsererseits* können *wir* diese Änderung ab dem nächsten jährlichen Fälligkeitstermin anwenden, nachdem *wir* den *Versicherungsnehmer* mindestens vier Monate vor dem jährlichen Fälligkeitstermin in Kenntnis gesetzt haben. In diesem Fall kann der *Versicherungsnehmer* den Vertrag bis zu zwei Monate vor dem jährlichen Fälligkeitstermin kündigen.

Teilen *wir* dem *Versicherungsnehmer* diese Änderungen weniger als vier Monate vor dem jährlichen Fälligkeitstermin mit und ist er damit nicht einverstanden, hat er das Recht, den Vertrag innerhalb von drei Monaten nach Erhalt dieser Mitteilung zu kündigen.

Artikel 44. Änderungen der Versicherungsbedingungen

Wenn *wir* die Versicherungsbedingungen ändern, können *wir* diese Änderungen ab dem nächsten jährlichen Fälligkeitstermin anwenden, nachdem *wir* den *Versicherungsnehmer* mindestens vier Monate vor dem jährlichen Fälligkeitstermin benachrichtigt haben. In diesem Fall kann *der Versicherungsnehmer* seinen Vertrag bis zu zwei Monate vor dem jährlichen Fälligkeitstermin kündigen.

Teilen *wir* dem *Versicherungsnehmer* diese Änderungen weniger als vier Monate vor dem jährlichen Fälligkeitstermin mit und ist er damit nicht einverstanden, so hat er das Recht, innerhalb von drei Monaten nach Erhalt dieser Mitteilung:

- entweder den Vertrag zu kündigen,
- oder uns zu bitten, den Vertrag bis zum nächsten jährlichen Fälligkeitsdatum zu den aktuellen Bedingungen weiterzuführen.

Artikel 45. Leistungen an Minderjährige, Entmündigte oder Handlungsunfähige

Wenn *wir* in Anwendung eines Versicherungsvertrags eine Zahlung an eine minderjährige, entmündigte oder anderweitig handlungsunfähige Person leisten müssen, so zahlen *wir* diese auf ein Konto, das auf den Namen der minderjährigen, entmündigten oder anderweitig handlungsunfähigen Person eröffnet wurde und über das bis zur Volljährigkeit oder Aufhebung der Behinderung nicht verfügt werden kann, unbeschadet der gesetzlichen Nutzungsrechte.

Nach besonderer Genehmigung durch den Friedensrichter können die so hinterlegten Beträge auf Antrag des Vormunds oder des Vermögensverwalters nach denselben Regeln freigegeben werden, die für die in Artikel 410 §1, 14° oder 499/7 §2 des alten Zivilgesetzbuchs genannten Fälle gelten.

Artikel 46. Konkurs des Versicherungsnehmers

Bei Konkurs des *Versicherungsnehmers* besteht der Vertrag zugunsten der Gesamtgläubiger fort, die ab der Konkurserklärung Schuldner der fälligen Prämien werden.

Allerdings können sowohl der Konkursverwalter als *auch* *wir* den Vertrag kündigen, der Konkursverwalter innerhalb von 3 Monaten nach der Konkursöffnung und *wir* frühestens 3 Monate nach der Konkursöffnung.

Artikel 47. Tod des Versicherungsnehmers

Im Falle des Ablebens des *Versicherungsnehmers* werden die Rechte und Pflichten, die sich aus dem Vertrag ergeben, auf den neuen Inhaber des versicherten Interesses übertragen.

Jedoch können sowohl die neuen Inhaber des versicherten Gegenstands als auch *wir* den Versicherungsvertrag kündigen, die neuen Inhaber per Einschreiben innerhalb von drei Monaten und vierzig Tagen nach dem Ableben und *wir* wie nachstehend beschrieben innerhalb von drei Monaten nach dem Tag, an dem *wir* vom Ableben Kenntnis bekommen haben.

Artikel 48. Kündigung des Vertrages und Kündigungsmodalitäten

1. Kündigung

A. Der Versicherungsnehmer kann den Vertrag kündigen:

- Vor dem Inkrafttreten des Vertrages
Der *Versicherungsnehmer* kann den Vertrag kündigen, wenn zwischen Vertragsabschluss und Datum des Inkrafttretens mehr als ein Jahr liegt. Sie müssen diese Kündigung spätestens 3 Monate vor dem vereinbarten Datum des Inkrafttretens mitteilen.
Die Kündigung wird zum Datum des Vertragsbeginns wirksam.
- Zum Ende jeder Versicherungsperiode
Wie in Artikel 39 vorgesehen, kann der *Versicherungsnehmer* den Vertrag zum Ende jedes Versicherungszeitraums kündigen, spätestens jedoch zwei Monate vor dem Ablaufdatum.
Die Kündigung wird am Fälligkeitstag wirksam.
- Kündigung ohne jährliche Fälligkeit
Ein Jahr nach Beginn Ihres Versicherungsvertrags kann der *Versicherungsnehmer* den Vertrag jederzeit kündigen.
Die Kündigung wird nach Ablauf einer Frist von zwei Monaten ab dem Tag nach der Zustellung oder dem Tag nach dem Empfangsdatum bzw. im Falle eines Einschreibens ab dem Tag nach der Zustellung wirksam.
- Zusammenhängende Verträge
Wenn *wir* uns in ein und demselben Vertrag zu mehreren Leistungen verpflichten, sei es aufgrund der gewährten Garantie oder aufgrund der versicherten Risiken, gilt der Kündigungsgrund, der eine dieser Leistungen betrifft, nicht für den gesamten Vertrag.
Wenn *wir* eine oder mehrere Garantien des Vertrages kündigen, kann der *Versicherungsnehmer* den gesamten Vertrag kündigen.
- Nach einem Schadensfall
Der *Versicherungsnehmer* kann den Vertrag nach einem Schadensfall ganz oder teilweise kündigen. Diese Kündigung muss spätestens 1 Monat nach Zahlung oder Verweigerung der Zahlung der Entschädigung erfolgen.
Die Kündigung wird drei Monate nach dem Tag nach dem Zustellungsdatum, dem Tag nach dem Empfangsdatum oder, im Falle eines Einschreibens, nach dem Tag nach der Zustellung wirksam.
- Änderungen der Versicherungsbedingungen und der Prämie
Der *Versicherungsnehmer* kann seinen Vertrag im Falle einer Änderung gemäß den Artikeln 43 und 44 kündigen.
Wenn der *Versicherungsnehmer* von uns keine eindeutigen Informationen über die Änderung der Versicherungsbedingungen erhalten hat, kann er die Rechtsschutzversicherung auch kündigen.
- Gefahrenminderung
Artikel 41 ermöglicht es dem *Versicherungsnehmer*, den Vertrag zu kündigen, wenn im Falle einer Risikominderung innerhalb eines Monats nach dem Antrag auf Prämienermäßigung keine Einigung über die neue Prämie erzielt wurde.

B. Wir können den Vertrag kündigen

- Vor dem Inkrafttreten des Vertrages
Wir können den Vertrag kündigen, wenn zwischen Vertragsabschluss und Vertragsbeginn mehr als 1 Jahr liegt. *Wir* müssen dem *Versicherungsnehmer* diese Kündigung spätestens 3 Monate vor Vertragsbeginn mitteilen.
Die Kündigung wird zum Datum des Vertragsbeginns wirksam.
- Zum Ende jeder Versicherungsperiode
Wie in Artikel 39 vorgesehen, können wir den Vertrag zum Ende jedes Versicherungszeitraums kündigen, spätestens jedoch 3 Monate vor dem Ablaufdatum.
Die Kündigung wird am Fälligkeitstag wirksam.

- Bei Nichtzahlung der Prämie

Wie in Artikel 42 vorgesehen, werden bei Nichtzahlung der Prämie innerhalb von 15 Tagen ab dem Tag nach Versand der Inverzugsetzung alle Garantien des Vertrags nach Ablauf dieser Frist ausgesetzt, und wir kündigen den Vertrag nach Ablauf einer neuen Frist von mindestens 15 Tagen, gerechnet ab dem ersten Tag der Aussetzung.

- Nach einem Schadensfall

Wir können den Vertrag nach einem Schadensfall ganz oder teilweise kündigen.

Die Kündigung wird spätestens einen Monat nach Zahlung oder Verweigerung der Zahlung wirksam, wobei drei Monate ab dem Tag nach der Zustellung des Gerichtsvollzieherbescheids, dem Tag nach dem Empfangsdatum oder im Falle eines Einschreibens ab dem Tag nach dessen Zustellung gezählt werden.

Wenn der *Versicherungsnehmer* oder der Begünstigte der Versicherung nach einem Schadensfall eine der aus dem Schadensfall entstandenen Pflichten versäumt hat, mit der Absicht, uns zu betrügen, können wir den Vertrag jederzeit kündigen. Die Kündigung tritt einen Monat ab dem Folgetag der Zustellung, dem Folgetag der Empfangsbescheinigung oder dem Folgetag der Aufgabe des Einschreibens der Kündigung in Kraft, unter der Voraussetzung, dass wir gegen eine der Personen vor einem Untersuchungsrichter mit Auftreten als Nebenkläger Klage eingereicht haben oder wir sie vor das erkennende Gericht geladen haben, auf Grundlage der Artikel 193, 196, 197, 496 oder 510 bis 520 des Strafgesetzbuches.

- Unterlassung bzw. unrichtige Mitteilung

Bei nicht vorsätzlichem Verschweigen oder unrichtiger Angabe des Risikos zum Zeitpunkt des Vertragsabschlusses können wir den Vertrag gemäß Artikel 41 kündigen.

- Im Falle einer Risikoerschwerung

Wir können den Vertrag kündigen, wenn während der Laufzeit des Vertrags eine erhebliche und dauerhafte Gefahrerhöhung im Sinne von Artikel 41 eintritt.

- Im Falle eines Konkurses

Wir können den Vertrag kündigen, wenn der Versicherungsnehmer in Konkurs geht, frühestens jedoch 3 Monate nach der Konkurserklärung gemäß Artikel 46.

- im Todesfall

Wir können den Vertrag nach dem Tod des Versicherungsnehmers innerhalb von 3 Monaten ab dem Tag kündigen, an dem wir davon Kenntnis erlangt haben, wie in Artikel 47 vorgesehen.

3. Kündigungsmodalitäten

A. Art der Beendigung

Der Vertrag kann gekündigt werden durch:

- Einschreiben;
- Gerichtsvollzieherbescheid;
- Übermittlung des Kündigungsschreibens gegen Empfangsbestätigung.

Eine Kündigung aufgrund nicht gezahlter Prämien kann nur stattfinden durch:

- Einschreiben;
- Gerichtsvollzieherbescheid.

B. Datum des Inkrafttretens der Kündigung

Es sei denn, in anderen Vertragsbestimmungen sind andere Fristen vorgesehen, wird die Kündigung 1 Monat nach dem Tag nach dem Zustellungsdatum, dem Tag nach dem Empfangsdatum oder, im Falle eines Einschreibens, nach dem Tag nach der Zustellung wirksam.

Artikel 49. Terrorismus

A. Beitritt zur VoG TRIP

Wir decken Schäden, die durch Terrorismus *verursacht werden*. Zu diesem Zweck gehören wir zu der VoG TRIP. Gemäß dem Gesetz vom 3. Mai 2024 über die Entschädigung der Opfer eines *terroristischen Aktes* und über die Versicherung gegen Schäden durch *Terrorismus* ist die Erfüllung aller Verpflichtungen aller Versicherer, die Mitglied der VoG sind, im Falle eines durch Königlichen Erlass anerkannten terroristischen Aktes auf 1,7 Milliarden Euro begrenzt

je Kalenderjahr für die Schäden, die durch alle als *Terrorakte* anerkannten Ereignisse während dieses Kalenderjahres verursacht wurden. Am 1. Januar jedes Jahres wird dieser Betrag auf der Grundlage des Index der Verbraucherpreise angepasst (Basis = November 2022). Im Falle einer gesetzlichen oder vorschriftsmäßigen Anpassung des Basisbetrages findet diese Anpassung ab dem nächsten Fälligkeitsdatum automatisch Anwendung, außer wenn der Gesetzgeber ausdrücklich ein anderes Übergangssystem vorgesehen hat.

Wenn der Gesamtbetrag der berechneten oder eingeschätzten Entschädigungen höher ist als der im vorhergehenden Absatz angegebene Betrag, findet die Proportionalregel Anwendung: die zu zahlenden Entschädigungen werden beschränkt auf das Verhältnis zwischen einerseits dem im vorhergehenden Absatz angegebenen Betrag oder den für dieses Kalenderjahr noch verfügbaren Mitteln, und andererseits den für dieses Kalenderjahr zu zahlenden Entschädigungen.

B. Zahlungssystem

Gemäß dem oben genannten Gesetz vom 3. Mai 2024 wird ein *terroristischer Akt* durch einen Königlichen Erlass, der im Ministerrat nach Empfehlung durch das OCAD und die föderale Staatsanwaltschaft beraten wird, als solcher anerkannt. Der Schadensabwicklungsausschuss bestimmt innerhalb von 14 Tagen nach der Veröffentlichung des Königlichen Erlasses, mit dem der *Terrorakt* als solcher anerkannt wird, im Amtsblatt, ob die vorläufigen relativen Höchstgrenzen oder die absolute Höchstgrenze gemäß Artikel 12 des Gesetzes vom 3. Mai 2024 bei der Entschädigung erreicht werden können. Innerhalb desselben Zeitraums legt der Ausschuss gemäß Artikel 15 des genannten Gesetzes den Prozentsatz der Entschädigung fest, die von den Versicherern, die Mitglied der VoG TRIP sind, nach dem Ereignis zu zahlen ist. Der Ausschuss ist berechtigt, diese Prozentzahl zu ändern. Der Ausschuss wird spätestens am 31. Dezember des dritten Jahres nach dem Jahr des Ereignisses eine definitive Entscheidung über die Prozentzahl der Entschädigung treffen.

Sie, der Versicherte oder der Geschädigte, darf nur auf eine Entschädigung der Gesellschaft Anspruch erheben, sobald der Ausschuss eine Prozentzahl bestimmt hat. *Wir* werden den versicherten Betrag gemäß der durch den Ausschuss bestimmten Prozentzahl zahlen.

Wenn der Ausschuss diese Prozentzahl herabsetzt, findet die Verminderung der Entschädigungen keine Anwendung auf die schon gezahlten Entschädigungen oder auf die noch zu zahlenden Entschädigungen, wofür *wir* schon eine Entscheidung an Sie oder an den Bezugsberechtigten mitgeteilt haben.

Wenn der Ausschuss diese Prozentzahl erhöht, findet die Erhöhung des Entschädigungsbetrages Anwendung auf alle gemeldeten, durch „*Terrorakte*“ verursachten Schadensfälle.

Artikel 50. Verjährungsfrist

Gemäß Art. 88 und 89 des Gesetzes vom 4. April 2014 über die Versicherungen beträgt die Verjährungsfrist für jede Klage, die sich aus dem Versicherungsvertrag ergibt, 3 Jahre.

Die Verjährung gegen Minderjährige, Entmündigte und andere Handlungsunfähige läuft nicht bis zum Tag der Volljährigkeit oder der Aufhebung der Unfähigkeit.